

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

LE

# Régime Légal de la Propriété des Mines

EN PRUSSE, BELGIQUE ET HOLLANDE

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le Lundi 10 Juin 1907, à 1 heure*

PAR

R. LOUZON

---

*Président : M. PERREAU, professeur*  
*Suffragants* { *MM. JACQUELIN, professeur*  
*TRUCHY, chargé de cours*

---

PARIS

V. GIARD & E. BRIÈRE

16, Rue Soufflot et 12, Rue Toulhier

---

1907



THÈSE  
POUR  
**LE DOCTORAT**

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

LE

# Régime Légal de la Propriété des Mines

EN PRUSSE, BELGIQUE ET HOLLANDE

---

**THÈSE POUR LE DOCTORAT**

*Présentée et soutenue le Lundi 10 Juin 1907, à 1 heure*

PAR

**R. LOUZON**

---

*Président : M. PERREAU, professeur*  
*Suffragants* { *MM. JACQUELIN, professeur*  
*TRUCHY, chargé de cours*

---



PARIS

**V. GIARD & E. BRIÈRE**

16, Rue Soufflot et 12, Rue Toullier

---

1907



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

LE RÉGIME LÉGAL  
DE LA  
PROPRIÉTÉ DES MINES  
EN PRUSSE, BELGIQUE ET HOLLANDE

---

INTRODUCTION

Depuis 1870 jusqu'en ces dernières années la question de la propriété des mines n'avait pas été très sérieusement agitée dans les Parlements européens, à cause de son peu d'intérêt pratique. Dans la crainte de toucher à des droits acquis, on ne pouvait espérer légiférer que pour les mines non encore concédées ; or toutes les richesses minérales d'Europe, et notamment les richesses les plus importantes pour la vie d'une nation, les richesses houillères, semblaient être connues. Mais des recherches récentes faites au nord de cette grande lagune westphalienne qui constitue le bassin houiller franco-allemand-belge, faisait découvrir en Westphalie, en Hollande et en Belgique, de nouveaux gisements de

charbon ; en même temps, elles faisaient prévoir dans ces mêmes régions l'existence de gites de sels. La question de la propriété des mines reprenait dès lors de l'intérêt ; aussi amena-t-elle des débats parlementaires souvent fort importants dans les trois pays précités. Les débats nous ont semblé révéler, avec la précision particulière que donne la pratique aux théories, une orientation nouvelle des idées en ce qui concerne le régime légal à appliquer à la propriété des mines. C'est pourquoi, à un moment où la découverte du bassin houiller de la Lorraine va peut-être mettre en demeure le Parlement français de modifier profondément la loi de 1810, il nous a semblé intéressant d'établir ce qui venait d'être fait ou ce que l'on était en train de faire ailleurs.

En Hollande, une législation nouvelle fut rapidement élaborée et semble aujourd'hui être complètement achevée ; en Prusse, on établit un régime provisoire sous lequel on est encore, mais on peut prévoir déjà quelles seront les grandes lignes du régime définitif ; en Belgique enfin, la question est encore en suspens devant le Parlement.

Quels ont été les motifs de ces diverses législations, quels en sont les caractères communs et les caractères distinctifs, quels résultats peut-on en attendre, tels sont, dans l'étude qui va suivre, les différents points de vue où nous avons essayé de nous placer.

Mais une remarque préliminaire s'impose : si la question de modifier la législation des mines a pu se poser, si, avec une touchante unanimité, dès qu'il s'est agi de disposer de gisements importants, tous les pays ont éprouvé le besoin de faire de nouvelles lois, c'est que l'ancienne législation ne cadrerait plus avec les formes sous lesquelles se présente aujourd'hui l'industrie minière.

« Les rapports sociaux sont intimement liés aux forces productives. En acquérant de nouvelles forces productives les hommes changent leur mode de production et en changeant le mode de production, la manière de gagner leur vie, ils changent tous leurs rapports sociaux. Le moulin à bras vous donnera la société avec le suzerain ; le moulin à vapeur, la société avec le capitaliste industriel (1). »

L'esprit des législations de Hollande, de Belgique et de Prusse, était en somme que la propriété de la mine devait aller à « l'inventeur ». En Prusse, le droit de l'inventeur est spécifié par la loi, il est donc indiscutable et ne subit aucune restriction, en Belgique et en Hollande, où la loi française de 1810 règne, il ne semble pas à première vue en être de même puisque le Gouvernement a toute liberté pour choisir le concessionnaire ; cependant il faut bien admettre que le Gouvernement ne peut pas donner la con-

---

1. K. Marx. *Misère de la Philosophie*, p. 151.

cession au petit bonheur, que sa décision doit s'inspirer de justes motifs, et comme la loi de 1810 a bien spécifié que le propriétaire de la surface n'a aucun droit sur la mine, il n'y a guère que l'inventeur qui puisse invoquer de bonnes raisons pour obtenir la concession. Les législations belge et hollandaise, tout en donnant au Gouvernement un pouvoir plus efficace de contrôle sur le mérite et les facultés de l'inventeur, aboutissent en fait à peu près au même résultat que la législation prussienne.

Ce faisant on pouvait se flatter de concilier les exigences de la morale avec l'intérêt public. Les bénéfices énormes que l'on peut tirer de l'exploitation d'une mine devaient susciter les recherches, faire couvrir la terre de prospecteurs le pic ou la sonde à la main, et ainsi le sol de la patrie ne pouvait manquer de révéler bientôt les trésors cachés dont l'exploitation augmenterait d'autant la fortune nationale. L'acquisition de la propriété étant due à la découverte de la mine, c'est-à-dire au travail, on n'avait pas à craindre l'accaparement. Tous les travailleurs auraient leur mine, et comme les travailleurs sont nombreux la propriété serait très divisée : excellent résultat puisque les petites propriétés sont exploitées avec plus de soin que les grandes (*latifundia perdidere Italiam !*) et que la concurrence pourrait jouer à merveille ; les produits seraient vendus bon marché, et comme ces produits sont de

large consommation, tout le monde en profiterait.

Or ces considérations, qui étaient peut-être fondées à l'époque, reçoivent depuis déjà un certain temps le plus éclatant démenti des faits. Dans la plupart des cas, dans le cas de la houille et du sel notamment, qui sont les substances pour lesquelles surtout on a légiféré, d'une part, la découverte d'un gîte n'est plus que pour fort peu fonction du travail employé à le découvrir, d'autre part, les gîtes minéraux menacent d'être accaparés par de grandes sociétés qui ne visent qu'à des profits de monopole.

On peut se faire une idée de ce qu'était la recherche des mines il y a cinquante ans en se reportant à ce qu'elle est actuellement dans les pays à civilisation capitaliste peu développée comme l'Espagne. Le prospecteur y est en général un petit propriétaire quelconque du village ou de la ville, pourvu d'une instruction moyenne, doué d'un tempérament enthousiaste, et qui a la passion du minerai. Dès qu'il a appris qu'il y a quelque part apparence de minerai, il s'y précipite, puis il se passionne pour sa découverte, et engloutit souvent sa petite fortune dans les premiers travaux de recherche. La découverte d'un gîte, sa mise au jour ont été le fruit de patients travaux ; le privilège considérable, que l'on constituera à l'inventeur lorsqu'on lui donnera le droit d'exploiter, ne paraîtra pas disproportionné avec le travail fourni et avec les risques courus,

De plus chaque pays est assez fermé ; les capitaux et les personnes ne sont pas suffisamment mobiles pour venir, à l'annonce d'une recherche ou d'une demande en concession, établir de nouveaux travaux auprès des premiers, travaux que la conformation du gîte rendrait peut-être plus heureux, malgré leur postériorité. L'inventeur de la substance concédée est bien l'inventeur réel.

Dans les grands pays industriels la situation n'est plus la même aujourd'hui. L'hypothèse hardie d'un géologue en renom a-t-elle à peine signalé la possibilité d'une extension de certains gisements, ou bien un coup de pioche heureux a-t-il révélé des substances auxquelles on ne pensait point, qu'une nuée de syndicats de recherches, de sociétés de sondages prennent naissance et viennent s'abattre sur la terre promise. On couvre la région de prospecteurs ou de sondeurs, et si la chance est favorable, moyennant la mise de quelques billets de mille francs par chaque actionnaire, on peut devenir gratuitement propriétaire de richesses considérables. Entre deux sondages établis dans une région comme la Westphalie, il est impossible de déterminer *a priori*, dans l'état actuel de la géologie, celui qui est le plus intelligemment placé, celui qui doit rationnellement le mieux réussir : tout dépend des hypothèses aussi plausibles les unes que les autres que l'on a accepté comme point de départ. La concession à l'inventeur est devenue une prime au

hasard. De deux sondeurs voisins, dit un député prussien, M. Gamp, l'un aura la concession, et l'autre n'aura rien « quoique celui-ci ait peut-être dépensé plus d'intelligence et de capital que son concurrent, mais seulement parce que l'autre a eu le bonheur que, là où il était, le minéral s'est trouvé quelques mètres plus haut » (1).

Non seulement l'inventeur d'autrefois passait sa vie à la recherche d'une mine, mais quand il en avait trouvé une, le prix que coûtaient les travaux d'exploration, la durée de ceux-ci, la difficulté de trouver des capitaux suffisants l'empêchaient d'étendre ses travaux au loin, si bien que sa concession était très limitée et qu'à côté de lui le champ se trouvait libre pour les autres. Le prix du mètre courant de sondage d'après Callon dans son *Traité d'exploitation des Mines* qui ne date que de 1874, était de 300 francs pour un sondage de 650 mètres, et l'avancement journalier était en moyenne de 0 m. 86. Actuellement, les actionnaires, voire même le fondateur d'une société de recherches, n'ont souvent jamais vu une mine de leur vie, ils se sont contentés de s'assimiler plus ou moins la matière de quelques articles de géologie ou de réclame ; néanmoins, ils pourront en échange, grâce au faible prix que coûtent maintenant les sondages, et à leur rapidité,

---

1. Chambre des députés prussienne. Séance du 7 avril 1905.

s'emparer de tout un pays. Un sondage fait par le système Koebrich, système qui est précisément celui qui a été employé pour les sondages du Nord de la Westphalie, a donné en Silésie un avancement de 5 mètres par jour, et le prix du mètre courant n'a été que de 47 francs pour une profondeur de plus de 2.000 mètres. Ainsi en l'espace de trente ans, en prenant comme prix actuel du mètre courant moyen pour 650 mètres de profondeur, le prix de 47 francs (ce qui est trop fort puisque le prix du mètre moyen augmente avec la profondeur), l'étendue de concession que l'on peut obtenir par des sondages convenablement placés avec le même capital est passé dans le système prussien de 219 hectares à 1314 hectares, c'est-à-dire à six fois plus.

En dernier lieu il faut tenir compte que l'inventeur peut — et ce cas est très ordinaire — être supplanté par un pseudo-inventeur qui ait encore moins de titres que lui. Il y a en effet des sociétés, certaine grande société de produits chimiques notamment, qui sont pourvues d'installations très perfectionnées de sondage, et qui dès qu'un gisement est signalé quelque part viennent installer leurs chevalements, battent de vitesse le premier sondeur, et peuvent ainsi lui disputer la concession.

Ainsi donc moins de travail de la part de l'inventeur, une concession plus grande pour un même capital de recherches, plus grande facilité de subs-

titution des pseudo-inventeurs aux inventeurs réels, tels sont les résultats de l'évolution économique en général, et des progrès de l'art des sondages en particulier pendant ces quarante dernières années.

On peut dire, il est vrai, que ce phénomène de la séparation de plus en plus grande entre le travail et la propriété des produits du travail n'est pas spéciale au régime minier. Elle est la caractéristique générale de l'évolution capitaliste, mais il ne faut pas oublier que la propriété des mines est une propriété *sui generis*, qu'elle s'acquiert par des modes spéciaux, différents des modes d'acquisition ordinaires de la propriété, que ces modes d'acquisition varient beaucoup selon les pays voisins et selon les époques, qu'elle est donc moins entrée dans les mœurs et acceptée par les esprits. Elle n'a pas ce caractère presque religieux que donne la tradition aux autres propriétés. Il était donc naturel que ce fût à propos des mines qu'éclatât avec le plus de force ce phénomène général et que ce fussent les concessionnaires qui subissent les premières atteintes de cette découverte.

## CHAPITRE PREMIER

### La Situation juridique des Mines prussiennes en 1905

---

D'anciennes traditions de droit régalien, une législation actuelle très libérale, telle était en 1905 la situation juridique de la Prusse en ce qui concernait la propriété des mines ; une production minière considérable, la seconde en importance d'Europe pour le charbon, la première pour les sels potassiques et le zinc, production dont une grande part était due à l'exploitation de l'Etat (1), telle était la situation économique. Avant d'étudier les transformations que l'une et l'autre sont en train de subir, il convient de les étudier rapidement.

---

1. L'Etat possède notamment tout l'ancien bassin houiller de la Saar, la plupart des houillères de la Haute Silésie, les mines de plomb argentifère du Harz, et une partie des salines de Stassfurt.

Du vieux droit allemand, **de la Bulle d'Or** de 1336, qui reconnaissait aux rois et aux princes **tout droit** sur les mines, l'Etat prussien avait gardé pour les exploitations qu'il avait consenti à laisser aux entreprises privées, des droits de réglementation et de surveillance considérables. A titre d'exemple, citons, d'après M. Aguillon, que les autorités minières « fixaient discrétionnairement, en prenant à peine l'avis des intéressés, *la direction et la conduite des travaux, la production annuelle, la répartition du personnel dans la mine et même le prix de vente* » (1).

Aussi, malgré les progrès industriels qui exigeaient chaque jour plus de houille, de minerais, de matières premières de toutes sortes, les industries extractives de la Prusse ne progressaient que fort lentement. Jusqu'en 1865, seuls les mouvements de 1830 et de 1848 donnèrent chacun une légère accélération à la production. De 1815 à 1830 l'extraction de la houille en Prusse restait presque invariable autour de un million deux cent mille tonnes ; elle augmenta alors peu à peu jusqu'en 1850 où elle atteignit quatre millions de tonnes ; à partir de cette époque la progression devient plus rapide, d'un peu moins de un million de tonnes par an en moyenne jusqu'en 1860, d'un peu plus de un million à partir de 1860. La production houillère s'enflait donc d'une façon continue à l'in-

---

1. Cf. Aguillon. *Législation des Mines* (II<sup>e</sup> Partie), p. 33.

térieur de l'écorce administrative, elle devait fatalement crever un jour celle-ci ; c'est ce qui arriva en 1865.

Pour réagir contre ce régime de tutelle administrative absolue, on alla du premier coup à l'extrême opposé. La loi de 1865 est le type d'une loi libérale en matière de propriété de mines. Non seulement elle libère la propriété des mines de toutes les entraves qu'on avait apportées à son exercice, non seulement, à l'exemple de la loi française de 1810, elle fait de la propriété des mines une vraie propriété, perpétuelle et libre, mais à la différence de notre régime minier, elle ne reconnaît pas à l'Etat le droit d'attribuer cette propriété par mesure d'autorité. La détermination du propriétaire est faite par la loi, et celui qui se trouve dans les conditions requises, c'est-à-dire, en l'espèce, l'inventeur de la mine, ou à son défaut le premier demandeur, n'a qu'à justifier de sa qualité pour être immédiatement et de plein droit reconnu propriétaire.

Le jour donc où l'Etat voudrait soustraire tout ou partie du sous-sol à l'appropriation privée, le jour où il voudrait soumettre celle-ci à des restrictions ou à des obligations, il ne le pourrait faire que par une entente amiable avec les particuliers ou par un remaniement de sa législation. Devant la résistance des propriétaires de mines, devant la formule impérative de la loi, l'Etat se trouverait impuissant pour

sauvegarder soit l'intérêt national, soit son propre intérêt de commerçant et d'industriel. L'Etat prussien n'avait pas cette magnifique liberté d'allure que la loi de 1810 a laissée à l'administration française en ne lui imposant ni conditions, ni délais pour le choix du concessionnaire, ce qui a permis à celle-ci, par exemple, de faire verser aux demandeurs de concessions du bassin de Briey 500 francs par hectare concédé, alors qu'en droit français pourtant la concession d'une mine est un acte gratuit.

La loi de 1865 était une loi prussienne ; elle était rigide. Il lui était impossible de se plier aux nécessités nouvelles que l'évolution industrielle pouvait réclamer ; celle-ci devait la briser comme elle avait brisé en 1865 l'ancien droit. Dans le pays de Savigny, plus qu'ailleurs encore peut-être, les lois sont trop rigides pour se plier à l'évolution, il faut aller jusqu'à la rupture.

Aussi en 1905, deux lois furent-elles discutées au Parlement prussien. L'une était un projet du gouvernement ; il fut discuté en mai à la Chambre des députés, puis retiré en juin à la suite de l'opposition qu'il rencontra à la Chambre des seigneurs dont la commission repoussa à l'unanimité la disposition la plus importante ; l'autre fut proposée par un député, M. Gamp, en mai 1905, elle fut soutenue énergiquement par le Gouvernement, et votée enfin après quelques modifications. Le projet du Gouvernement

visait le retrait des concessions de mines qui ne seraient pas exploitées ; la loi Gamp interdisait d'accorder toute nouvelle concession de houillères ou de salines jusqu'à ce que la loi de 1865 fût modifiée, ou au plus tard dans un délai de deux ans.

Ces deux lois se complétaient donc mutuellement : l'une facilitait le retrait des concessions déjà accordées, l'autre retenait à la disposition de l'Etat ce qui pourrait être un jour découvert. Ces mesures n'étaient que des mesures provisoires, mais elles constituaient par elles-mêmes des restrictions déjà suffisamment considérables au libéralisme de la loi de 1865 pour faire présager des mesures définitives plus restrictives encore. Et, en effet, en janvier 1907, le Gouvernement prussien déposait un projet de loi réservant à l'Etat la recherche et l'extraction de la houille ainsi que celles des sels minéraux.

Avant d'étudier en détail ces lois, nous essaierons de chercher ce qui dans la situation actuelle de la Prusse a pu ainsi amener l'Etat à intervenir.

## CHAPITRE II

### Les Causes de la Nouvelle Législation

---

L'Etat peut avoir à légiférer sur les mines pour servir ses intérêts privés ou ses intérêts de puissance publique. L'Etat a toujours eu un domaine privé considérable, et, si celui-ci s'est transformé quant à son contenu, il ne semble pas tendre de nos jours à diminuer. Les fermes royales ont été remplacées par des chemins de fer nationaux (1), mais ceux-ci ont bien une importance comparable à celles-là. En Prusse notamment, ce domaine joue un rôle fort

---

1. Il est vrai que les voies ferrées sont considérées comme faisant partie du domaine public et non du domaine privé, mais nous n'entendons pas parler ici des chemins de fer comme voies de communication; nous n'en parlons que comme entreprises de transport. Or celles-ci ne se distinguent pas des autres entreprises de transport; le contrat de transport est un contrat de droit civil, l'Etat entrepreneur de transports ne peut donc être considéré que comme une personne privée.

important puisque le revenu qu'on en tire constitue presque le tiers des ressources budgétaires. Pour servir leurs intérêts de particulier, si la logique de l'école individualiste était la règle des Etats, ceux-ci ne devraient user que des moyens que la loi met à la disposition de tous ; ils devraient se garder d'établir des dérogations aux principes du droit civil, lorsqu'elles ne seraient dictées que par l'intérêt de l'Etat commerçant, industriel ou financier. Mais les thèses des savants économistes ne dirigent peut-être pas plus les Etats que le reste du monde. Il sera donc naturel de rechercher si de telles préoccupations ne sont pas entrées pour quelque chose dans ce qui a dicté au Gouvernement prussien les nouvelles lois minières.

Néanmoins, l'Etat est surtout, doit être uniquement, diraient certains, puissance publique. A ce titre, ou bien il doit se contenter d'assurer la liberté et la pleine autonomie des individus, il doit veiller à ce qu'aucune puissance privée ne puisse s'élever à tel point qu'elle opprime le libre développement des facultés et des énergies de quiconque, ou bien il doit aussi assurer la meilleure utilisation des forces de la nation par son haut arbitrage entre les différents intérêts privés car, livrés à eux-mêmes, ceux-ci peuvent parfois se heurter pour le plus grand dommage de la production nationale.

C'est donc dans les conditions où se présentait

pour lui ce double problème, de remplir son rôle de puissance publique, et de servir ses intérêts de propriétaire privé que nous devons chercher les raisons qui ont poussé l'Etat prussien à agir. Mais il faudra aussi tenir compte de ce qu'il s'est produit des événements qui, certes, n'auraient point été suffisants pour déterminer cette législation, mais qui ont été l'occasion pour l'Etat de faire venir à l'acte ce qui n'était jusqu'alors qu'en puissance.

*L'Etat, Puissance publique.*

Faut-il ne voir dans la législation libérale de 1865 qu'une anomalie dans la politique prussienne, due à la fascination qu'exerçait à cette époque sur tout le continent, la Prusse comprise, l'exemple de l'Angleterre, alors en pleine prospérité et en plein manchesterianisme ? Et la Prusse n'a-t-elle pas au fond jamais abandonné la conception hégélienne de l'Etat, de l'Etat représentant de la société tout entière, de l'Etat seul Etre, seule Puissance, seul capable d'action et de progrès, les individus n'étant que des épiphénomènes n'ayant d'existence que par lui.

En 1865, la Prusse avait une loi minière libérale ; la Prusse avait concédé des chemins de fer à des sociétés privées ; la Prusse avait des traités de commerce. Mais la Prusse était aussi une puissance tributaire, plus ou moins vassale, économiquement

sinon politiquement. Elle se croyait dès lors obligée de suivre servilement l'exemple des puissances libres, de l'Angleterre et de la France.

Lorsqu'en 1870, la Prusse, en conquérant l'Allemagne, eut du même coup assuré son indépendance politique et les possibilités de mettre en œuvre ses moyens de production, elle redevint une Prusse libre d'esprit, qui put être vraiment prussienne, et appliquer à son tour son empreinte propre non seulement à elle-même, mais au reste de l'Europe. Contre l'économie anglaise se dressa l'économie prussienne. Les chemins de fer furent nationalisés ; le protectionnisme s'établit ; une législation sociale considérable naquit, et à la faveur de cette politique ou malgré elle, comme on voudra, mais en tout cas simultanément avec cette politique, la puissance de l'Allemagne grandit et devint formidable. La loi anglaise de 1865 subsistait pourtant ; tôt ou tard elle devait, elle aussi, disparaître. Dans quelques mois elle aura définitivement disparu.

« L'Etat doit leur rappeler (aux compagnies de mines) qu'il est en fin de compte la source de tout droit (1). »

Ainsi s'exprimait le vice-chancelier de Posadowsky au Reichstag lors de l'interpellation sur la grève des mines de Westphalie en 1905. L'Etat,

---

1. Reichstag. Séance du 1<sup>er</sup> février 1905.

source de tout droit, vieux souvenir de l'ancien régime ; le prince nanti d'une propriété éminente sur toutes les terres du pays, c'est bien là, en effet, semble-t-il, ce qui peut servir à caractériser les idées juridiques en vertu desquelles l'économie anglaise est en train de céder le pas à l'économie allemande. Dire que ces idées ont conquis complètement les hommes politiques allemands, ce serait sans aucun doute exagérer. On pourrait retrouver dans la même discussion au Reichstag des paroles du chancelier de l'Empire, M. de Bulow, qui sont empreintes du plus pur libéralisme. Il y a donc plutôt encore lutte entre deux principes que victoire de l'un sur l'autre, et il serait exagéré de vouloir prétendre que c'est uniquement en vertu de cette vieille théorie des droits régaliens étendus à toute espèce de propriété et de tous droits qu'est dû le revirement de la législation prussienne en matière de mines. Mais que cette doctrine ait légitimé en droit aux yeux de beaucoup une législation que des circonstances de fait et l'opportunité commandaient, cela est fort vraisemblable.

Si nous passons de cette idée ancienne des droits de l'Etat à l'idée plus moderne des devoirs de l'Etat, nous trouverons des raisons plus concrètes, et non moins fortes pour expliquer l'intervention du législateur.

Il y a cependant à éliminer dès l'abord un motif souvent donné pour légitimer l'intervention de l'Etat,

mais qui en Prusse ne peut sérieusement être invoqué, c'est celui de la protection de l'industrie nationale. Cette protection peut s'exercer soit contre certains nationaux, dont les agissements peuvent causer un préjudice à l'ensemble de la production, soit contre les étrangers qui menacent de s'emparer des richesses que le pays visé veut garder pour ses nationaux.

Cette dernière raison fut pourtant invoquée dans les débats parlementaires. Une des plus importantes sociétés de sondage pour la recherche de la houille dans le nord de la Westphalie avait commis le crime de se dénommer : Société *Internationale* de Sondages. L'orateur libéral de la Chambre des députés prussienne, M. Macco, ayant déclaré ironiquement que le public était angoissé à la pensée : « qu'il y a une société de sondage, qui est *internationale*, qui est composée de tous les intérêts possibles de tous les pays possibles, et que contre elle une politique allemande, une économie allemande se garde d'intervenir » (1), il recueillit les « très justes » de la droite. Mais le malheur, c'est que cette Société Internationale est « une société allemande, composée de capitaux allemands, et seulement de capitaux allemands (2) » et si elle s'appelle Internationale,

---

1. Chambre des députés prussienne. Séance du 7 avril 1905, p. 12626 du compte rendu.

2. *Id.*

c'est parce qu'elle a des entreprises à l'étranger ! Ainsi donc, ces puissantes sociétés de sondage dont l'existence a influé beaucoup par ailleurs sur le vote de la loi, loin d'être entre les mains des étrangers, propageaient, au contraire, l'influence de l'Allemagne à l'étranger.

D'autre part, M. Hué, député socialiste au Reichstag, s'indignait lors de l'interpellation déjà citée sur les grèves de la Ruhr, que des capitalistes belges et français devinssent copropriétaires des mines allemandes, ce qui constituait d'après lui un danger national. Or, s'il est évident que des sociétés aussi importantes et aussi prospères que les sociétés de charbonnages westphaliens ont nécessairement pour leurs actions un marché international, elles ont cela de commun avec toutes les autres grandes sociétés minières de tous les pays. La situation peut devenir dangereuse lorsqu'elle est arrivée au point où elle en est dans certains pays, comme l'Espagne par exemple, dans lesquels presque toutes les mines sont entre les mains de sociétés étrangères, étrangères par leur constitution légale, par leurs capitaux, par leur direction administrative et technique ; mais qu'un certain nombre d'actions soient entre les mains d'étrangers, c'est une nécessité de la production moderne, et pour éviter « ce danger national », il faudrait supprimer les sociétés anonymes et la Bourse.

Il est assez difficile d'évaluer, même approximativement, la proportion d'actions des Charbonnages allemands placées hors d'Allemagne, mais on peut se rendre compte de l'influence que peuvent avoir ces capitalistes étrangers, en étudiant la composition des conseils d'administration des différents charbonnages. Ceux-ci sont uniquement composés d'Allemands. Le Comité de surveillance du Syndicat rhénan-westphalien, par exemple, est non seulement composé exclusivement d'Allemands, mais, pour une grande part, de fonctionnaires allemands. C'est ainsi qu'en 1905, sur onze membres, ce Comité comprenait quatre Kommerzienrat, l'un en étant le président, et un autre le vice-président, et trois Bergrat. Il en est de même pour les Conseils de direction ou d'administration de toutes les grandes sociétés : les Bergrat, les Geheim Kommerzienrat, les Gerichtsassessor sont en nombre de beaucoup supérieur à celui des simples particuliers.

Pour le sel, il est vrai, la situation est peut-être un peu moins brillante du fait que l'une des plus importantes sociétés de sel, la Steinsalz und Sodawerke Aktiengesellschaft, dont le capital est de 8 millions de marks, en a eu 7 millions d'acquis par la Deutsche Solvay Werke, et qu'en conséquence elle comprend parmi son conseil de surveillance deux Belges, M. Armand Solvay et M. Querton : mais quel

est le pays qui est l'abri des entreprises de la maison Solvay (1) ?

Au contraire, là aussi, la défensive allemande se trouve beaucoup plutôt être une offensive. C'est ainsi qu'il fut sérieusement question en cette même année 1905 de l'achat de houillères galloises par un syndicat allemand, et si cette affaire n'eut pas de suite ce n'est peut-être que pour des raisons purement politiques, parce que cette concession se trouvait dans le pays de Galles dont le bassin seul peut fournir la houille nécessaire à la flotte anglaise (2).

Quand on a une vitalité industrielle suffisante pour aller concurrencer l'Angleterre jusque chez elle, on ne doit vraiment guère craindre l'accaparement de ses richesses propres par des Français ou des Belges. D'ailleurs, il est de notoriété publique que si l'Allemagne ne possède peut-être pas une réserve de capitaux aussi considérable que certains autres pays, ces capitaux ont acquis, ces vingt dernières années, une mobilité et une hardiesse telles

---

1. En France d'ailleurs, où l'Etat est libre d'accorder à qui il veut la propriété des mines, la maison Solvay a obtenu une concession de sel en Lorraine.

2. Cette affaire amena, en effet, une intervention de lord Balfour à la Chambre des communes. Celui-ci déclara qu'il ne saurait « rester spectateur indifférent de tout contrat qui serait passé avec un syndicat étranger ou avec un gouvernement étranger concernant *les uniques ressources de notre mobilité navale* ».

qu'ils sont presque tous placés dans l'industrie. C'est par eux et par eux seuls que s'est poursuivie la grandiose création de l'industrie allemande. Dans ces conditions, la défense du sol national contre le capital étranger peut être un argument de parlementaire pour enlever un vote ; ce n'est pas une raison.

Reste la question de la protection nationale contre les nationaux. Le charbon pour toutes les industries, les sels minéraux pour les industries chimiques sont les matières premières les plus indispensables. Sans soude et sans potasse, on peut dire : pas d'industries chimiques ; sans charbon (dans le cas tout au moins où l'on ne dispose pas de chutes d'eau naturelles considérables) et sans charbon à bas prix, on peut dire : pas d'industrie du tout. Or, on sait le phénomène qui se produit en Allemagne pour l'acier. Le cartell de l'acier élève à tel point ses prix pour le marché intérieur que les constructeurs de machines allemands ont souvent plus d'intérêt à acheter l'acier de provenance allemande à l'étranger, de repayer les prix de transport et les tarifs de douane que d'acheter ce même acier directement en Allemagne (1). N'y avait-il pas à craindre pareille

---

1. Il faut cependant signaler que l'action actuelle du Syndicat de l'acier tend à réagir contre cette disproportion entre les prix du marché intérieur, et le prix pour l'exportation. C'est ainsi que pendant la période de prospérité 1905-1906, ce Syndicat a maintenu ses prix pour le marché intérieur sauf en ce qui concernait les profilés, alors qu'il les a tous augmentés pour l'étranger.

chose pour le charbon, et dans ce cas, l'élévation des prix n'aurait plus nui seulement aux constructeurs de machines, mais à toute l'industrie et par contre-coup, à toute l'agriculture allemande ? N'y avait-il pas aussi à craindre pareille chose pour ces sels alcalins qui ont permis à l'Allemagne d'acquies avec une vertigineuse rapidité la première place dans l'industrie des produits chimiques ? Ne convenait-il pas alors que l'Etat intervint pour empêcher de telles calamités ?

Et c'est, en effet, ce que firent valoir un grand nombre d'orateurs dans les différentes discussions qui eurent lieu soit au Reichstag, soit aux Chambres prussiennes.

1. — Il faut remarquer que de telles craintes, en ce qui concerne les sels, ne sauraient légitimer une intervention de l'Etat, et en ce qui concerne le charbon, elles sont manifestement exagérées. Toutes les industries sont plus ou moins dépendantes les unes des autres ; tout produit, même déjà très manufacturé, est toujours une matière première pour quelqu'un. Il n'y aurait donc pas de raison pour que l'Etat n'intervint pas dans toutes les industries sous le prétexte que la bonne marche de celles-ci est nécessaire à d'autres. Cette intervention ne peut être considérée comme admissible par les plus radicaux des partisans de l'économie nationale que lorsqu'il s'agit de produits de large consommation, d'univer-

selle consommation même, comme c'est le cas pour le pain, la viande ou le charbon. Mais ce n'est pas le cas pour le sel, pour le sel industriel tout au moins, et c'est celui-là qui était visé. Assurer par l'intervention de l'Etat aux industries chimiques qui partent des sels alcalins une matière première à bas prix serait leur accorder un véritable privilège à l'encontre des autres industries pour lesquels les prix des matières premières sont laissées à l'arbitraire des producteurs privés, et le fait que l'industrie en faveur de laquelle on constituerait ce privilège est l'industrie la plus florissante du pays, ne peut être considéré que comme une circonstance aggravante (1).

Pour le charbon, il faut noter que la situation économique n'est pas la même que pour l'acier. Alors que les métallurgistes allemands, grâce au puissant développement de leur industrie, peuvent faire payer à leurs compatriotes les rabais qu'ils font aux acheteurs étrangers sans crainte de voir leur clientèle indigène leur échapper, l'hégémonie de l'Angleterre

---

1. Il est vrai qu'une part importante des sels de Stassfurt est employé comme engrais par l'agriculture. Or il est incontestable que le système qui consisterait à protéger l'agriculture en lui assurant des engrais à bon marché serait plus intelligent que l'établissement de tarifs protectionnistes. Mais d'après les discussions parlementaires, il ne semble pas que des raisons semblables aient eu une influence quelconque.

sur l'Europe subsiste encore pour la production du charbon ; elle ne permettrait pas aux compagnies westphaliennes d'élever les prix à des taux de monopole sous peine de se voir concurrencer jusqu'à Ruhrort par les charbons anglais.

En 1904, la production de fonte et d'acier fut en Allemagne de plus de 10 millions de tonnes ; l'importation n'atteignit pas 400.000 tonnes, c'est-à-dire 0.4 o/o. La même année, l'importation du charbon fut de 8 millions de tonnes en chiffres ronds pour une production de 120 millions de tonnes, c'est-à-dire près de 6 o/o. Cette proportion est haut la main suffisante pour permettre aux charbons étrangers de jouer le rôle de régulateur des prix. On le vit bien à la suite de la grève de Westphalie : l'importation fut en février 1905, de 1.223.742 tonnes au lieu de 348.452 en février 1904. Il est donc puéril de dire que les charbonnages westphaliens sont absolument maîtres du marché allemand (1).

---

1. C'est ce que reconnaissait d'ailleurs en la séance du Reichstag du 3 mars 1893, M. de Berlepsch, le ministre du Commerce, lorsqu'il disait : « En bien des endroits, les houilles anglaises font concurrence à celles de Westphalie ; il en est de même dans une certaine mesure des houilles de Saarbrück ; en Saxe, elles rencontrent les houilles de Bohême et de Saxe ; et au delà de Berlin, la houille de la Haute-Silésie. »

La situation n'a guère changé depuis cette époque. L'importation anglaise n'a pas diminué, elle est passée de 3, 5 millions de tonnes en 1893 à 6 millions en 1904 ; quant à la production silésienne, elle est passée de 19 à 30 millions.

Les aciéries prussiennes ont conquis l'Allemagne, elles peuvent la traiter en pays conquis ; les charbonnages, au contraire, ne sont que sur le pied d'égalité avec les importateurs, ils sont obligés de ménager leurs clients (1). La protection de l'industrie allemande pouvait se faire automatiquement par le libre jeu des lois de l'économie libérale, l'Etat n'avait pas de motifs d'imposer une protection supplémentaire.

2. — La situation économique n'était donc pas telle qu'elle exigeât l'intervention de l'Etat pour enrayer une hausse possible des prix, mais, d'autre part, il semble bien que si quelqu'un était qualifié pour tenter une telle intervention ce n'était sûrement pas l'Etat prussien. L'Etat prussien n'a jamais, en effet, essayé avec son ancien domaine minier d'enrayer la hausse des charbons. Non seulement le prix de vente du charbon du bassin fiscal de la Saar est toujours plus élevé que celui de la Westphalie, ce qui peut s'expliquer par des prix de revient différents, mais le prix de vente a toujours laissé sur le prix de revient un bénéfice plus considérable qu'en

---

1. D'ailleurs, on peut juger de ce que peut faire un syndicat d'après ce qu'il fait. Or, l'attitude du Syndicat rhénan a toujours été très modérée, plus modérée même que celle des houillères des autres pays. Ainsi, lors de la crise charbonnière de 1900, le prix de la tonne passait de 9 marks à 11 m. 20 en Prusse, alors qu'il passait de 9 fr. 65 à 22 fr. 50 en Belgique, et de 8 sh. 3 à 35 sh. à Cardiff.

Westphalie, et dans les époques de crise l'élévation des prix a toujours été du même ordre que dans les autres bassins de l'Allemagne.

En 1896-1897, par exemple, exercice moyen, le prix de revient dans les mines de Saarbruck était de 6 m. 85 par tonne, et de 5 m. 56 à la Harpener Gesellschaft ; les prix de vente furent respectivement de 9 m. 85 et de 6 m. 80. Donc, pour un prix de revient qui était égal au 81 o/o du prix de revient de a Saar, la Harpener vendait ses charbons à un prix qui était les 68 o/o de celui de l'Etat. Si on compare le prix de vente au salaire des ouvriers, et non plus au prix de revient, on arrive aux mêmes conclusions. En effet, d'après une statistique de 1902, donnée par le conseiller des mines Kleine, à l'assemblée du Comité des houillères, le prix de la tonne est de 3 m. 52 plus élevé que le salaire en Wesphalie, et de 6 m. 47 à Saarbruck. De même, les mines fiscales de la Haute-Silésie vendent, il est vrai, moins cher que les mines privées de la Basse-Silésie, mais la différence entre le prix de vente et le salaire est néanmoins dans les premières de 5 m. 12 au lieu de 4 m. 39 dans les secondes.

Si on prend maintenant la crise charbonnière de 1890-1892 et celle de 1900, on constate qu'entre 1887 et 1891, points les plus bas et les plus hauts de la courbe des prix à cette époque, les prix ont augmenté de 3 m. 88 en Westphalie, et de 3 m. 78

dans la Saar, entre 1888 et 1890 (1). Entre 1894 et 1900, la hausse fut continue ; elle fut de 2 m. 10 pour la Westphalie, de 2 m. 70 pour la Saar.

Bénéfice normal supérieur à celui des houillères privées, élévation aussi grande du profit dans les périodes de hausse, telles ont donc été jusqu'à présent les résultats de l'intervention de l'Etat comme régulateur des cours du charbon ; on voit qu'ils ne sauraient légitimer l'élargissement de cette intervention.

3. — Pour en finir avec les soi-disants dangers économiques qui menaçaient l'Allemagne sous le régime de la « Bergbaufreiheit », il faut signaler ce qui effraya fort l'un des orateurs conservateurs, lors de la deuxième délibération de la loi Gamp. M. de Bockelberg est contre l'exportation du charbon, et signale le danger considérable auquel s'expose l'Angleterre, en exportant 50 à 60 millions de tonnes de charbon par an.

Il fut, en effet, fort à la mode, il y a quelques années, de craindre l'épuisement des mines de houille. Cette crainte d'un épuisement prochain du charbon dans le monde n'existe plus aujourd'hui que de nouvelles recherches ont révélé des richesses houillères

---

1. Il faut remarquer que lors de cette première crise pendant laquelle les houillères westphaliennes profitèrent légèrement plus de la hausse que les mines de la Saar, le syndicat rhénan-westphalien n'existait pas encore.

considérables dans les pays neufs, en Chine notamment. Quant à l'épuisement des gîtes propres de l'Allemagne, bien qu'il ne paraisse point prochain, il faut distinguer. Si les houillères d'Allemagne avaient une production considérable, hors de proportion avec la richesse des gîtes et les besoins du marché national, si elles sacrifiaient tout au besoin de produire encore et encore pour pouvoir vendre au dehors plus et plus et si ainsi elles amenaient un véritable gaspillage des gisements, on comprendrait que l'Etat intervint et voulût ramener l'exportation à de justes limites, mais tel n'est pas le cas. En 1904, l'exportation allemande (importation déduite) était de 10 millions de tonnes pour une production totale de 120 millions, c'est-à-dire 8, 3 o/o, alors qu'en Angleterre elle est de 25 o/o ; d'autre part, on constate que cette proportion n'a pas considérablement augmenté en ces dernières années, car elle était déjà de 7, 1 o/o en 1892. Cette exportation correspond donc bien aux nécessités économiques qui font que l'on ne peut empêcher des houillères situées près de la frontière comme celles de Saarbruck ou de Silésie de trouver plus facilement des débouchés à côté de chez elles en pays étrangers qu'à l'autre extrémité de la mère-patrie.

Il importe même que l'exportation allemande ne descende pas au-dessous de ce qu'elle est actuellement, car un certain commerce d'exportation de

charbon présente des avantages certains et pour la prospérité particulière et pour la prospérité générale. La Commission royale des ressources charbonnières de la Grande-Bretagne a très bien mis ce point en lumière, lorsqu'elle a conclu en terminant son rapport, contre toute mesure prise pour enrayer l'exportation (1).

Il est vrai que malgré les proportions très normales dans lesquelles se tient l'exportation allemande, un jour arrivera sans doute où l'Allemagne n'aura plus de charbon dans son sol. Ce jour est vraisemblablement plus éloigné pour l'Allemagne que pour tout autre pays européen — la réserve charbonnière allemande a été évaluée à 69 milliards de tonnes (Frech), tandis que la réserve anglaise ne serait que de 15 milliards (Lozé) — mais, même en ne tenant pas compte de cela, même en ne tenant pas compte qu'au jour de cet épuisement on saura peut-être utiliser de nou-

---

1. Une large exportation, dit en substance ce rapport, est utile aux charbonnages, aux industriels et à tous les consommateurs de produits étrangers. Elle est utile aux charbonnages et aux industriels parce qu'elle leur permet d'exploiter avec régularité, à pleine capacité de production, et de réduire ainsi le prix de revient de sorte que les prix de vente aux consommateurs de l'intérieur est inférieur à ce qu'il serait si les houillères ne travaillaient que pour l'intérieur ; elle est utile à tous les consommateurs de produits étrangers, car le charbon, en fournissant un fret de retour, permet de faire abaisser le prix de transport pour les marchandises importées.

velles sources d'énergie qui enlèveront beaucoup de son utilité au charbon, même en ne tenant pas compte que les mesures proposées ne retarderaient peut-être pas de beaucoup le jour fatal, cette politique qui consiste à restreindre sa vie actuelle dans l'espoir de la prolonger quelque temps, ne paraît guère digne d'un pays qui veut rejeter hors de son sein tous « les pessimistes ». Une politique prévoyante consiste à s'assurer la possession des richesses de demain, et non à tirer un moindre profit des richesses d'aujourd'hui.

Nous venons donc de voir qu'au point de vue économique, l'Etat prussien n'avait pas de raison de modifier la législation de 1865 dans un sens restrictif à la libre disposition individuelle ; en est-il de même au point de vue politique et social ? La substitution de certaines formes de production à d'autres peut ne pas être avantageuse au point de vue de l'activité économique et de la productivité d'une nation. Néanmoins l'Etat peut favoriser cette substitution, s'il estime que ces anciennes formes constituent un danger pour le cadre politique, juridique et social qui est à l'époque celui de la société et que lui, Etat, a mission de défendre et de conserver.

Or, il est un principe que gardent jalousement les Etats depuis les débuts de la société moderne et pour la victoire duquel, après les nombreux et continus

efforts de l'ancien régime, il a fallu encore des révolutions et des dictatures : c'est la suprématie absolue de l'Etat sur tous individus et toutes corporations. L'Etat moderne n'admet pas que des individus ou des groupements, si respectables ou si utiles soient-ils, quelle que soit leur importance économique ou leur valeur morale, se dressent contre lui. Les Kulturkampf successifs ont été les illustrations les plus saillantes de la lutte pour le triomphe de ces principes. Or, avec les groupements économiques considérables que constitue l'industrie moderne, avec les cartells et avec les trusts, avec des sociétés anonymes dont le capital se chiffre par dizaines ou centaines de millions (1), l'Etat ne se sent plus en sûreté. Il ne veut pas avoir soumis les Congrégations pour être obligé de traiter avec un Rockefeller ou un Pierpont Morgan. Or c'est ce qu'il y avait à craindre avec les syndicats de vente de charbon ou de sel d'une part, d'autre part avec les grandes sociétés de sondages, amorces de nouvelles puissances qui viendraient se souder aux anciennes, dès que les sondages auraient été remplacés par des puits.

Le syndicat rhénan-westphalien s'était fondé en 1893, à une époque où les charbonnages étaient loin

---

1. Le capital des trois plus importants charbonnages westphaliens, la Gelsenkirchen, la Harpener, l'Hibernia, est respectivement de 130 millions de marks, 72 millions, 60 millions de marks.

d'être prospères (1), afin, dit une brochure publiée par le syndicat (2), « de faire disparaître du marché des charbons une concurrence énervante et néfaste. » Tant que cette union n'eut pour but que de consolider une situation chancelante, tant qu'elle eut à lutter contre l'indifférence, ou l'hostilité de certaines puissantes compagnies qui se refusaient à entrer au syndicat, elle ne fut pas très dangereuse. Mais en 1903, au mois de septembre, la convention syndicale fut renouvelée et dans des conditions qui augmentaient beaucoup la puissance du syndicat. Une seule société importante, la Freie Vogel und Unverhofft, restait en dehors de la convention ; tous les autres charbonnages, parmi ceux qui produisaient plus de 120.000 tonnes de charbon par an, entraient au syndicat, y compris les mines appartenant aux usines métallurgiques, mines qui jusque-là avaient été réfractaires à l'idée syndicale. Aussi, en 1904, le total des participations était de 75 millions de tonnes de houille, 11 millions de tonnes de coke et 2 millions de tonnes de briquettes (3), c'est-à-dire plus

---

1. On a calculé (Effertz) que le dividende moyen des charbonnages entre 1873 et 1891 avait été à peine de 3 o/o alors que les autres entreprises industrielles donnaient à la même époque en Allemagne des dividendes de 10, 20 et 30 o/o.

2. Cette brochure fut publiée à l'occasion de l'exposition de Liège en 1905.

3. Au 1<sup>er</sup> janvier 1904, le Syndicat rhénan-westphalien avait, en effet, absorbé le Syndicat des Cokes de Bochum, et l'Union pour la vente des briquettes de Dortmund.

du double de la production totale de la France. Enfin, les charbonnages, loin d'être dans la situation précaire où ils étaient en 1893, avaient, notamment en 1900, fait de sérieux bénéfices et payé de beaux dividendes (1). Le syndicat se présentait donc comme une grande force au point de vue numérique.

Mais sa plus grande force provenait surtout de l'importance de ses attributions, et de la solidité de sa constitution. C'est le syndicat, en effet, qui par son conseil fixe discrétionnairement, chaque année, quelle sera la production et quels seront les prix. Il a ses pénalités pour toutes les infractions que pourrait commettre un charbonnage envers les conventions syndicales ; il a un tribunal qui juge les conflits pouvant s'élever entre lui et ses membres.

En même temps que le syndicat réunissait ainsi en un bloc compact toutes les grosses sociétés de charbonnages, celles-ci s'agrandissaient et se renforçaient chacune en particulier par absorption des petites entreprises charbonnières voisines ou par entente avec les grands établissements métallurgiques (2).

---

1. Les dividendes de la Harpener, par exemple, oscillèrent autour de 10 o/o dans toute la période 1900-1905.

2. Ces ententes commerciales ne sont pas en Allemagne de vains mots ; elles équivalent presque à des fusions. Elles consistent, en effet, à soumettre toutes les affaires importantes des deux entreprises à une Direction commune, et pour les

La Gelsenkirchen, par exemple, fut fondée en 1873, au capital de 13 millions et demi ; en 1885, elle achète les mines de la Vereinigte Stein und Handenberg ; en 1887, Erin ; en 1892, la Westphalischen Gruben Vereins ; en 1898, achats des puits Monopol et Westhausen ; en 1899, fusion avec la Verein Bonifacius ; en 1904, avec la Verein Hamburg und Franziska et avec le Prinz Schoenach. En même temps, en 1904, cette compagnie formait une union d'intérêt (*Interessengemeinshat*), avec deux établissements métallurgiques, la Aachener Hutten Actien Verein et la Schalken Gruben und Hütten Verein (1). Son capital est aujourd'hui de 130 millions de marks.

De même la Harpener fut fondée en 1856 ; elle acheta, en 1889, la mine Neu-Iserlohn, la mine Vollmond, et celle de Herne Bochum ; en 1891, elle achète Gneisenau et Scharnhorst ; en 1895, Preussen et Hugo ; en 1899 enfin, elle achète la mine de Courl.

Ce mouvement de concentration menaçait de prendre des proportions beaucoup plus considérables dans l'avenir. De grandes campagnes de sondage étaient, en effet, entreprises à l'époque pour l'explo-

---

bénéfices, selon le mot d'un directeur de l'une de ces sociétés, « on les met tous dans un même pot et on se les partage ensuite ».

1. Cette communauté d'intérêts va être transformée prochainement, selon toute probabilité, en une fusion.

ration des prolongements septentrionaux et occidentaux du bassin de Westphalie. Ces campagnes étaient menées par un petit nombre de grandes sociétés de sondages qui étaient en train de s'approprier, par application de la loi de 1865, d'immenses étendues de territoire. Ces territoires étaient déjà vendus ou allaient l'être pour être mis en exploitation à de non moins puissantes sociétés. Il fallait donc s'attendre à voir pour ces nouveaux gisements se produire dès l'abord et s'exagérer le phénomène de concentration capitaliste qui ne s'était produit que peu à peu et partiellement pour les anciennes parties du bassin. C'est ainsi qu'en octobre 1905, la Société Internationale de sondage avait déjà vendu à un même consortium, la Rheinische-Westphalische Bergwerksgesellschaft, près de 55.000 hectares de concessions minières, c'est-à-dire près du double du territoire d'Anzin, et huit fois celui de Lens (1).

Le Syndicat des Sels de Stassfurt-Leopoldshall, fondé en 1884 à la suite d'un avilissement des prix des sels de potasse, groupe lui aussi à peu près toutes les mines de la région. Ces dernières années, il

---

1. Si l'on prend les concessions accordées encore, en vertu des exceptions de la loi Gamp, depuis le 21 août 1906 jusqu'au 19 février 1907 par exemple, on trouve que ces concessions comprennent en tout 27.813 hectares, dont 10.074 ont été donnés à la Société Niederrhein, et 8.541 à cette même société, la Rheinische-Westphalische.

comprenait trente sociétés, sociétés appartenant indistinctement aux deux pays sous lesquels s'étend principalement le gisement, la Prusse et le Grand-Duché d'Anhalt. En 1903, ce Syndicat vendait 1.948.268 tonnes de sels alors que la production totale en Prusse n'était, la même année, que de 2.462.863 tonnes.

La particularité, au point de vue économique, du gisement, c'est qu'il fut découvert par l'Etat. Ce fut l'Etat prussien qui fit les premiers sondages en 1843; ce fut lui qui fit le premier puits en 1852; mais, peu après, il renonçait au monopole et abandonnait le reste du gisement aux inventeurs privés. Il garda néanmoins son ancien domaine (1), fit même encore des recherches très hardies et couronnées de succès, comme le sondage qu'il entreprit ces dernières années à Sperenberg à 40 kilomètres au sud de Berlin, sondage qui révéla en cet endroit le prolongement du gisement de Stassfurt. Mais il se comporta tout le temps comme un simple producteur privé, et c'est ainsi qu'il adhéra au syndicat de vente, de même d'ailleurs que l'Etat du Grand-Duché d'Anhalt.

En ce qui concerne la recherche des prolongements du bassin, la situation était la même qu'en

---

1. La production des mines de l'Etat prussien était en 1903 de 338.760 tonnes, d'une valeur de 4.017.662 marks alors que la production totale de la Prusse en sels avait une valeur de 28.642.229 marks.

Westphalie. De grandes sociétés lançaient leurs sondages dans toutes les directions.

On comprend que de telles associations aient pu faire peur aux représentants de l'Etat. Cette peur éclata particulièrement lors de l'interpellation sur les grèves de Westphalie. « Le syndicat rhénan-westphalien est plus fort que l'Etat. » — « Le président du syndicat est plus puissant que le ministre du Commerce » ; telles sont les paroles qu'on trouve à chaque instant dans les discours des députés, et c'est ce qui fut analysé admirablement par le prince de Bülow lorsqu'il déclara : « Notre société bourgeoise, qui est respectueuse du droit de l'Etat et de l'autorité, manifeste une violente méfiance à l'égard de la puissance capitaliste étroitement combinée des grands exploitants de houillères et des banques... Nous nous trouvons ici en présence de l'un des problèmes les plus difficiles de la civilisation actuelle. Les Etats-Unis d'Amérique, où la constitution des syndicats et des trusts a fait le plus grand progrès, cherchent maintenant, grâce à une sage administration centrale et à un sage Président, à préserver la collectivité contre les excès de cette organisation industrielle (1). »

On ne peut être plus clair, et la loi Gamp qui est en partie issue, comme nous le verrons, de la grève

---

1. Reichstag. Séance du 1<sup>er</sup> février 1905.

qui motiva cette déclaration du chancelier de l'Empire, est bien due pour une bonne part au désir qu'avait l'Etat, sinon d'abattre, tout au moins de limiter une telle organisation industrielle, non point tant à cause des excès économiques auxquels elle pouvait se livrer, qu'à cause de la force politique qu'elle constituait, force que l'Etat ne voulait pas trouver un jour devant lui pour résister à ses lois ou à ses suggestions (1).

*L'Etat, propriétaire d'un domaine privé.*

L'Etat prussien exploite lui-même ses chemins de fer. Or ceux-ci, sans compter le charbon nécessaire pour les usines qui fabriquent le matériel, consomment directement une énorme quantité de houille, 6 millions de tonnes par an environ. Ces 6 millions de tonnes sont, il est vrai, inférieures à la production des mines de l'Etat prussien (15 millions de tonnes), mais il faut tenir compte de ce que le charbon, étant donnée sa faible valeur relativement à son poids, est un élément fort peu mobile. Le marché de la houille est assez souvent très restreint et cela surtout préci-

---

1. La fameuse « Ligue des Agriculteurs » qui joue un si grand rôle dans la vie politique de l'Allemagne est le type d'une association économique devenue une puissance politique. Les prédécesseurs de M. de Bülow avaient laissé grandir le parti agrarien et avaient succombé sous ses coups. M. de Bülow ne tenait peut-être point à se conduire de la même façon envers le parti « charbonnier ».

sément dans les conditions où se trouvent les bassins fiscaux de la Saar et de la Silésie.

Ces deux bassins ont d'abord à fournir à une production métallurgique importante qui est installée sur le charbon même, surtout en Silésie ou en plus de la métallurgie du fer, on a celle du zinc. En outre, et ce qui est plus grave, ces bassins sont tous deux mal dotés au point de vue des voies de communication fluviales, c'est-à-dire des voies de transport à bon marché. Sur 6.497.865 tonnes qu'ont vendues les mines fiscales de la Saar en 1903 à l'état de houille, 631.822 tonnes seulement ont été expédiées par eau ; sur 5.022.616 tonnes produites la même année par toute la Haute Silésie, 4.999.703 tonnes ont été expédiées par chemin de fer.

On voit donc que le marché du charbon de l'Etat doit être forcément assez localisé ; mais de plus il n'est pas localisé là où la Prusse en a surtout besoin pour ses chemins de fer, là où l'Allemagne en aura éventuellement besoin en grande quantité pour sa marine de guerre. Le marché de la Silésie est la Prusse orientale et l'étranger, le marché du bassin de Saarbrück est l'Allemagne du Sud et l'Alsace-Lorraine, tous pays où les chemins de fer, soit ne sont pas prussiens, soit ne sont que peu développés (1).

---

1. En 1900, les chemins de fer prussiens achetèrent 5.554.618 tonnes de houille, se répartissant ainsi : Haute Silé-

Le bassin rhénan-westphalien, au contraire, présente tous les avantages corrélatifs des désavantages que l'on vient d'indiquer pour les bassins où l'Etat prussien est surtout établi. Il constitue, de par sa présence même, la région de Prusse où les chemins de fer ont la plus grande densité de réseau et la plus forte puissance de trafic ; il est par voie de terre, beaucoup plus proche que Saarbrück ou la Silésie de toutes les régions allemandes où le commerce et l'industrie sont les plus actifs et nécessitent par suite une circulation plus intense, notamment des grands ports de la mer du Nord ; enfin, il a à Ruhrort, surtout quand le nouveau port sera fini, un exutoire splendide sur le Rhin qui lui permet d'une part de gagner la mer et de là, à vil prix, toutes les régions du Nord, d'autre part d'alimenter facilement toute la Prusse rhénane jusqu'à Mannheim.

### *Les Circonstances de Fait.*

Nous allons maintenant parler des faits particu-

---

sie, 2.191.972 tonnes ; Basse Silésie, 177.041 tonnes ; Saarbrück, 350.017 tonnes ; Aix-la-Chapelle, 128.220 tonnes ; Westphalie, 2.694.820. Si l'on songe que le tiers seulement de la production de charbon en Haute Silésie est entre les mains de l'Etat, on voit que l'Etat n'a pu utiliser en forte proportion ses propres charbons.

liers qui avaient opportunément préparé le terrain pour l'adoption des mesures législatives propres à conjurer les dangers que courait l'Etat prussien.

Les houillères westphaliennes avaient fait sentir leur puissance à l'encontre des désirs du Gouvernement en deux occasions : lors de la grève de 1900 et lors de la fermeture des concessions du sud du bassin westphalien.

1. — On a vu que les sociétés de charbonnages affiliées au syndicat livrent à celui-ci toute leur production, mais cette production est limitée en vertu même des clauses de la convention syndicale. Chaque houillère a droit de participer à la production totale que détermine tous les ans le syndicat pour une quantité de charbon fixée une fois pour toutes d'après l'extraction de la Compagnie à l'époque de la formation du syndicat. Cette participation ne peut être modifiée que dans des cas exceptionnels et de par la seule volonté d'une commission de quatre membres avec appel devant le Comité de surveillance. On comprend donc que celles des houillères dont les progrès avaient été les plus rapides désiraient qu'il leur soit permis de produire davantage que ce qui leur était permis de produire avec l'ancienne convention syndicale. Elles eurent alors l'idée d'acheter des petites mines du sud de la Westphalie, affiliées au syndicat, et dont la situation, pour des raisons géo-

logiques, n'était pas en général très prospère. Elles fermèrent ces exploitations qui ne leur auraient pas laissé un bénéfice par tonne égal à celui qu'elles tiraient de leurs autres mines, et elles reportèrent les participations auxquelles avaient droit celles-ci sur la production de leurs anciennes concessions.

C'est ainsi qu'en avril 1904, les grandes mines affiliées au syndicat avaient en deux ans acheté douze mines du sud dont quatre devaient rester en exploitation partielle, et dont les huit autres devaient être fermées complètement. Cela faisait au total une réduction de tonnage de 3 millions de tonnes environ, tonnage égal à celui que fournit à l'heure actuelle la compagnie d'Anzin.

Cette opération résultait d'un excellent calcul économique, mais cela ne faisait point l'affaire des ouvriers : ceux-ci non seulement se trouvaient momentanément privés de travail, mais ils devaient de plus abandonner la maison et le lopin de terre dont presque tous étaient propriétaires. De ce fait il n'y avait pas que les ouvriers de frappés, mais bien tous ceux qui avaient des intérêts dans le pays. C'est ainsi que dans l'arrondissement de Hoerde, fait cité par le député catholique Stoetzel, six Caisses d'épargne avaient placé en hypothèques 12 millions de marks sur les propriétés de ces ouvriers mineurs ; les maisons devenant vides, les hypothèques perdirent toute leur valeur.

Or, l'Etat dont le rôle est de maintenir le plus possible, dans les limites des conditions d'existence de la société capitaliste, la balance égale entre tous les intérêts, l'Etat qui a pour mission d'amortir la rudesse des coups que les classes ou les régions se portent entre elles, ne pouvait rester indifférent à une telle situation. Lorsqu'une industrie se meurt d'elle-même, il a coutume d'essayer de prolonger sa vie par des contributions levées sur les autres producteurs, sous forme de primes, de droits de douane, etc. ; *a fortiori*, doit-il intervenir lorsque l'industrie d'une région est tuée des propres mains de ceux qui ont charge de la faire vivre. Aussi, est-ce à la suite de cet arrêt des concessions du sud de la Westphalie que le Gouvernement prussien déposa son projet de loi sur les retraits de concessions.

2. — On connaît la grande grève qui éclata dans les mines westphaliennes au début de 1905, au sujet de la durée du travail et de l'annulation des berlines. Il y eut 195.000 grévistes ; la production subit une diminution de 4.300.000 tonnes par rapport à la période correspondante de 1904. Dans des événements aussi graves, qui troublent si profondément et l'économie industrielle, et la tranquillité sociale d'un pays il est de règle aujourd'hui dans nos pays continentaux que l'Etat intervienne, soit directement

par sa magistrature et son armée, soit en proposant ses bons offices comme médiateur ou arbitre. C'est ce dernier rôle que dès l'abord voulut prendre le chancelier de Bülow et qu'il essaya de faire tenir par les fonctionnaires des mines. Dès le début de la grève, le directeur des mines intervint pour que les patrons consentissent à recevoir les délégués ouvriers, et ses efforts ne cessèrent pas de toute la grève. « Les agents de l'Etat appelés à intervenir, déclara le chancelier au Reichstag, ont, en tous cas, fait tout leur devoir et *continueront sans se lasser à pousser à la conciliation.* »

Or, ces efforts furent absolument sans succès. Les patrons, représentés en l'espèce par le Comité des houillères, refusèrent toute entrevue avec les représentants des ouvriers, avec la Commission des Sept. A la veille encore de la reprise du travail, le Comité des houillères répondait à une demande d'entrevue par cette dépêche : « Nous ne pouvons considérer votre commission comme la représentation de l'ensemble du personnel des mines. »

On comprend que devant cette attitude intransigeante, qui contrastait singulièrement avec le calme des ouvriers, l'Etat, qui par définition est la personne transigeante, ne pouvait qu'éprouver du ressentiment à l'égard des Compagnies. Un fait à cet égard est significatif. Le jour même où le Comité des houillères refusait de recevoir la Commission des Sept,

le Chancelier répondait à cette même Commission qui avait sollicité sa médiation : « Je suis disposé à *recevoir*, en vue de la continuation des pourparlers, *les représentants des ouvriers* et ceux des propriétaires des mines. » Le Chancelier reconnaissait donc la Commission de la grève que les Compagnies n'avaient point voulu reconnaître. On ne peut être plus net.

3. — En tant qu'industriel aussi, l'Etat prussien avait des sujets de ressentiment très récents. En 1902, le Gouvernement soumit au Parlement un projet de loi autorisant un emprunt de 58 millions de marks, pour l'achat et l'exploitation de concessions en Westphalie. La raison essentielle invoquée dans l'exposé des motifs était le besoin de charbon pour les chemins de fer. Ce besoin dont nous avons indiqué plus haut les motifs généraux, venait de se faire particulièrement sentir en 1900. La hausse des prix avait cette année là obligé l'administration des chemins de fer prussiens à exiger des houillères fiscales de grandes livraisons de charbon pour pouvoir échapper aux exigences des producteurs privés, mais ces livraisons n'avaient pas été sans dommage pour l'exploitation rationnelle des houillères de l'Etat.

Une autre raison, officieuse celle-là, était peut-être que l'Etat voulait entrer dans le syndicat west-

phalien, pour pouvoir plus facilement exercer sur lui une certaine action (1).

Quoi qu'il en soit, l'opération d'achat dont il s'agissait ne pouvait se faire sans des dépenses considérables si l'on voulait acquérir des exploitations en pleine activité : les charbonnages étaient en pleine prospérité, on avait distribué, les années précédentes, des dividendes de 10 à 30 o/o. L'Etat n'aurait pu acheter de telles entreprises, en admettant qu'on voulut bien les lui vendre, qu'au prix de gros sacrifices. Au contraire, dans le nord du bassin, de nombreux sondages avaient révélé la houille et déjà donné lieu à un certain nombre de concessions. Les couches de charbon étant en cette région à une grande profondeur, leur exploitation devait nécessiter une grande immobilisation de capitaux. Les propriétaires de ces concessions ne pouvaient demander mieux que de s'en débarrasser moyennant de l'argent comptant, et l'Etat qui dispose facilement de grands capitaux, et qui est moins pressé de jouir des revenus que les particuliers faisait lui aussi une bonne affaire en acquérant ces gisements. Ceux-ci présentaient en outre l'avantage d'être riches en charbon à longue flamme,

---

1. Les discussions de la Chambre pouvaient faire admettre cette supposition ; cependant, en fait, l'Etat ne demanda pas à entrer au syndicat.

charbon qui est le plus utile pour les locomotives et la marine, et qui commence à s'épuiser dans le reste du bassin.

C'est pourquoi dans les 20.700 hectares que proposait d'acheter le Gouvernement, rien n'était en exploitation active. Sur la concession de Gladbeck seule, les travaux préparatoires étaient commencés : quatre puits venaient d'atteindre le terrain houiller.

C'était en somme une excellente affaire que faisait le fisc, mais une affaire à longue échéance : on ne comptait pas que Gladbeck pourrait être en pleine exploitation avant 1910, et les autres concessions ne commenceraient une exploitation régulière que vers 1912. En fait, en 1904, on tirait 600.000 tonnes par an de l'ensemble de ces mines.

Aussi le fisc voulut aller plus loin. En 1904 et 1905, il tenta un effort suprême pour s'emparer d'une des grandes Compagnies déjà existantes. Le 28 juillet 1904, l'Etat offrait à la Compagnie Hibernia d'acheter ses concessions moyennant un titre de rente 3 o/o de 8.000 marks pour chaque unité de 3.000 marks du capital social.

La compagnie Hibernia est une des plus puissantes sociétés de charbonnage westphaliennes : elle arrive comme production au troisième rang, immédiatement après la Gelsenkirchen et la Harpener, avec 5.416.500 tonnes de charbon comme chiffre de

participation au syndicat. Elle présentait l'avantage d'avoir ses concessions limitrophes de celles précédemment achetées par le fisc, et de n'avoir pas eu le cours de ses actions livré, comme c'était le cas pour les autres grandes Compagnies, aux spéculateurs à la hausse.

Les raisons qui motivaient ces offres de la part de l'Etat n'étaient pas très claires. Les besoins des chemins de fer n'avaient pas augmenté tout d'un coup si considérablement qu'on ne pût attendre pour les satisfaire le développement normal de la mine Gladbeck; d'ailleurs, d'après M. Engel, secrétaire du Comité des houillères, le fisc ne poussait que fort lentement les travaux préparatoires de ses nouvelles mines (1). L'intervention de l'Etat dans le syndicat afin de régulariser les prix ne s'était pas produite, malgré les efforts en ce sens des houillères syndiquées; non seulement en effet, le syndicat avait insisté auprès du fisc pour que celui-ci entrât dans le syndicat, mais, comme celui-ci n'aurait pu disposer que de peu de voix dans les délibérations en raison de sa faible extraction, M. Kirdorf, président du syndicat, avait offert paraît-il aux représentants de l'Etat de leur don-

---

1. L'Etat prussien pouvait invoquer de bonnes raisons pour légitimer sa lenteur dans la mise en exploitation du Gladbeck : la difficulté de trouver des ouvriers, et la nécessité de ne pas augmenter trop rapidement la production westphalienne.

ner le droit de veto absolu contre toute augmentation des prix. Le fisc avait refusé, et, après avoir refusé ces brillantes propositions, il voulait maintenant acheter une mine qui ne lui donnait aucun des avantages gracieusement offerts. La participation syndicale de la Hibernia, bien que relativement considérable, n'était pas même le dixième de l'ensemble des participations ; la Hibernia ne possédait aucun droit de veto, et elle était obligée de se soumettre aux décisions syndicales jusqu'en 1915, car la convention venait d'être renouvelée pour jusqu'à cette époque.

Aussi, n'y eut-il en Westphalie qu'un seul cri lorsqu'on apprit ce projet d'achat : l'Etat veut nationaliser les mines, l'achat de la Hibernia n'est que le prélude de cette opération. Aussitôt, malgré la situation relativement peu prospère à l'époque du marché charbonnier, les actions se mirent à monter énormément ; les grandes banques adversaires de la nationalisation, comme la Bleichröder, la Deutsche Bank, etc., et le fisc se livrèrent des batailles effrénées pour l'achat des actions de la Hibernia. Quant au Comité des houillères, réuni d'urgence, il votait à l'unanimité, huit jours à peine après la nouvelle officielle du projet d'achat, la résolution suivante qui montre bien l'état d'esprit à ce moment des grands propriétaires westphaliens :

« Les plans d'organisation d'un vaste trust, invo-

qués par l'officieuse Berliner Korrespondenz à l'appui du projet de nationalisation, sont absolument controuvés. Les projets élaborés en vue d'une amélioration du débit n'ont rien de commun avec un trust et ne sont pas non plus imaginés en vue d'empêcher l'Etat d'acheter des mines en Westphalie.

« L'autre prétexte invoqué — le désir qu'aurait l'Etat de conquérir une influence modératrice sur la politique des prix du syndicat — ne convaincra pas ceux qui considéreront la politique des prix du fisc lui-même, dans le bassin de la Saar.

« Ce prétexte justifie d'autant moins le projet d'achat d'Hibernia que le fisc, l'an dernier, s'est, à plusieurs reprises, refusé à affilier au syndicat les concessions qu'il possédait et à s'assurer une influence correspondante (1).

« L'intervention actuelle de l'Etat, en dépit du démenti de la Berliner Korrespondenz, ne peut donc avoir pour but *que la nationalisation des mines westphaliennes*.

« Cette intervention constitue en ce sens un danger pour toutes les industries.

« Pendant le quart de siècle écoulé depuis la nationalisation des chemins de fer, l'Etat n'a réalisé qu'en

---

1. Il est à remarquer que la déclaration du Comité des houillères ne parle pas du droit de veto que M. Kirdorf aurait proposé à l'Etat au nom du syndicat.

partie sa promesse de réformer les tarifs en tenant compte de l'évolution économique.

« De même si les houillères étaient nationalisées, le capital qui, grâce à son opiniâtreté, a amené notre industrie houillère à son état de prospérité actuelle, serait, au moment où le succès se dessine, dépossédé, et forcé de chercher une rémunération dans des placements moins sûrs, notamment à l'étranger.

« Les multiples offres de travail, qu'assure aux travailleurs une industrie aussi morcelée que la nôtre, feraient place à une coercition qui réduirait la liberté d'action de tout le personnel.

« Enfin, la nationalisation mettrait fin aux mesures prises par le syndicat, dans l'intérêt général, pour soutenir les autres industries nationales exportatrices, et pour assurer ainsi un gagne-pain sur le sol national à tous ceux qui veulent travailler, malgré l'augmentation constante de leur nombre. »

Ce fut dès lors une lutte sans merci entre les banquiers possesseurs de la Hibernia, et la Dresdner Bank qui avait acheté des actions pour le compte de l'Etat prussien (1). Après une assemblée générale

---

1. Pour donner une idée de l'âpreté de la lutte, on peut citer ce fait : M. Kirdorf, président du Syndicat, et président de la Gelsenkirchen, avait été forcé, par suite de conventions antérieures, d'admettre le représentant de la Dresdner Bank comme administrateur de Gelsenkirchen, il se crut obligé pour cette raison de donner sa démission de la présidence du syndicat, démission qu'il ne retira que sur les instances unanimes du conseil syndical.

houlense, le 24 avril 1904, où le représentant de la Dresdner Bank joua de toutes les ruses de procédure, la proposition d'achat fut repoussée, et, sur la demande du Conseil d'administration, le capital fut augmenté de 6 millions et demi de marks; l'émission de ces 6 millions et demi devait être réglée par l'administration de la Compagnie qui était autorisée à « repousser les offres faites par des personnes dont le but serait d'utiliser ces actions pour mettre en péril l'existence même de la Compagnie ». C'était assurer définitivement la majorité aux partisans du Conseil d'administration, c'est-à-dire aux adversaires de l'Etat. Une seconde assemblée générale, le 22 octobre de la même année, confirma ces résolutions et un consortium était conclu entre les adversaires de la vente à l'Etat. Le Gouvernement prussien se trouva donc obligé en 1905 de prendre livraison des 30 millions d'actions qu'avait acheté pour son compte la Dresdner Bank à des prix excessivement élevés, mais il n'avait pas pour cela la majorité au sein de la Hibernia, dont le capital était maintenant de 66 millions et demi (1).

---

1. De multiples procès furent engagés par la Dresdner Bank pour faire déclarer nulles l'augmentation du capital et les votes émis à la suite de cette augmentation. La conclusion n'eut lieu que fin 1906 devant la Cour de Leipzig qui réforma l'arrêt des premiers juges, et déclara légales les décisions prises par l'assemblée générale de la Hibernia.

4. — Un dernier fait particulier, dont on fit grand bruit lors de la discussion de la loi Gamp, fut l'interprétation donnée par la jurisprudence à la loi de 1865 en ce qui concerne la demande des concessions.

La loi de 1865 décide dans son article 18 que l'inventeur d'un gîte doit délimiter le terrain pour lequel il demande la concession six semaines au plus après qu'il a présenté sa découverte à l'administration (*mütung*). Ce terrain doit être de 219 hectares au maximum, et deux points du périmètre ne peuvent être distants de plus de 4.184 m. 50. Mais la jurisprudence a admis que tant que la concession ne serait pas définitivement attribuée, l'inventeur pourrait modifier son choix et demander la concession d'un autre domaine que celui demandé précédemment à la seule condition que son étendue et sa configuration soient celles imposées par la loi. De cette façon, tout l'espace compris dans un cercle de 4.184 m. 50 de rayon, ayant le sondage comme centre, était en somme réservé au premier sondeur ; tout sondeur qui viendrait travailler dans ce cercle, même en dehors des limites du premier domaine demandé, risquerait de se voir évincé par le premier sondeur qui n'aurait qu'à modifier son *mütung* de façon à englober le sondage du concurrent.

Cette jurisprudence revenait à donner à l'inventeur un privilège sur vingt-cinq fois plus de terrain

qu'il ne lui en était reconnu par la loi. Mais, comme le fait très bien remarquer M. Eskens dans un article du *Bergrecht*, ce privilège ne pouvait s'appliquer que pour éliminer un seul sondage ; s'il y a deux sondages dans ce cercle privilégié autres que celui du premier inventeur, et suffisamment éloignés, le premier sondeur ne pouvait les éliminer tous deux.

Cette jurisprudence n'était donc pas bien dangereuse : elle n'aurait pas suffi à elle seule pour permettre l'accaparement des gîtes si la facilité des sondages d'une part, la faculté de rassembler de nombreux capitaux d'autre part, n'avaient point permis que de grandes sociétés pussent se former et couvrir toute une région de leurs travaux. Une jurisprudence contraire aurait peut-être obligé ces sociétés à faire quelques sondages de plus pour s'assurer les mêmes territoires, mais elle n'aurait su constituer un obstacle sérieux à l'accaparement.

## CHAPITRE III

### La loi Gamp et le Projet du Gouvernement

---

C'est donc dans les conditions exposées au chapitre précédent, cinq mois après le rejet définitif des propositions gouvernementales par l'assemblée de la Hibernia, deux mois après la grève de Westphalie que la question de la propriété des mines se posa devant la Chambre prussienne.

Lors de la grève de Westphalie, le Gouvernement avait promis au Reichstag, et en somme aux mineurs, de soumettre au Parlement prussien un projet de loi sur les conditions de travail dans les mines ; c'est ce qu'il fit immédiatement après la rentrée des ouvriers et pour parer à l'arrêt des mines du sud de Westphalie il déposait en même temps un projet de loi sur la déchéance des concessionnaires qui arrêteraient leur exploitation.

Mais tout cela n'était que des palliatifs : l'introduction de clauses nouvelles et obligatoires dans le

contrat de travail, ne peut empêcher le patron d'apporter des modifications aux anciennes conditions du contrat, et de faire ainsi retomber sur l'ouvrier le poids des mesures que l'Etat avait prises en sa faveur : pour faire un emprunt au langage fiscal, l'Etat, peut-on dire, détermine l'incidence directe des lois, il n'a pas d'action sur l'incidence indirecte.

Quant à la déchéance, c'est là une solution bâtarde quise présente naturellement à l'esprit de journalistes affolés ou de parlementaires aux abois les jours de crise, mais qui n'est pas applicable dès qu'on veut sérieusement la faire passer dans la pratique. La propriété privée des mines doit être complète ou ne pas être. Autrement, on n'aboutit qu'à l'impuissance de la part des particuliers, à l'arbitraire de la part des l'Etat. M. Wodon a très bien mis ce point en lumière dans le livre édité par l'Institut Solvay sur le bassin de la Campine :

« En pratique d'ailleurs, l'organisation sérieuse de la déchéance rencontrerait les plus graves difficultés. Une définition des cas de déchéance est impossible, nous entendons une définition juridique, susceptible de donner au pouvoir chargé de statuer les directions nécessaires : trop stricte, trop précise, la formule risquerait de ne jamais répondre aux faits de la réalité ; trop large, trop vague, elle ouvrirait la porte à l'arbitraire.

« Se bornerait-on à admettre la déchéance lorsque

le propriétaire de la mine cesserait d'exploiter ? Le fait de la suspension d'exploitation est sans doute facile à établir ; mais suffirait-il à justifier des mesures de rigueur ? Nul ne le prétendra.

« On peut avoir d'excellentes raisons de ne pas exploiter, même indépendamment de toute force majeure ; la suspension de l'exploitation est parfois commandée par des motifs d'ordre économique, dont l'appréciation est des plus délicates. Qui serait juge de ces motifs ? » (1).

Il fallait donc autre chose. Ce quelque chose, c'était une refonte générale de la loi de 1865 et en particulier une modification à ce qui est la clef de voûte de toute législation sur les mines, à l'institution de la propriété.

Une telle œuvre ne pouvait se faire en un jour. Non seulement les études préliminaires n'étaient pas faites, mais encore le gouvernement n'était peut-être pas fâché, avant de s'engager à fond, de voir quel changement pourrait amener dans l'attitude des charbonnages l'annonce des premières escarmouches, et dans quelle mesure il pouvait compter sur l'appui du Parlement.

D'un autre côté, si l'on ne voulait pas que cette réforme de la propriété des mines ne fût accomplie

---

1. De Leener, Wodon, Waxweiler. *Le charbon dans le Nord de la Belgique*, p. 12 et 93.

que lorsque tous les gisements que l'on prévoyait auraient été concédés, il fallait se hâter. Aussi le ministère soutint-il de toute son autorité le projet qu'avait déposé sur le bureau de la Chambre des députés prussienne M. Gamp, probablement d'ailleurs à l'instigation du gouvernement.

### *La loi Gamp.*

Le projet Gamp contenait deux choses : un principe et des exceptions. Il posait la règle que pendant cinq ans à compter de la promulgation de la loi, il ne serait admis aucune demande en concession de houille ou de sels minéraux. Il comportait deux exceptions : seront acceptées les demandes en concession motivées par des sondages entrepris avant le 31 mars 1905 (la loi fut discutée pour la première fois le 7 avril au Landtag), dont les résultats auraient été présentés aux autorités dans un délai de six mois à dater de la promulgation de la loi ; l'autre exception concernait les droits régaliens que la loi de 1865 avait laissé subsister.

Cette proposition fut renvoyée à une commission qui la modifia, et le texte voté se distingue assez profondément de la proposition primitive. La loi, comme le projet Gamp, a pour but de suspendre les demandes en concession, mais le motif de cette suspension y est plus précisément indiqué. M. Gamp avait

bien, lors de la première discussion, déclaré qu'il ne s'agissait que de donner un délai au Gouvernement pour préparer un projet de loi, mais cela n'était pas expressément stipulé dans le texte. Comme le terme de cinq ans était un délai bien long pour la préparation d'un projet de loi, on pouvait supposer que le gouvernement n'avait nullement l'intention de modifier la législation de 1865 ; il voulait seulement retarder de cinq ans, l'exploitation des nouvelles régions minières, et ainsi retarder de cinq ans la concurrence qu'auraient à subir de ce chef, les anciens exploitants (1), car il ne faut pas oublier que l'Etat était dès cette époque propriétaire de mines en Westphalie, et qu'il était aussi gros propriétaire de mines de sels.

Le Parlement voulut indiquer que tel n'était pas son désir, que sa volonté ferme était de modifier la loi de 1865 et c'est pourquoi il ratifia le texte de la Commission qui stipulait que la suspension des demandes en concession n'aurait lieu que jusqu'au vote de la loi modifiant la loi générale des mines, avec un délai maximum de deux ans.

L'exception concernant les titulaires de droits régaliens fut maintenue telle quelle. L'exception

---

1. La crainte de voir les actions des anciens charbonnages augmenter par suite du vote de la proposition Gamp fut exprimée par plusieurs députés lors de la première discussion.

concernant les sondeurs qui avaient déjà commencé à travailler avant l'application de la loi fut élargie : il n'y eut plus besoin que la demande en concession fût faite dans les six mois qui suivraient la promulgation de la loi.

Enfin on ajouta une troisième exception fort importante, concernant le cercle réservé d'après la jurisprudence au premier sondeur ou « schlagkreis ». M. Gamp n'avait rien spécifié dans sa proposition au sujet de la jurisprudence que j'ai signalée sur la possibilité de modifier la demande en concession (mütung) tant qu'on n'avait pas demandé l'octroi définitif de la concession (verleihung) ; les concessions qui n'avaient pas été accordées mais qui pouvaient encore l'être après la promulgation de la loi, soit parce que le mütung était antérieur à la loi, soit parce que le sondage avait été entrepris avant le 31 mars, restaient donc pleinement sous le coup de la loi de 1865 et de la jurisprudence qui l'avait interprétée. Or, la critique de cette jurisprudence avait tenu une grande place dans la discussion de la loi. La commission eut à cœur d'introduire des stipulations à cet égard, et c'est pourquoi elle édicta cette nouvelle exception. La commission ne voulut pas reconnaître aux demandeurs en concession le droit que la jurisprudence leur reconnaissait de rester tant qu'il leur plairait dans l'expectative après la découverte du gîte. Dans le texte proposé

elle oblige l'inventeur sous peine de voir sa demande en concession considérée comme nulle et non avenue, à exiger la clôture de l'instance au bout d'un certain temps. Ce délai est plus long pour ceux dont la demande est antérieure à la loi ; il ne part que de la promulgation de la loi puisque c'est elle qui fixe une stipulation nouvelle, et il est de un an. Pour ceux dont la demande en concession est postérieure à la loi, le délai part de la clôture de l'enquête officielle et il n'est que de six mois.

Si de cette façon la loi mettait définitivement fin à une jurisprudence qu'elle jugeait regrettable, il convenait aussi de tenir compte du dommage causé à ceux qui avaient sondé avant la loi et escompté le bénéfice de la jurisprudence antérieure. Voici le système assez complexe qu'on imagina : pour les sondages dans lesquels la présence du minéral a été démontrée par l'enquête officielle avant la promulgation de la loi, toute l'étendue du « schlagkreis » reste ouverte aux recherches, et celles-ci peuvent continuer à faire l'objet de demandes en concession, mais ces concessions ne pourront s'étendre au delà des limites du premier schlagkreis, et elles doivent, la loi l'a stipulé expressément, satisfaire aux conditions générales d'étendue exigées par la loi de 1865. Cette exception ne semble pas au premier abord avantager particulièrement le sondeur qu'on veut indemniser puisque son « schlagkreis » reste ouvert

à tous, mais en réalité elle est faite à son profit exclusif car dans un paragraphe suivant, la loi donne au premier sondeur le droit de déclarer à l'administration dans les deux mois qui suivront la promulgation de la loi, qu'il renonce à présenter d'autres demandes en concession sur son schlagkreis, et cela suffit pour que celui-ci soit fermé à toute nouvelle recherche.

Cette loi, comme on le voit, touche par ses détails à trois sortes de questions : elle crée un régime spécial pour les mines de houille et de sel ; elle essaie, par un système complexe d'exceptions au principe qu'elle pose de tenir compte des droits acquis ; elle implique une question de droit mi-civil, mi-politique, la question des droits régaliens. Nous tâcherons de rechercher successivement les raisons et la valeur des solutions qu'elle donne dans ces trois cas.

Le paragraphe 1 de la loi précise d'une façon très rigoureuse de quelles substances il s'agit. La loi ne s'applique pas d'une manière générale aux charbons et aux sels, mais seulement à la houille (steinkohlen) et « aux sels qui se trouvent dans les mêmes gisements que le sel gemme. » Pour les sels, cette définition par le gisement était la seule praticable à cause des multiples espèces de sels qui se trouvent dans les gisements allemands, carnallite, kiésérite, polyhalite, anhydrite, etc. ; elle est

ainsi suffisamment générale et embrasse bien tout ce qu'a voulu embrasser le législateur, car dans l'état actuel des connaissances géologiques on ne connaît guère de substances qui puissent s'appeler sels et qui ne soient pas mélangées dans leurs gisements à plus ou moins de chlorure de sodium (1). Pour le charbon, la loi stipule expressément, je le répète, le « steinkohlen ». Cela a une assez grande importance en Prusse, car la Prusse renferme de nombreux gîtes d'un charbon intermédiaire entre le lignite et la houille véritable et que l'on appelle « braunkohlen » (2) ; il n'est pas compris dans la loi.

Restent donc en dehors de la loi comme principales substances, outre ce « braunkohlen », tous les minerais métalliques, soit qu'ils se trouvent en filons, comme c'est le cas général pour le plomb, l'argent, etc., soit qu'au contraire ils se trouvent en couches, comme c'est le cas habituel pour le fer ou comme c'est le cas pour le zinc en Silésie, et pour le cuivre dans le Mansfeld (3).

---

1. Cette détermination des sels est d'ailleurs empruntée à la loi de 1865 dans son énumération des substances concédables.

2. La production de « braunkohlen » a été de près de 40 millions de tonnes en 1905, ce qui représente une valeur de 87 millions de marks.

3. Pour le zinc et pour le cuivre de ces régions, il ne s'agit naturellement pas de savoir si ce sont de véritables couches, constituées par sédimentation, ou si ce sont au con-

En ce qui concerne la première classe de minerais on comprend très bien l'abstention de la loi : pour les minerais qui se présentent en filons, les tentatives d'accaparement de régions entières par un petit nombre de sociétés sont en effet peu à craindre. On ne peut, comme pour les couches de houille, jeter sur un bassin minier des sondages qui ne sont que déterminés géométriquement de façon à ce que chacun couvre la superficie maxima qu'on accorde pour la concession autour d'un sondage. On peut faire cela lorsqu'on se trouve en présence de couches régulières et continues, car alors, tant que l'on ne sort pas du bassin, on peut être à peu près sûr de rencontrer au moins une couche, surtout dans les pays comme la Westphalie où les couches sont nombreuses et peu distantes les unes des autres. On est certain de pouvoir présenter un sondage positif qui permet de réclamer les droits reconnus à l'inventeur. Dans le cas des filons au contraire, il n'en est plus de même : le sondage n'est pas en général praticable ; il ne suffit pas que le district métallifère ait été reconnu en un point pour qu'on puisse faire dans toute l'étendue de ce district des travaux susceptibles de créer un titre pour l'obtention de la traire des sortes de filons-couches, venant d'imprégnations souterraines. L'important pour notre classification, c'est que ces minéraux se trouvent en gisements plus horizontaux que verticaux, et s'étendant régulièrement sur de grandes étendues.

concession. Le « mütung » ne pourra s'exercer que pour des richesses métalliques découvertes et reconnues réellement dans leurs diverses parties ; il y aura donc beaucoup moins de crainte d'accaparement.

Pour le « braunkohlen » et les minerais en couche, il est plus difficile de s'expliquer pourquoi la loi Gamp les a laissés sous le régime de 1865. Il est vrai que la loi Gamp était essentiellement une loi d'opportunité, qu'elle avait été directement déterminée par les recherches de charbon et de sels, et qu'on n'avait peut-être pas cru avoir à se préoccuper de gisements que rien ne faisait prévoir. Cependant, il faut remarquer que le texte primitif de la loi Gamp fixait un délai de cinq ans ; or, en cinq ans, on a grandement le temps de faire des sondages, de reconnaître tout un énorme gisement et de se l'approprier. On peut admettre que c'est volontairement que la loi Gamp a omis le « braukohlen » à cause de son peu de valeur et des services qu'il peut rendre pour le service domestique et de la petite industrie dans le voisinage de ses gisements ; on peut admettre qu'elle n'a pas crû utile de légiférer sur les couches de zinc et de cuivre à cause de la rareté de cette espèce de gisement, mais pour le fer cette omission est vraiment bizarre. La découverte du gisement de Longwy et Briey en France était trop récente pour être oubliée ; d'autre part, l'importance des mines de fer pour l'in-

dustrie nationale surtout en un pays qui, comme la Prusse n'est pas particulièrement favorisé sous ce rapport, est de toute première importance. Peut-être, bien que le minéral de fer soit compris par la loi de 1865 parmi les substances concessibles, faut-il voir là un reste de cette idée assez générale chez le législateur que les mines de fer ne sont pas tout à fait de vraies mines. C'est cette idée qui fit soustraire en partie les gisements de fer au régime de la concession en France, qui les fit soustraire en entier en Belgique lors de la loi de 1837 ; peut-être est-ce elle aussi qui a été la cause de l'omission faite par la loi Gamp.

Le principe même de la loi Gamp ne fût guère attaqué au Parlement prussien. Tout le monde était d'accord ou à peu près pour reconnaître que la loi de 1865 demandait à être révisée ; certains trouvaient le délai trop long, d'autres pensaient que l'on pouvait préparer et voter la loi de révision immédiatement, mais c'est surtout sur les moyens de protéger les droits acquis de ceux qui avaient sondé avant la promulgation de la loi que portèrent les discussions.

On sait quelles difficultés ont rencontré les jurisconsultes lorsqu'ils ont essayé de déterminer ce qu'était un droit acquis. « Personne n'a jamais pu donner une définition satisfaisante du droit acquis », déclare M. Planiol dans son *Traité de Droit Civil*. On conçoit donc dans quel embarras peut se trouver le légis-

lateur lorsqu'il a à concilier les intérêts privés et l'intérêt public, sans avoir pour se diriger aucun critérium juridique. La question était d'autant plus complexe pour les députés prussiens qu'ils voulaient tenir compte non seulement des droits acquis en vertu de la loi, mais aussi des droits acquis en vertu d'une jurisprudence qu'ils considéraient comme une violation de la loi.

Deux ordres d'intérêts étaient invoqués : l'intérêt des sociétés de sondage et de leurs ayants droit éventuels, d'une part ; d'autre part, l'intérêt des ouvriers sondeurs et des entrepreneurs de sondage quand ceux-ci louaient seulement leurs appareils et n'étaient pas les propriétaires des sondages.

On peut prétendre que l'intérêt de ces derniers pouvait être envisagé au point de vue politique ou philanthropique, mais non au point de vue juridique, que le fait d'exercer une profession ne constitue pas un droit à cette profession et que l'Etat n'est pas responsable si l'ouvrier ou l'entrepreneur ne trouve plus d'ouvrage. A cela on peut répondre qu'il n'y a pas là chômage du fait des conditions économiques, mais chômage du fait de l'intervention de la loi, laquelle supprime en somme la liberté d'une industrie. La loi n'interdisait pas, il est vrai, les sondages, mais elle leur enlevait tout effet utile, ce qui revenait au même. Il n'y a pas de différence entre une loi qui supprime les bureaux de placement

et une loi qui déciderait que le placement ne pourrait être fait que par des bureaux municipaux. Or, lorsqu'on supprime les bureaux de placement, l'Etat se croit obligé de faire payer une indemnité.

Les droits acquis des sociétés de sondage sembleraient aussi touchés, même si on avait élargi de beaucoup la loi Gamp, en décidant que la loi ne s'appliquerait à aucun sondage entrepris avant la promulgation de la loi, au lieu de fixer comme dernière limite cette date du 31 mars qui était antérieure de plus de trois mois au vote de la loi. Le sondeur, en effet, a l'intention d'exploiter ou de vendre pour exploiter : il doit donc établir sa campagne de sondages de façon à pouvoir se procurer les étendues de gîtes qui conviendront le mieux à une exploitation rationnelle et économique. Comme le dit très bien le député national-libéral, M. Macco, « pour s'assurer de très grandes étendues de gîtes, *comme cela est nécessaire aujourd'hui pour l'industrie*, il faut tout un lot de sondages. » Et, en effet, si l'on considère les concessions accordées récemment par le gouvernement belge dans le bassin de la Campine qui se présente un peu, au point de vue des conditions d'exploitation, comme la partie nord de la Westphalie, on voit que ces concessions ont en moyenne une superficie de 3.500 hectares, alors qu'un sondage ne donnait droit en Prusse qu'à 219 hectares. Le sondeur qui n'avait encore fait

qu'un sondage avant le 31 mars, se réservant de faire les autres plus tard, se trouvait donc frustré. Il ne pouvait plus jouir du fruit de son sondage, ou tout au moins il ne pouvait plus en jouir que dans de fort mauvaises conditions. Aussi, un autre député libéral, M. Traeger, proposait-il que la loi ne s'appliquât qu'aux régions entièrement vierges, sur lesquelles aucune recherche n'avait encore été entreprise.

Quand on a acquis une capacité technique, quand on *possède* un métier, n'a-t-on pas un droit acquis au libre exercice de ce métier ? Quand on a entrepris une campagne de sondages pour la recherche d'un gîte n'a-t-on pas un droit acquis à pouvoir la continuer et la mener à bonne fin, dans les conditions légales où elle a été entreprise ? La discussion de tels problèmes mènerait trop loin, mais il convenait de les indiquer car le législateur prussien de 1905 en a été sûrement très hanté, et les solutions qu'il a données sont de tels modèles de cote mal taillée et d'incohérence qu'elles sont caractéristiques de la complexité de ces questions dès qu'on les aborde dans la pratique.

M. Gamp proposait de ne reconnaître le droit au *mütung* que pour les sondages entrepris avant le 31 mars 1905. Pourquoi le 31 mars ? La première discussion de la loi n'eut lieu que le 7 avril de la même année. Parce que, dit M. Gamp, tout le monde

parlait de sa proposition fin mars, et que par conséquent on devait considérer les sondages commencés plus tard comme étant faits de mauvaise foi. Nous n'essaierons pas un moment de discuter la valeur juridique de tels arguments !

De plus, les sondages entrepris avant le 31 mars, ne donnaient droit au *mütung* que si « la demande avait été présentée aux autorités compétentes dans le délai de six mois à dater de la promulgation de la présente loi ». Or, comme d'après le paragraphe 15 de la loi de 1865, la demande ne peut être présentée qu'après que la substance a été découverte, cela constitue une véritable éviction pour celui dont le sondage s'est trouvé placé dans de mauvaises conditions : la houille était à très grande profondeur, on a rencontré des bancs de terrains qui ont occasionné des accidents ou des retards, on sera alors privé de la concession, tandis que le sondeur voisin qui a commencé en même temps que vous, même peut-être après vous, mais qui a eu plus de chance, jouira encore du régime de 1865.

Le texte voté par la Chambre supprima l'obligation de présenter la demande dans les six mois de la promulgation de la loi, mais elle laissa le 31 mars comme dernier jour où avaient pu être commencés les sondages.

La solution que donne la loi au sujet du *schlagkreis* est tout aussi hybride : la loi ne reconnaît pas,

elle ne veut pas reconnaître au sondeur le droit de changer de *mütung* jusqu'à ce qu'il ait obtenu le *verleihung*, droit qui cependant lui a été reconnu par la jurisprudence, seul pouvoir compétent pour interpréter les lois. Cela est dit très nettement par le rapporteur, M. Koenig : accorder une indemnité au sondeur, ç'aurait été reconnaître un droit, et la commission se refuse à voir dans l'opinion de la jurisprudence un droit. Donc, première bizarrerie : le Parlement se reconnaît le droit d'interpréter les lois et de donner à son interprétation un effet rétroactif puisque cette disposition s'applique à ceux qui ont déjà découvert le gîte, et l'ont même fait reconnaître par les autorités minières.

Mais alors, si le sondeur n'a aucun droit sur le *schlagkreis*, il n'y a qu'à lui appliquer le droit commun : les territoires situés en dehors du périmètre auquel le sondeur a droit, sont soustraits à toute nouvelle recherche. La loi ne l'a pas voulu : elle a créé dans le *schlagkreis* une zone privilégiée qui reste ouverte aux recherches pour le profit exclusif du premier sondeur, ce qui revient en fait, quoiqu'en dise le rapporteur, à accorder à celui-ci une véritable indemnité. On accorde au sondeur un privilège : ou ce privilège est sans cause et alors il est injuste, ou il est donné à titre d'indemnité, et alors c'est la reconnaissance d'un droit.

Ce n'est pas tout : les sondeurs ainsi privilégiés ne sont pas tous les sondeurs qui sont en mesure

d'obtenir la concession, c'est-à-dire tous ceux qui ont commencé leurs sondages avant le 31 mars ; ne sont privilégiés que les sondeurs qui ont déjà trouvé le minéral, et où « l'existence de celui-ci a déjà été démontrée par l'enquête officielle avant la promulgation de la loi ». Et pourtant, ceux qui ont commencé à sonder avant le 31 mars, c'est-à-dire ceux qui ont sondé de bonne foi d'après la présomption de M. Gamp, mais qui n'ont pas encore vu le succès couronner leurs efforts, pensaient aussi avoir droit sur le *schlagkreis*, ils le pensaient tout autant que ceux qui ont commencé à sonder avant eux ou qui ont trouvé le minéral quelques jours plus tôt. Pourquoi indemniser les uns et pas les autres ?

L'exception concernant les possesseurs de droits régaliens a été mise dans la proposition de loi, d'après M. Gamp, pour respecter le droit de propriété privée. Elle s'applique aux seigneurs qui avant 1815 étaient indépendants de la Prusse, mais qui avaient perdu cette indépendance lors de la constitution de la Confédération Germanique. Ceux-ci s'étaient vu reconnaître par le *Bundesakte* de 1815 les droits qu'ils avaient sur les mines en vertu de leur propre propriété à l'exclusion de ceux qu'ils détenaient en vertu d'un droit de l'Etat. La loi de 1865 en son paragraphe 250 avait laissé cette survivance des droits régaliens inattaquée. La loi de 1905 suivit son exemple.

*Le Projet de Refonte de la loi de 1865.*

Quelle allait être l'attitude du Gouvernement dans le projet de loi que le Parlement prussien, en votant la loi Gamp, l'avait invité à déposer dans un délai maximum de deux ans ? Le Gouvernement se contenterait-il de légiférer pour les nouvelles concessions qui pourraient être accordées postérieurement à la loi, ou les dispositions qu'il proposerait s'appliqueraient-elles aux mines déjà existantes ? Le Gouvernement essaierait-il un simple replâtrage de la loi de 1865 comme était en train de le faire le Gouvernement belge pour la loi de 1810, ou entrerait-il résolument dans la voie de la nationalisation ? Telle était la double alternative qui se posait.

Le Gouvernement déposa son projet de loi en janvier 1907. Pour le passé, pour les concessions déjà accordées, le projet n'innove rien. A ce point de vue, ce projet constitue un recul par rapport au projet déposé puis retiré en 1905. Ce projet organisait pour le retrait des concessions non exploitées une procédure plus rapide que celle de la loi de 1865 et permettait à l'administration de continuer d'office l'exploitation dès que serait commencée la procédure de retrait. De tout cela il n'est pas question dans le projet de 1907.

Pour les concessions futures, le projet comprend

deux parties : une partie qui s'applique à toutes les nouvelles concessions, quel que soit le minéral dont il s'agisse, cette partie ne comporte que des réformes peu importantes à la loi de 1865 ; une partie qui s'applique seulement à la houille, au sel gemme, aux sels de potasse, de magnésie et aux borates, ainsi qu'aux sources salées (1), pour ces substances on inaugure un système spécial qui constitue un changement radical du régime de 1865.

L'Etat se réserve la propriété des mines de houille et de sels par un double moyen : par un moyen direct en décidant dans son paragraphe 38 b : « La propriété minière des substances minérales désignées au paragraphe 2, alinéa 1 (houille et sels) est instituée au profit de l'Etat par le ministre du Commerce et de l'Industrie » ; par un moyen indirect, en décidant que le droit de recherche de ces substances lui est réservé.

Ce système semble être, ainsi présenté, l'étatisation pure et simple des mines de houille et de sels.

---

1. La loi de 1865 et la loi Gamp désignent les sels par la périphrase que nous avons déjà indiquée : « le sel gemme, ainsi que les autres sels qui l'accompagnent dans ses gisements ». Il n'est pas très facile de comprendre à quels mobiles a obéi le Gouvernement en remplaçant ce texte par une désignation nominative des différents sels. Cette seconde façon de procéder peut créer un jour des difficultés si on découvre dans les gisements de sels de nouvelles substances utiles qui ne rentrent pas dans les catégories mentionnées par la loi.

Cependant, si, au point de vue juridique, cela constitue bien une nationalisation, au point de vue économique, cela pourra s'en distinguer considérablement selon la façon dont les gouvernements successifs appliqueront la loi. Le projet donne en effet à l'Etat le pouvoir de transférer son droit de recherche et d'exploitation à des particuliers (*gewinnungsberechtigters*) aux seules conditions que ce transfert n'ait lieu qu'à temps et à titre onéreux. Si c'est à ce système que s'arrête dans la pratique le gouvernement, on voit qu'il n'y aura pas une véritable nationalisation des mines, mais seulement l'établissement d'un régime de concession temporaire à la place d'un régime de concession perpétuelle, et à ce point de vue ce ne sera guère qu'un retour à la loi française de 1791.

Cette délégation du droit d'exploiter donnée par l'Etat à un particulier est en effet une véritable concession, non un simple contrat de louage ou d'entreprise entre le particulier et l'Etat. Le particulier a, d'après l'esprit du projet, un droit réel sur la mine, il n'est pas que le préposé de l'Etat à la conduite de l'exploitation. Deux faits le prouvent : d'une part c'est que ce droit du particulier est appelé par le projet lui-même une *servitude de la propriété minière*, servitude dont le bénéficiaire peut à son gré disposer comme il l'entend, servitude qu'il peut vendre ou léguer sans intervention du propriétaire ;

en second lieu, ce particulier a les mêmes obligations et les mêmes droits que le concessionnaire de la loi de 1865 vis-à-vis des tiers et vis-à-vis de l'Etat. Deux seules exceptions sont faites à cette règle : l'une concerne le droit de préférence que possédait le concessionnaire d'une mine pour l'obtention de la concession des substances connexes à celle pour laquelle il avait obtenu la concession primitive ; ce droit de préférence est supprimé pour le *gewinnungsberechtigter*. L'autre exception concerne la déchéance : celle-ci ne s'applique pas à celui qui a acheté à l'Etat le droit d'exploiter ; du moment qu'il a acheté ce droit il peut en user comme il l'entend.

Les modifications qui concernent les mines autres que celles de houille et de sel n'ont pour but que de mieux préciser les étendues de terrains reconnues à l'inventeur.

On a remplacé les mesures en *lachters* par des mesures en mètres, en arrondissant convenablement les chiffres : l'étendue maxima de la concession est dans certaines provinces déterminées de 110.000 mètres carrés au lieu de 109.250 mètres carrés, et dans le reste de la Prusse de 2.200.000 mètres carrés, au lieu de 2.185.000 mètres carrés.

Au lieu que la distance maxima entre deux points du périmètre, soit de 4.000 mètres, il faut que la distance maxima entre le lieu de la découverte et un point quelconque soit inférieure à 2.000 mètres, ce

qui diminue de moitié le *schlagkreis* ; et une limite inférieure de la distance qui sépare le lieu du sondage d'un autre point du périmètre de la concession a été donnée, elle est de 100 mètres.

Pour parer à la jurisprudence concernant le droit pour le demandeur de concession de changer indéfiniment le tracé du périmètre qu'il demande, le projet a décidé : les modifications au périmètre ne seront autorisées que durant un délai de six mois à partir de la demande.

Enfin on a ajouté comme condition à l'octroi de la concession que « l'extraction du minéral conduite selon les règles de l'art des mines et aboutissant à une utilisation économique paraisse possible », ceci pour empêcher la constitution de réserves à longue échéance.

Ce projet de loi met en évidence, semble-t-il, deux phénomènes principaux : une transformation des idées sur la nature et le rôle du droit, un changement dans l'attitude de l'Etat vis-à-vis de certaines catégories sociales.

Dans les lois antérieures régissant la propriété des mines, il s'agissait surtout pour le législateur, en apparence du moins, de déterminer le régime qui était le plus juste, qui était le plus conforme au droit naturel. Quel est du propriétaire de la surface, de l'inventeur ou de l'Etat, celui qui a les titres les plus

légitimes à la propriété de la mine ? Telle était la question.

Dans le projet de loi du Gouvernement prussien, on ne peut soutenir que de telles préoccupations aient joué un rôle quelconque, car on ne comprendrait pas alors comment les auteurs du projet ont pu soumettre les mines à deux régimes différents selon la substance considérée. Les lois antérieures avaient bien distingué les substances concessibles des substances laissées à la disposition du propriétaire du sol, mais cette distinction reposait sur des différences très marquées dans la nature des gisements. Les substances laissées au propriétaire du sol, comme les pierres à bâtir, les ciments, les engrais, étaient considérées comme faisant partie de la surface même, et comme devant par conséquent en toute justice rentrer dans la propriété de celle-ci. Seules les substances qui étaient très différentes de celles qui constituent d'ordinaire les terrains sédimentaires jouissaient d'un régime particulier. Rien de semblable ne peut être soutenu en ce qui concerne la distinction faite par le Gouvernement prussien entre la houille et les sels d'une part, entre les autres minéraux et les autres charbons d'autre part.

Aucun motif de droit naturel ne peut être invoqué à l'appui de cette distinction. Seule l'utilité peut être la raison déterminante de cette classification. Mais il ne s'agit pas là de l'utilité telle que la com-

prennent les économistes anglais, d'une utilité générale pour le bien des hommes et des sociétés qui détermine quelques principes fondamentaux, comme le principe de la liberté, de la propriété, selon lesquels ceux-là et celles-ci doivent se conduire ; il s'agit d'une utilité du moment qui un jour conduit l'Etat dans telle direction, un autre jour dans telle autre selon les contingences économiques et sociales. Aujourd'hui, ce sont les mines de houille et de sels que l'Etat nationalise, demain ce pourra être celles de fer ou de zinc, à moins que ce ne soient les usines métallurgiques ou autre chose encore, selon que la puissance capitaliste s'est trop élevée, ici ou là, selon que le ministre des Finances a besoin ou non de ressources supplémentaires, selon que le domaine public a un besoin pressant de telle ou telle substance. Ces mesures d'opportunité semblent plutôt rappeler les procédés des tyrans grecs qu'une politique tirée des principes d'A. Smith.

Ce qui frappe en second lieu l'attention c'est la méfiance que l'Etat professe contre l'aristocratie capitaliste ; il semble vouloir essayer d'en empêcher pour l'avenir la formation, ou tout au moins d'en limiter la puissance. Non seulement le projet du Gouvernement prussien veut atteindre et atteint les sociétés de charbonnages proprement dites en enlevant à leur activité les futures régions minières, mais il atteint aussi les plus importantes des banques

allemandes, qui jouent, comme nous l'avons vu, à propos de la proposition d'achat de l'*Hibernia*, un rôle considérable dans les affaires de mines.

Que l'Etat s'attaque de propos délibéré, de sa propre initiative, aux plus puissants des industriels et aux plus puissants des banquiers, cela ne laisse pas que d'être contraire à toute l'attitude qu'a eue jusqu'à nos jours l'Etat moderne. L'Etat, en France depuis 1830, en Angleterre depuis l'abolition de la *corn-law*, en Prusse depuis Bismarck, a toujours été entre les mains de la grande bourgeoisie industrielle. C'est alors que « le règne des banquiers commence », selon le mot du banquier Lafitte apprenant la proclamation de Louis-Philippe comme roi des Français. Ce projet de loi sur la propriété des mines semble indiquer qu'il n'en est plus tout à fait de même aujourd'hui en Prusse.

Est-ce donc à dire que l'Etat tende actuellement à cesser d'être un Etat de classe? Il ne le semble point. L'Etat continue à remplir sa mission : il s'efforce de conserver l'ordre social existant, il assure la domination des classes bourgeoises sur les autres classes, mais ce n'est plus chez ceux qui sont les plus purs et les plus éclatants représentants de ces classes bourgeoises, chez les capitaines d'industrie ou de finance, qu'il cherche son appui, c'est dans la grande masse des autres. L'Etat prussien, comme la plupart des Etats européens, qu'ils soient monarchi-

ques ou républicains, se démocratise de plus en plus. Pour sauver le régime capitaliste, il lutte contre les formes exagérées du capital. Pour sauver le propriétaire foncier, pour sauver le petit industriel ou le petit entrepreneur, pour sauver le rentier, il sacrifie l'administrateur des sociétés anonymes.

Tels sont les deux grandes conclusions qu'on semble pouvoir tirer de l'étude du projet de loi prussien. L'accueil que fera à ce projet le Parlement montrera à quel point ces idées ont pénétré dans la masse de la population; l'accueil qu'y feront les charbonnages westphaliens mesurera la résistance que le grand capital est encore capable d'opposer au flot de la démocratie.

## CHAPITRE IV

### Les Projets Belges

---

Comme la législation allemande, comme la législation hollandaise, la nouvelle législation belge est issue de la découverte des prolongements septentrionaux du grand bassin houiller franco-allemand-belge.

A la suite des recherches heureuses des sondeurs allemands au nord du bassin westphalien, en 1873 une société hollandaise faisait un sondage dans le Limbourg hollandais et y découvrait la houille ; dès 1876, M. Guillaume Lambert, ingénieur des mines et professeur à l'Université de Louvain, signalait que l'on pourrait trouver le prolongement occidental de ces couches hollandaises, au nord de l'ancien bassin belge, mais ce n'est qu'en 1900 qu'il se forma, sous la direction d'André Dumont, successeur de M. Lambert à l'Université de Louvain, une société dite « de recherches et d'exploitation dans le Limbourg » pour entreprendre des sondages dans

la région de la Campine. Ces recherches furent couronnées de succès : on recoupa le charbon en couches suffisamment puissantes pour permettre l'exploitation, dès 500 mètres de profondeur. Cette découverte fut le signal pour l'éclosion de nombreuses sociétés de recherches et de sondages qui couvrirent bientôt tout le pays. Ainsi, en mars 1902, il y avait déjà treize sondages et ceux-ci avaient fait l'objet de demandes en concession de la part de cinq sociétés différentes. Ces sondages ne couvraient encore qu'un carré de 10 kilomètres de côté environ, mais ils confirmaient singulièrement les hypothèses émises par les géologues : ils permettaient donc de prévoir une extension considérable du gisement vers l'est, et l'existence d'un bassin presque aussi important que celui qui faisait alors la puissance industrielle de la Belgique.

Or la loi française de 1810, à part de légères modifications introduites par une loi de 1837, régissait toujours en Belgique la propriété des mines. Cette question de la propriété des mines, qui n'avait plus qu'un intérêt théorique, redevenait d'une palpitante actualité ; aussi beaucoup de gens, et parmi les parlementaires et parmi les industriels, les techniciens ou les fonctionnaires, se demandèrent immédiatement si pour un bassin nouveau il ne convenait point de créer des lois nouvelles.

M. Hanrez, sénateur, qui, effrayé par la hausse du

charbon en 1900, avait déjà en 1901 déposé une proposition de loi portant des modifications à la loi de 1810, déposait sur le bureau du Sénat, le 11 mars 1902, une seconde proposition réservant à l'Etat des zones dans le nouveau bassin houiller. En même temps, une campagne de presse et de brochures s'engageait, soutenue notamment par M. Harzé, ancien directeur des mines, en faveur de l'intervention de l'Etat, et par M. Trassenster, ingénieur honoraire des mines, en faveur de l'industrie privée.

Le Sénat renvoya la proposition de M. Hanrez à ses Commissions réunies de la Justice et de l'Industrie et du Travail, qui se livrèrent à une assez minutieuse étude de droit comparé. Pendant ce temps MM. Denis et Vandervelde déposaient en avril à la Chambre des représentants une proposition de loi sur le même sujet, et des sénateurs, M. Finet, M. Wiener, déposaient encore d'autres propositions de détail. Sur la promesse faite par le ministre du Travail que le Gouvernement préparerait un projet de loi revisant la loi de 1810, la Commission sénatoriale décida de surseoir à l'examen des propositions de M. Hanrez jusqu'au dépôt du projet gouvernemental.

La proposition de M. Hanrez vint néanmoins en discussion au Sénat en janvier 1903. Pendant la discussion une nouvelle proposition de loi fut déposée sur le bureau du Sénat par M. Hanrez et plusieurs

de ses collègues concernant spécialement la forme des actions des sociétés charbonnières. Le débat se termina par l'adoption des conclusions de la Commission tendant à l'ajournement.

Ici se clôt la première phase des travaux parlementaires qu'entraîna la découverte du bassin de la Campine.

Le Gouvernement tint parole ; le 7 février 1905, il déposait un projet de loi « modifiant et complétant les lois du 21 avril 1810 et du 2 mai 1837 sur les mines ». Mais soit que le Gouvernement craignît l'animosité du Sénat (1), soit pour toute autre raison, ce projet fut déposé à la Chambre des Représentants et non pas au Sénat. Une Commission spéciale l'étudia en même temps que l'ancienne proposition de 1902 de MM. Denis et Vandervelde ; M. Versteylen fit le rapport et la question vint enfin en discussion à la Chambre en mars 1906.

On n'était plus, au point de vue technique, dans les conditions où l'on se trouvait en 1902. On n'en était plus à la découverte d'un lambeau houiller, vérification intéressante et pleine de promesses d'une hypothèse scientifique ; 1.300 kilomètres carrés de houiller productif étaient maintenant reconnus effectivement par plus de soixante sondages, et il était de plus en plus légitime de supposer que le bassin

1. La majorité du Sénat était, paraît-il, favorable à l'intervention de l'Etat sur une grande échelle dans le bassin de la Campine.

s'étendait indéfiniment au nord jusqu'à la mer. C'était donc une richesse colossale dont le Parlement allait avoir à disposer en pleine liberté et en toute autorité. La livrerait-il aux convoitises des particuliers ? Ou essaierait-il d'en faire profiter directement la collectivité nationale ? C'est sous cette forme que la question se posa.

La discussion à la Chambre fut longue et pénible. On ne put aboutir avant la fin de la session et la période qui précéda les élections complémentaires trouva le Gouvernement, sans contrôle parlementaire effectif, en face des richesses de la Campine encore vierges et de la loi de 1810 inviolée.

. C'est ici que commence la troisième phase, phase non plus de travaux parlementaires, mais de coups de force gouvernementaux. Le Gouvernement qui avait des raisons de croire que le Sénat était acquis à une très sérieuse intervention de l'Etat dans l'exploitation du nouveau bassin, le Gouvernement qui savait que la Chambre des Représentants considérerait comme un minimum les modifications apportées à l'ancien régime par le projet de loi qu'il avait lui-même déposé, concéda 27.850 hectares (1), sous

---

1. Deux des concessions ainsi données, la concession Beringen-Coursel, la plus grande qui ait été accordée et la concession de Sainte-Barbe, couvrent à elles deux 7.120 hectares : elles ont été données à des sociétés presque exclusivement formées par des compagnies françaises (Anzin, Béthune, Micheville...). Le Gouvernement belge ne s'est donc nulle-

l'empire des seules lois de 1810 et de 1837. Pour donner une idée de la joie qui s'empara alors des défenseurs des compagnies, il faut citer les paroles enflammées par lesquelles M. Delecroix, directeur de la *Revue de législation des Mines*, célèbre la délivrance de la première concession :

« Nous saluons avec une joie profonde l'acte du Gouvernement qui vient d'instituer la première concession de mines de houille du Limbourg, en faveur d'André Dumont.

« La Belgique peut être fière de cette superbe déclaration de principes et de cette soumission aux lois du pays, au moment où les meilleurs esprits paraissaient entraînés vers des innovations, des critiques, des projets de réforme qui semblaient s'élever de tous côtés comme une clameur immense.

« La loi du 21 avril 1810 reste debout, comme un édifice superbe en sa grandeur et en sa majesté (1). »

C'était le triomphe de l'économie libérale. Néanmoins, la reprise de la discussion du projet de loi gouvernemental eut lieu à la Chambre ; le projet y fut voté en avril 1907, mais avec des modifications importantes au sujet de ce que devaient contenir les futurs cahiers des charges. Ces modifications étaient de telle nature qu'elles amenèrent le roi à retirer le

---

ment servi en cette occasion des pleins pouvoirs que lui conférerait la loi de 1810 pour faire œuvre de protection nationale.

1. *Rev. de Législation des Mines*, juillet-août 1906, p. 194.

projet au lieu de le soumettre aux délibérations du Sénat. Telle est aujourd'hui la situation.

Pas plus en matière de mines qu'en autre chose les Belges n'ont eu de conception originale. Comme la plupart des petits pays, la Belgique suit les impulsions des grands pays qui l'entourent : ce sont tantôt les idées françaises, tantôt les idées anglaises, tantôt les idées prussiennes qui dominent et qui l'entraînent, mais jamais les idées belges. Cependant, si la Belgique est pauvre en créations originales, elle excelle à faire passer dans la pratique les idées conçues ailleurs. Elle traduit en lois et en règlements ce qui s'est révélé comme nécessité par l'évolution dans les pays à vie plus puissante. En ce qui concerne la Belgique, nous ne ferons donc pas porter notre étude, comme nous l'avons fait pour l'Allemagne, sur l'évolution économique qui a amené la récente activité parlementaire, mais nous étudierons dans leurs diverses modalités les multiples projets et combinaisons que la découverte du bassin de la Campine fit naître.

Les projets de modifications au régime de la propriété des mines se divisent en deux catégories : ceux qui visent toutes les concessions, soit anciennes, soit nouvelles ; ceux qui visent seulement les concessions non encore accordées. Nous étudierons d'abord les premiers.

*Régime des Anciennes Concessions  
et Modifications Proposées.*

La Belgique est encore pour les grandes lignes de son régime minier sous l'empire de la loi française de 1810. Des modifications à la loi de 1810 n'y furent apportées qu'une seule fois : ce fut par la loi du 2 mai 1837. Ces modifications étaient au nombre de deux : 1° La loi stipulait qu'un droit de préférence serait accordé au propriétaire ou à l'association de propriétaires de la surface pour l'octroi de la concession ; 2° le Gouvernement ne devait pouvoir accorder une concession qu'après avis conforme du Conseil des mines.

La première de ces modifications semble changer toute l'économie du régime de 1810 et établir une législation bien plus proche de la législation anglaise que de la législation napoléonienne, mais ce n'est qu'une apparence par suite des restrictions qu'apporte la loi de 1837 à son principe immédiatement après l'avoir posé. Le gouvernement peut en effet s'écarter de cette règle lorsque le propriétaire de la surface se trouve en concurrence avec l'inventeur ou un demandeur en extension ; or cette hypothèse sera presque toujours réalisée. De plus, si aucun inventeur ou demandeur en extension ne réclame la concession, le gouvernement n'est pas encore obligé

d'accorder la concession au propriétaire de la surface car l'article 2 porte que le propriétaire de la surface ne pourra obtenir la préférence que « s'il justifie des facultés nécessaires pour entreprendre et conduire les travaux de la manière prescrite par la loi ». C'est la porte ouverte à l'arbitraire.

Le Conseil des mines institué par cette même loi pour remplir les fonctions attribuées au Conseil d'Etat par la loi de 1810, est composé de cinq fonctionnaires nommés par arrêté du roi, et révocables par simple arrêté royal, « comme un employé de ministère », selon l'expression de M. Versteyleu, rapporteur de la Commission de la Chambre. L'indépendance d'un tel corps est donc loin d'être suffisamment garantie pour rassurer pleinement les demandeurs de concessions. De plus, si le gouvernement ne peut concéder contrairement à l'avis du Conseil des mines, il peut, malgré l'avis de celui-ci, se refuser à concéder. La force d'inertie qu'il peut ainsi opposer, le cas échéant, est amplement suffisante pour lui permettre d'imposer les concessionnaires qui lui sont agréables.

On voit donc que si la loi de 1837 est pleine de bonnes intentions, ces intentions sont restées à l'état de simples vœux, que les gouvernements successifs peuvent à volonté suivre ou ne pas suivre. La loi de 1837 n'a pas établi un régime libéral en Belgique ; la Belgique est restée en fait soumise au principe de

1810, le principe de l'arbitraire gouvernemental.

La seconde idée fondamentale de la loi de 1810 était restée aussi debout. Le concessionnaire avait la propriété perpétuelle et complète de la mine. Il pouvait en jouir et en disposer librement à condition de ne pas compromettre « la sûreté publique » et de ne pas détruire la mine telle qu'elle avait été créée par l'acte même de concession, c'est-à-dire en la partageant.

On avait essayé cependant de porter atteinte à ce principe, peu après la loi de 1837, non cette fois par voie législative, mais par voie administrative. Le gouvernement voulait pouvoir imposer la déchéance aux compagnies qui ne satisferaient pas aux conditions du cahier des charges. Le Conseil des mines consulté avait proclamé la légitimité de cette déchéance par deux fois, par un avis du 12 janvier 1838 pour les concessions où la clause de la déchéance avait été insérée dans le cahier des charges, par un avis du 2 octobre 1840 pour toutes les concessions, même si la déchéance n'était pas la sanction stipulée dans le cahier des charges.

Ces avis se fondaient sur ce que la concession est un acte translatif de propriété, et que, comme tout acte de cette nature, il est soumis à la condition résolutoire dans le cas où l'une des parties n'exécute pas une des clauses du contrat ; les conditions stipulées au cahier des charges constituaient des clauses

du contrat, leur inobservation devait entraîner la résolution de celui-ci, c'est-à-dire la déchéance. Comme pour les résolutions de contrats ordinaires, ajoutait le Conseil des mines, ce sont les tribunaux judiciaires qui sont compétents.

Cette opinion ne fut pas acceptée par la jurisprudence civile car, d'après elle (arrêt de la Cour de Liège, 13 août 1864), l'acte de concession n'est pas un acte translatif mais un acte créateur de propriété. Le Conseil des mines revenait, d'ailleurs, sur sa première jurisprudence, par un avis du 4 septembre 1885, qui déclarait illégales les conditions de déchéance insérées dans les cahiers des charges.

Telle était la situation lorsque en 1900 et 1901 il se produisit une élévation considérable du prix du charbon. Cette hausse fut générale : elle se produisit en Angleterre, en Allemagne et en France, aussi bien qu'en Belgique, mais c'est en Belgique qu'elle fut la plus forte. D'après un tableau établi par M. Trasenster, député favorable aux Compagnies, l'écart des prix limites (écart entre le prix minimum atteint selon les pays en 1895 ou 1896 et le prix maximum atteint en 1900 ou 1901) fut de 38 o/o pour la Prusse, 76 o/o pour le Pas-de-Calais, 84 o/o pour l'Angleterre et la Belgique. Le prix de la tonne de charbon était monté d'un seul coup de 12 fr. 38 en 1899 à 17 fr. 36 en 1900 dans le pays de Liège et

de 13 fr. 01 à 18 fr. 15 dans le pays de Mons. Cette hausse avait nui naturellement beaucoup aux industriels, et en particulier à l'Etat belge qui consommait alors 1.800.000 tonnes de charbon pour ses chemins de fer, et qui vit de ce chef ses dépenses augmenter en une seule année de 10 millions.

C'est pour éviter le retour de pareils faits que M. Hanrez, sénateur et industriel, déposa sa première proposition de loi, le 24 décembre 1901. Les premiers articles de cette proposition ne visent que les futures concessions, les derniers articles s'appliquent aussi aux mines déjà existantes.

On peut dire que la proposition de M. Hanrez restreignait le droit de propriété des mines sous ses trois formes, le *jus utendi*, le *jus fruendi* et le *jus abutendi*.

La proposition Hanrez restreignait pour le concessionnaire le droit d'user de la mine en stipulant (art. 7) que : « La déchéance de la concession sera aussi encourue lorsque... ou lorsque après trois mises en demeure successives, le propriétaire ou le concessionnaire de la mine restera en défaut de se conformer aux conditions d'exploitation prescrites par le Gouvernement dans l'acte de concession *ou postérieurement*, soit que ces conditions aient été imposées pour assurer la sécurité des travailleurs ou la salubrité des travaux, soit qu'elles aient pour but de régler la production dans l'intérêt du consommateur

et dans l'utilisation ultérieure des gisements miniers.»

La proposition Hanrez restreignait le droit de jouir de la mine, en stipulant (art. 6) que : « Les concessionnaires ou propriétaires de mines qui, par réunion ou coalition tendant à ne pas vendre les produits de leur exploitation, ou à ne les vendre qu'à un certain prix, ou qui, par des manœuvres quelconques, auront directement ou indirectement, par eux-mêmes ou par intermédiaires, amené la hausse du prix desdits produits au-dessus de ceux qu'aurait déterminé la concurrence naturelle et libre du commerce, encourront une amende équivalente à la moitié de la valeur totale de leur production pendant les douze mois qui précèdent la constatation de la contravention au présent article... En cas de récidive le tribunal pourra de plus prononcer la révocation de l'acte de concession. »

Enfin la proposition Hanrez restreignait le droit de disposer de la mine par son article 5 : « Les mines, soit que la propriété en ait été concédée en vertu de l'article 7 de la loi du 21 avril 1810, soit que la concession ait eu lieu conformément à l'article 1<sup>er</sup> de la présente loi, ne peut être cédée ni être réunie soit à d'autres mines, soit à d'autres industries ou commerces, sans l'autorisation du gouvernement. »

Or, M. Hanrez n'est pas socialiste ; M. Hanrez est un « anticollectiviste décidé », a-t-il dit lui-même à

la tribune du Sénat. Il n'est donc pas de ceux qui considèrent l'expropriation « comme une condition nécessaire du progrès » (Engels) ; comment se fait-il alors qu'il propose de soumettre à une véritable expropriation partielle cette propriété minière que la loi a pris soin de déclarer expressément « perpétuelle, disponible et transmissible comme tous autres biens, et dont on ne peut être exproprié » (Art. 7 de la loi de 1810).

Deux ordres de considérations sont invoqués par M. Hanrez pour justifier sa proposition : ou bien il ne fait que rétablir, selon lui, les intentions méconues du législateur de 1810 ; ou bien il n'exerce que le pouvoir de police générale que possède l'Etat.

On pourrait en effet prétendre que l'article 7 de la proposition de M. Hanrez n'est qu'une interprétation de la loi de 1810 identique à celle donnée par le Conseil des mines dans sa première jurisprudence, si la déchéance ne devait s'appliquer, comme c'était le cas pour les espèces soumises au Conseil des Mines, que pour inobservation par le concessionnaire de clauses insérées au cahier des charges. Mais la déchéance telle que la propose M. Hanrez, ne s'applique pas seulement pour inobservation des clauses du cahier des charges ; elle s'applique aussi lorsque le concessionnaire ne se conforme pas aux conditions d'exploitation prescrites par le gouvernement *postérieurement* à l'acte de concession. On ne

peut plus alors soutenir que la déchéance n'est que la condition résolutoire inhérente à tout contrat.

Quant à la disposition visant les cartells (1) on ne pourrait la considérer comme une mesure de police qu'à une condition, à la condition que cette mesure s'appliquerait à toutes les industries. Le caractère essentiel d'une mesure de police est de s'appliquer également à tous. La propriété des mines, telle qu'elle est instituée par la loi de 1810, est la propriété de droit commun, le propriétaire d'une mine est propriétaire de sa mine comme le propriétaire d'une usine ou d'un champ est propriétaire de son usine ou de son champ ; on ne saurait donc à l'occasion d'un même fait condamner l'un et non les autres ; si la coalition est punie pour le propriétaire des mines elle doit l'être de la même façon pour le métallurgiste ou pour l'agriculteur (2).

---

1. Il faut remarquer que les cartells belges sont beaucoup moins forts que les cartells prussiens. Seul le bassin de Liège présente une véritable organisation syndicale.

2. Il est vrai que l'article 6 de la proposition de M. Hanrez n'est guère dans son exposé du délit que la répétition de l'article 419 du Code pénal, mais la pénalité proposée est tellement plus élevée qu'on peut dire à juste titre qu'elle modifie la nature du délit : au lieu d'une amende de 10.000 francs, voire même 20.000 francs, comme c'est le cas pour l'accaparement des denrées, on établit une amende dont le montant se chiffrera par millions ou dizaines de millions. Cet article 6 crée donc bien un véritable régime d'exception.

M. Hanrez prétend pour légitimer la différence de traitement qu'il propose que le propriétaire d'une mine jouit d'un monopole. Sans discuter cette assertion en soi, nous ferons remarquer que ce pourrait être un argument en faveur de l'institution d'un régime spécial pour les mines, régime qui ne serait pas celui de la pleine propriété, mais du moment qu'on a donné à la mine le régime de la pleine propriété on doit, sous peine de faire de l'expropriation, lui en assurer tous les avantages.

Enfin, même lorsqu'il retire au concessionnaire le droit de vendre sa mine. M. Hanrez invoque le droit de police de l'Etat : « Nous ne ferons ainsi que rétablir une règle qui constitue en quelque sorte une mesure de police (1). » On trouvera évidemment que c'est tout de même élargir un peu trop la notion de police que d'enlever à la propriété un de ses éléments essentiels.

La proposition de loi de M. Hanrez est donc indiscutablement une proposition d'expropriation, d'expropriation sans indemnité, appliquée à une catégorie spéciale de propriétaires. Et pourtant, la déclaration des Droits de l'Homme qui vraisemblablement constitue le *credo* du libéral M. Hanrez, déclare la propriété, un droit inviolable et sacré dont on ne peut être privé sans une juste et préalable indemnité.

---

1. Développements de la première proposition de loi de M. Hanrez (Documents annexés au rapport de M. Dupont, p. 7).

Mais qu'importe la Déclaration des Droits de l'Homme, qu'importe cette inviolabilité de la propriété individuelle au nom de laquelle on anathématise ceux qui ne possèdent pas, du moment que le « pain noir » est cher, du moment que les propriétaires de mines font des bénéfices par trop considérables sur le dos des métallurgistes et des possesseurs de machines à vapeur ! M. Hanrez, industriel, M. Hanrez, représentant de la bourgeoisie industrielle (1), n'hésitera pas à réclamer des mesures d'expropriation contre les propriétaires de mines.

C'est une forme de la vieille lutte entre les propriétaires fonciers et les capitalistes industriels. Les propriétaires de mines sont en partie des propriétaires fonciers, aussi est-il naturel de voir réclamer contre eux, sous une forme adoucie, il est vrai, les mesures que certains individualistes fervents comme Henry George réclamaient contre tous les possesseurs de terre. La raison donnée par Henry George était d'ailleurs la même que celle donnée par M. Hanrez : le propriétaire foncier jouit d'un monopole, et comme tout monopole entrave le libre développement du capitalisme, supprimons le monopole foncier par tous les moyens, même par l'expropriation.

---

1. En 1900, M. Hanrez avait présenté au Sénat une pétition de 400 industriels belges contre la hausse du charbon.

*Les Propositions de Loi  
concernant les Nouvelles Concessions.*

Nous arrivons maintenant aux propositions qui ne visent que les concessions futures. Nous rangerons ces propositions en deux catégories, non point que les mesures proposées s'opposent, elles sont même la plupart du temps identiques, mais parce que c'est un esprit différent qui les inspire. Les unes se préoccupent surtout d'éviter les excès des Compagnies minières ; les autres ont plus spécialement pour but d'introduire de nouvelles formes de contrat de travail dans le système d'exploitation qui sera appliqué en Campine. Toutes ces propositions ont d'ailleurs ceci de commun qu'elles font appel à l'Etat, chacune pour réaliser leur but particulier. Les premières se groupent autour des propositions de M. Hanrez ; les secondes autour de la proposition de MM. Denis et Vandervelde, faite au nom du Parti Ouvrier belge.

M. Hanrez, au Sénat, M. Harzé, dans la presse, proposaient d'une part de réserver à l'Etat une partie du nouveau bassin minier, d'autre part, de n'accorder que des concessions temporaires.

La délimitation des zones que M. Hanrez et M. Harzé demandaient que l'on réservât, était établie d'après deux principes différents. M. Harzé, bien

que partisan d'une restriction à l'omnipotence des compagnies houillères, n'est point en principe un admirateur et un partisan de l'intervention de l'Etat (1). Mais, en l'espèce, il estime que l'Etat doit intervenir en tant que propriétaire foncier. L'Etat belge possède de grands domaines dans toute la région du nouveau bassin : il possède le camp de Beverloo, le domaine de Merplax, celui de Braaschaet, le lit de l'Escaut et celui de plusieurs canaux. En se réservant l'exploitation du charbon sous ses propriétés, l'Etat ne ferait qu'appliquer la loi de 1837 qui a reconnu un privilège au propriétaire de la surface pour l'obtention de la concession. Ce privilège peut être, il est vrai, supprimé par la concurrence de l'inventeur, mais il n'y a encore aucun sondage sur ces terrains de l'Etat. Et avec le souci de bien appliquer la loi de 1837 dans son esprit, M. Harzé ne comprend pas dans les zones qu'il demande à l'Etat de conserver le sous-sol du domaine de Rekheim qui lui « paraît malheureusement trop peu important pour justifier une réserve ». En revanche, il demande à ce que le sous-sol réservé ne suive pas

---

1. M. Harzé avait écrit en 1894 une brochure sur l'industrie houillère en Belgique où il se prononçait nettement contre toute exploitation d'Etat. « En ce qui concerne l'exploitation, y était-il dit, on ne peut se dissimuler que, soustraite à l'aiguillon de l'intérêt privé, elle serait ruineuse pour le Trésor public. »

servilement les limites du domaine public superficiel de façon à ce que l'étendue et la configuration de la réserve permettent une exploitation rationnelle et économique, ce qui est bien aussi, dans l'esprit de la loi de 1837.

Cependant M. Harzé ne se tint pas étroitement dans ce système d'application au profit de l'Etat de la loi de 1837. Il proposa d'ajouter aux régions que nous venons de citer la zone de servitudes militaires d'Anvers et la zone des polders qui bordent l'Escaut. Il justifie l'intervention de l'Etat dans ce cas encore par des raisons d'espèces, et non point en résolvant la question de principe de savoir si l'Etat doit posséder ou non des charbonnages. Les terrains des polders sont très bas, en certains points ils doivent être défendus par des digues ; l'affaissement produit par le déhouillement pourrait avoir de terribles conséquences ; seul, l'Etat peut prendre les garanties nécessaires dans l'exploitation pour éviter ces dangers. De même pour la zone de servitudes militaires, « l'Etat, propriétaire des gisements houillers, sera mieux en situation pour concilier les intérêts en présence ». Pour cette seconde zone de réserves, M. Harzé ne présente la propriété de l'Etat que comme une conséquence de son droit de veiller à la sécurité de la surface ; de même que l'Etat se réserve le monopole de la fabrication des produits sur lesquels l'impôt serait trop difficile à percevoir, de même, il peut se réserver

l'exploitation des régions particulièrement difficiles où seule sa propre exploitation permet un contrôle efficace des garanties de sécurité.

Ainsi donc rien de révolutionnaire, rien même à proprement parler d'interventionniste dans les propositions de réserves faites par M. Harzé, qu'elles visent le domaine public, ou qu'elles visent les environs d'Anvers et les polders.

Ce système de M. Harzé était très séduisant et il aurait sans doute rallié tous les partisans de réserves puisqu'il n'introduisait aucun principe nouveau, qu'il n'établissait des faits nouveaux que par une application conservatrice de principes anciens, si malheureusement les domaines de l'Etat ne s'étaient trouvés dans les régions les moins favorables du bassin pour l'exploitation. Les plus sérieuses difficultés, en effet, que présentera l'exploitation du bassin de la Campine, viendront de la grande profondeur à laquelle se trouve le terrain houiller ; or, les terrains domaniaux, à part celui de Reckeim, que nous avons vu être abandonné par M. Harzé, sont aux endroits où de tout le bassin reconnu, la houille est à la plus grande profondeur. Les couches de la Campine sont inclinées sud-nord et est-ouest, et c'est précisément aux extrémités nord et ouest du bassin que se trouvent les réserves de M. Harzé. Ainsi, l'Escaut, Braaschaet, Merplax, Anvers sont tout à fait à l'ouest, dans une région où les couches sont rares, et à une

profondeur qui n'est pas loin d'atteindre 1.000 mètres ; encore est-il que dans la plupart de ces pays l'existence de la houille n'est que fort problématique, comme M. Harzé le déclare lui-même. Quant au domaine de Beverloo, la houille y existe sûrement ; mais si l'on prend par exemple le sondage 19 qui se trouve à 3 kilomètres sud-est de la pointe la plus sud-est de ce domaine, c'est-à-dire dans les conditions les plus favorables, on constate que ce sondage n'a recoupé le charbon qu'à 650 mètres de profondeur, alors qu'ailleurs les premières couches se trouvent entre 400 et 500 mètres.

Aussi comprend-on que les zones proposées par M. Harzé n'aient point satisfait ceux qui voyaient dans les réserves un moyen pour faire de l'Etat le régulateur des prix du charbon.

Le projet de réserves de M. Hanrez donnait, au contraire, à l'Etat un domaine minier très sérieux.

Il faut remarquer d'abord que ce projet, lui aussi, n'apportait pas en droit des modifications très importantes au régime de 1810-1837. Sous ce régime, en effet, l'Etat a le droit d'accorder la concession à qui bon lui semble, donc l'Etat en se réservant tout ou partie d'un nouveau bassin ne fait qu'appliquer la loi de 1810. La loi Hanrez dans le régime français n'aurait pas été nécessaire ; un simple décret aurait suffi. En Belgique, une loi était nécessaire pour parer au cas où le Conseil des mines aurait refusé de donner

son assentiment au choix de l'Etat comme concessionnaire. Mais la loi de 1810 n'était en rien modifiée pour ce qui concerne les droits du concessionnaire et des tiers : l'Etat était le concessionnaire de droit commun, l'article 2 de la proposition le spécifiait expressément en déclarant que les inventeurs seraient indemnisés et les droits des propriétaires de la surface seraient réglés conformément au droit existant.

Au point de vue économique, au contraire, l'adoption de la proposition de M. Hanrez pouvait avoir des conséquences considérables. Les zones que M. Hanrez réservait à l'Etat étaient au nombre de deux : l'une était constituée par le sous-sol du domaine de Merplax et par toute la partie du bassin qui s'étend depuis 10 kilomètres à l'est d'Anvers jusqu'à la mer ; nous avons déjà dit que toute cette région avait un sous-sol fort mal connu, à couches de houilles souvent problématiques, en tout cas rares et très profondes ; c'était la réserve pour l'an deux mille.

La seconde zone réservée était dirigée nord-nord-est, sud-sud-ouest, en passant à Hasselt par sa limite est : cette zone était la zone importante, la zone immédiatement productive. Elle avait 25 kilomètres de largeur et s'étendait indéfiniment en longueur. M. Hanrez l'avait choisie très judicieusement : son axe étant normal à la direction générale des couches, elle avait l'avantage de couper toutes les

couches à toutes les profondeurs. On pouvait ainsi espérer obtenir des charbons à teneur en matières volatiles très différentes depuis la teneur de 14 o/o au sud, jusqu'à celle de 42 o/o au nord (1) ; l'Etat pourrait donc influencer le cours de tous les charbons depuis le charbon presque anthraciteux jusqu'à la houille à gaz.

En second lieu, cette zone était au centre à peu près du bassin ; elle n'était donc pas dans la région où la houille est la moins profonde (la profondeur moyenne de la première couche de houille dans cette contrée est d'environ 600 mètres au lieu de 500 mètres dans la région est), mais elle avait sur cette dernière plusieurs avantages. On y avait fait beaucoup moins de sondages, et surtout ce n'était pas là que s'étaient portées les premières recherches. L'Etat évitait ainsi d'avoir à indemniser trop de sondeurs, et le Gouvernement, d'autre part, n'était pas obligé de refuser des concessions à des hommes comme André Dumont qui avaient été les véritables pères spirituels du bassin. En troisième lieu, la zone considérée englobait le domaine de Beverloo, ce qui faisait à peu près 70 kilomètres carrés pour lesquels l'Etat n'aurait point à payer de redevances tréfoncières et pour lesquels il n'avait point à craindre

---

1. Le bassin de la Campine, contrairement au cas général, présente la particularité d'avoir du charbon dont la teneur en matières volatiles croît avec la profondeur.

les difficultés de toutes sortes qui surgissent d'ordinaire entre le propriétaire du sol et celui du sous-sol.

Au point de vue quantitatif, le bassin tout entier ayant dans ses parties reconnues (les parties non encore reconnues étaient comprises dans la deuxième zone que le projet Hanrez réservait à l'Etat, dans la zone située à l'est d'Anvers) 80 kilomètres environ de longueur, la zone réservée en constituait près du tiers, ce qui était suffisant pour permettre à l'Etat, s'il le voulait, de jouer un rôle important sur le marché charbonnier, mais ce qui n'était pas suffisant pourtant pour que l'Etat semblât vouloir créer un nouveau monopole fiscal.

Nous avons dit que l'établissement de réserves ne constituait point à proprement parler une innovation juridique ; au contraire, la seconde mesure proposée par M. Hanrez et soutenue par M. Harzé a, au point de vue du droit, une importance capitale. Cette seconde mesure consiste à substituer au régime des concessions perpétuelles un régime de concessions temporaires, concessions de quarante ans d'après M. Hanrez, de soixante-dix ou quatre-vingts ans d'après M. Harzé (1). Ceci est une véritable révolution juridique.

---

1. M. Harzé proposait quatre-vingts ans comme durée de concessions au lieu de quarante ans en raison de la grande profondeur des couches dans la Campine.

C'est une révolution au point de vue des effets juridiques que produit l'acte de concession puisque le concessionnaire n'ayant plus la propriété mais seulement la possession, ne pourra plus user de sa chose comme il l'entendra ; il se verra à chaque instant soumis au contrôle du véritable propriétaire, l'Etat, qui agira là non en vertu de son droit de police pour veiller à la sécurité, mais en vertu du droit beaucoup plus étendu qu'a tout propriétaire de veiller à la conservation de sa chose. La jouissance de la mine ne sera pas plus gratuite que libre puisqu'elle ne sera en somme que le résultat d'un contrat de louage ; l'Etat ne percevra plus seulement des impôts calculés comme dans le cas général, « en raison des facultés » du contribuable, mais il aura droit à une redevance particulière, représentant la rente du sous-sol.

C'est une révolution au point de vue de la nature du droit du concessionnaire, car c'est ne plus assimiler la houille aux fruits agricoles, ce qui fut une des idées fondamentales du législateur de 1810, mais la considérer comme une source d'énergie naturelle à laquelle la collectivité nationale tout entière a droit comme elle a droit à l'énergie du vent, comme elle aurait droit à l'énergie solaire ou à l'énergie marine le jour où on pourrait les capter. Le concessionnaire est chargé moyennant récompense de faire les travaux de captage, mais il n'a aucun droit privé sur la chose.

M. Hanrez et M. Harzé ne se sont point préoccupés de justifier les innovations qu'ils proposaient au point de vue théorique (1) ; ils se sont, au contraire, attachés, et M. Denis à leur suite dans sa critique du projet gouvernemental, à discuter les faits qu'on pouvait leur opposer au point de vue de la bonne marche d'une exploitation qui ne serait pas basée sur la propriété individuelle pleine et entière (2).

M. Denis réfuta les exemples historiques que

---

1. M. Hanrez se contente de dire dans son exposé des motifs : « Est-il (le concessionnaire de la mine), au contraire, le simple concessionnaire d'un droit régalien, d'un droit de l'Etat, qu'il reçoit la mission d'exploiter dans l'intérêt général, mais moyennant certains avantages particuliers qui doivent le rémunérer de son travail ? Cette dernière façon d'envisager la question est celle qui *paraît* le mieux en harmonie avec la nature des choses, avec les principes généraux du droit et avec l'utilité sociale. »

2. On sait que c'était à ce sujet qu'avaient argumenté les législateurs de 1810 pour réfuter la loi de 1791 qui précisément instituait la concession temporaire. Regnaud de Saint-Jean d'Angély disait dans l'exposé des motifs de la loi de 1810 : « Pour que les mines soient bien exploitées, pour qu'elles soient l'objet des soins assidus de celui qui les occupe, pour qu'il multiplie les moyens d'extraction, pour qu'il ne sacrifie pas l'espoir de l'avenir, l'avantage de la société à ses spéculations personnelles, il faut que les mines cessent d'être des propriétés précaires, incertaines... » Stanislas de Girardin, dans son rapport, affirmait de même : « Le caractère de propriété aura l'avantage inappréciable de donner aux exploitants cet esprit de prévoyance, de conservation et de perfectionnement qui semble appartenir exclusivement au propriétaire. »

l'on pouvait apporter, l'expérience de la période française 1791-1810, et celle des exploitations anglaises ; M. Harzé indiqua les mesures propres à empêcher le gaspillage par des concessionnaires temporaires trop pressés de jouir.

Si la loi de 1791, dit M. Denis, a produit de mauvais résultats, ce n'est point à cause du système de concessions temporaires, mais bien au contraire à cause de la propriété perpétuelle. La loi de 1791 ne concédait en effet que la partie du gîte, qui était à plus de 40 mètres de profondeur ; tout ce qui était au-dessus restait à la disposition du propriétaire de la surface. Or ce sont sur ces parties supérieures du gîte, propriété perpétuelle, que ce sont produits des gaspillages, et nullement sur les parties plus profondes soumises, elles, à la concession temporaire. M. Denis cite en faveur de sa thèse l'opinion de Stanislas de Girardin qui dans son rapport s'exprime ainsi : « Elle (la loi de 1791) introduisit un abus dont les conséquences furent extrêmement fâcheuses. C'était celui de ne permettre l'exploitation qu'à 40 mètres au-dessous de la superficie. Elle laissait ainsi au propriétaire du dessus la faculté de creuser jusqu'à cette profondeur pour extraire du minéral et de la houille. Cette faculté a multiplié les exploitations irrégulières qui sont nuisibles à ceux qui les entreprennent et funestes à l'intérêt public, rendent impossibles les travaux

réguliers, compromettent ceux qui seraient commencés et fixent à jamais, dans le sein de la terre, des richesses à l'extraction desquelles elles mettent d'insurmontables obstacles ». Cette opinion de Stanislas de Girardin se trouve confirmée d'après M. Denis, par ce fait que lorsque le ministre Chaptal voulut en 1801 arrêter le gaspillage, il ne trouva rien de mieux à faire que de restreindre, même au prix d'une flagrante illégalité, cette propriété superficielle en déclarant qu'elle ne s'appliquerait pas aux substances concessibles. C'était donc bien la propriété perpétuelle des parties supérieures de gîte et non la concession temporaire des parties profondes qui, de l'opinion des gens du temps, était la cause de tous les méfaits.

Malgré l'autorité des textes cités par M. Denis, une question historique aussi grave que celle qu'il soulève ne pourrait être résolue que par une étude directe de l'exploitation des mines en France durant la période intermédiaire. On comprend que nous ne pouvons nous y livrer ici, mais il faut remarquer que la thèse de M. Denis est singulièrement corroborée par des faits plus récents qui se sont passés en Belgique même. On sait que la loi de 1810 divisait les minerais de fer en deux catégories : les uns étaient concessibles, les autres qui constituaient les minières restaient au propriétaire du sol. Cette distinction entre les minerais de fer était très confuse

et il y avait même contradiction à ce sujet entre les divers articles de la loi. En France on s'en tira par des jurisprudences successives et variées ; en Belgique on fit la loi de 1837 qui déclara qu'il ne serait plus concédé à l'avenir de mines de fer, mais qui n'indiquait pas ce que l'on ferait des gîtes qui viendraient à être découverts. Les propriétaires du sol s'en emparèrent ; l'administration ferma les yeux.

Or cette propriété des mines de fer, propriété absolue et perpétuelle cependant, amena là encore des gaspillages considérables. M. Descamps, dans un rapport à la Chambre le 10 mars 1874, dépeignait ainsi l'exploitation de ces mines : « Ils (les propriétaires) abandonnent les parties dures du gîte, n'abattant que les plus tendres ; quand une voie d'eau se présente, ils abandonnent une exploitation désormais trop onéreuse et la laissent envahir ; l'on perd ainsi les gîtes les plus riches qui, n'ayant jamais été ni connus ni exploités par des exploitants trop pressés de jouir, n'ont donné lieu qu'à un *véritable pillage*, funeste aux intérêts des maîtres de forge, à ceux des propriétaires et du pays. »

Tout cela ne constitue évidemment pas des preuves que le régime des concessions temporaires de 1791 aurait pu produire d'excellents résultats, mais il faut savoir gré à M. Denis d'avoir soulevé la question, car l'expérience de 1791 a été considérée trop souvent comme un moyen commode pour se dispenser

de discuter quant au fond la question des concessions temporaires.

Quant à l'exemple de l'Angleterre où les exploitants ne sont généralement que les locataires à temps des propriétaires de la surface, le gaspillage du charbon provient, d'après M. Denis, de ce que le propriétaire superficiaire ne prend pas les précautions nécessaires, précautions que l'Etat belge saura prendre et qui sont celles indiquées par M. Harzé. Les trois causes du gaspillage sont la faible durée des baux, durée qui varie de vingt à soixante ans, vingt et un ans en général dans le pays de Galles ; l'inexistence dans les baux de clauses visant la façon dont l'exploitation doit être conduite ; et enfin la reprise à fin de bail sans indemnité par le propriétaire de toutes les installations, le preneur ne pouvant enlever que ce qui est transportable.

Pour parer aux dangers qui résultent de la brièveté des baux, M. Harzé fixe une durée minima pour la concession temporaire de soixante ou soixante-dix ans ; de plus le concessionnaire pourra obtenir des prolongations de vingt ans chacune. De cette façon le concessionnaire sera toujours en droit d'espérer voir renouveler sa concession, il ne se risquera donc pas pour quelques avantages immédiats à rendre pour plus tard son gisement plus ou moins inexploitable.

Pour que les concessionnaires puissent établir les

installations qui leur seront utiles sans crainte de s'en voir dépouiller avant d'avoir eu le temps de les amortir, la proposition Hanrez décide en son article 4 que « le concessionnaire aura droit à une indemnité pour les installations et les travaux préparatoires faits en vue de l'exploitation ultérieure » ; mais inversement dans la crainte que le concessionnaire n'essaie de faire chanter le Gouvernement à la veille de l'expiration de sa concession en déséquipant ses puits, l'article 2 décide que les terrains acquis par le concessionnaire pour l'exploitation de la mine et le matériel d'exploitation « entrent dans le domaine public et ne peuvent être désaffectés ni aliénés sans l'autorisation du Gouvernement ».

L'Etat surveillera aussi la façon dont les travaux seront conduits, ce qui est le moyen direct d'éviter le gaspillage, mais c'est là ce qui est difficile et c'est à ce propos que M. Harzé a dû faire preuve d'ingéniosité. M. Harzé avait été particulièrement impressionné du fait qu'une concession de l'ancien bassin minier belge, la concession du Rieu du Cœur, avait été longtemps et était encore partiellement exploitée non par le concessionnaire mais par des entrepreneurs à forfait. Cette façon de procéder ne dut pas produire des résultats très brillants, surtout dans les derniers temps, si l'on en juge par une lettre qu'adressa M. François, le directeur du charbonnage, à M. Dupont, rapporteur du Sénat. Pendant un siècle

la concession n'avait été exploitée que par des « forfaiteurs », mais ensuite la société reprit en partie ses forfaits car « le forfaitier conduisait le plus possible ses exploitations dans le sens le plus avantageux pour lui et se souciait peu des charges qu'il laisserait à la société maîtresse après l'expiration de son contrat ». Actuellement la société n'a conservé le contrat à forfait que pour une seule partie de son gisement : le couchant du Flénu.

Néanmoins M. Harzé pense que l'Etat pourrait éviter tous les inconvénients susceptibles de se produire avec le régime des concessions temporaires par l'application judicieuse de deux clauses qui existent dans les contrats de forfait du Rieu du Cœur et d'une troisième clause qu'il propose d'ajouter. Ces clauses sont :

1° Le concessionnaire ne pourra abandonner aucune couche exploitable sans l'autorisation de l'Etat ;

2° Une couche est déclarée inexploitable lorsque la valeur du charbon n'atteint pas la dépense à faire pour son extraction ;

3° L'administration pourra diviser le gisement en zones par des plans horizontaux et n'autoriser le passage de l'un à l'autre qu'après épuisement suffisant de celle en exploitation.

1. — Le concessionnaire ne peut abandonner une couche sans l'autorisation du gouvernement, mais qu'est-ce qu'abandonner une couche ? Suffira-t-il au

concessionnaire d'envoyer de temps en temps, un ouvrier ou deux, abattre quelques tonnes de charbon pour que la couche ne puisse pas être dite abandonnée ? Dira-t-on qu'il faut que l'exploitation soit normale ? Mais il est impossible de déterminer sans faire preuve d'arbitraire, le nombre d'heures de travail qu'il faut dépenser dans une couche donnée pour l'exploiter normalement, car les ingénieurs peuvent toujours et souvent avec raison prétendre qu'il y a intérêt à n'exploiter certaines couches que très lentement.

2. — Une couche est déclarée inexploitable lorsque la valeur du charbon n'atteint pas les dépenses à faire pour son extraction. Or, la valeur du charbon peut-être déterminée assez exactement, mais il n'en est pas de même pour les dépenses d'exploitation : celles-ci peuvent être facilement calculées pour un mode d'exploitation donné, mais qui prouvera qu'il n'existe pas un mode d'exploitation supérieure, capable d'abaisser le prix de revient ? Qui pourra dire que telle couche inexploitable avec les moyens qu'emploie ordinairement la mine considérée, ne deviendrait pas exploitable si on se mettait dans d'autres conditions, si par exemple, on substituait à l'abattage à la main, des explosifs et des haveuses, si l'on substituait des transports mécaniques au transport par cheval, l'électricité à l'air comprimé, etc. Ou bien l'on acceptera le mode d'exploitation proposé par la Compagnie, et

alors c'est une prime au mauvais vouloir de celle-ci ; ou bien l'Administration jugera au hasard, à moins encore qu'elle ne se livre à des expériences qui seront la plupart du temps fort coûteuses et ne donneront que rarement des résultats certains.

3. — Enfin M. Harzé propose, et c'est là son invention propre, de n'autoriser le passage à une zone inférieure que lorsque la zone supérieure sera convenablement épuisée. Si ces zones sont des zones de grande hauteur comprenant plusieurs étages d'exploitation, on peut dire que la mesure de M. Harzé sera sans valeur, la compagnie concessionnaire ayant le temps de voir finir sa concession avant qu'elle ne soit sortie de la même zone, surtout lorsqu'elle sera dans une période de renouvellement dont la durée comme on le sait est fixée par M. Harzé à vingt ans seulement. Si au contraire il s'agit de zones correspondant à ce que techniquement on appelle un étage d'exploitation, on peut dire que cette mesure est impraticable. Il est en effet de toute nécessité de commencer les travaux préparatoires d'un étage avant que l'étage supérieur soit complètement épuisé, de façon à ce que l'on n'ait pas de période d'interruption dans l'extraction. Et même pour les travaux d'exploitation proprement dits, le passage d'un étage à l'autre ne saurait être brusque : on ne peut avoir de l'ouvrage pour tous ses ouvriers dans l'étage supérieur jusqu'au jour du déhouillement com-

plet, et on ne peut préparer dans l'étage inférieur suffisamment de travail pour occuper au jour dit tous les ouvriers rendus libres par la cessation de l'abattage à l'étage supérieur. La transition entre les deux étages est absolument continue. L'autorisation de passer de l'un à l'autre ne pourra donc être qu'un vain mot. On sera obligé de donner cette autorisation avant l'épuisement de l'étage supérieur et l'exploitation de ce qui restera sera alors à la discrétion du concessionnaire. Celui-ci s'arrangera naturellement pour que ce qui reste soit ce qui est le moins facile à exploiter, c'est-à-dire ce que l'Etat veut précisément empêcher qu'on ne gaspille.

Il convient d'ajouter que M. Harzé n'avait naturellement fait qu'indiquer le principe des règles qu'il proposait et que s'il s'était agi d'introduire ces règles dans des cahiers des charges il aurait serré évidemment de plus près toutes les difficultés, mais il est néanmoins remarquable de constater à quels obstacles même un homme du métier comme M. Harzé se heurte dès qu'il essaie de réaliser le tour de force qui consiste à faire diriger une exploitation par ceux qui n'exploitent pas (1).

---

1. Ce problème du contrôle des exploitations devient au fur et à mesure des progrès de la technique, de plus en plus complexe. Dans son étude des moyens proposés par M. Harzé (Note de minorité à la Commission de la Chambre), M. Denis est d'un avis contraire : « C'est une pure dérision, s'écrie-t-il,

Constituer des réserves pour l'Etat, ne donner que des concessions temporaires, telles sont donc les deux mesures proposées par ceux qui font avant

---

une vraie profanation de la science, d'en faire la puissance funeste mise au service de l'arbitraire et de l'égoïsme des exploitants. »

C'est une illusion assez commune, en effet, chez les savants de bibliothèque de croire que la science précise et simplifie les problèmes. Cela vient sans doute de ce qu'ils sont habitués à considérer uniquement comme savants ceux que l'on appelle ordinairement de ce nom, c'est-à-dire les faiseurs de théories ou les chercheurs de laboratoire, mais comme le dit excellemment M. le Châtelier : « La mesure isolée d'une longueur à un micron près ne constitue pas une opération scientifique, le seul objet de la science étant de déterminer le rapport des diverses grandeurs entre elles, c'est-à-dire les lois des phénomènes actuels. De même, une dissertation sur les élections ne constitue pas davantage une opération scientifique. Les relations entre les grandeurs réelles et les produits de notre imagination n'appartiennent pas au domaine scientifique. Mesure de précision et théorie sont des outils indispensables au développement de la science de même que le marteau-pilon est indispensable au forgeron pour travailler le fer : mais la simple agitation d'un marteau-pilon dans le vide ne constitue pas une opération industrielle. »

Si, au contraire, on considère la véritable science, celle qui n'est pas un marteau-pilon s'agitant dans le vide, mais bien un marteau-pilon frappant fort et dur sur les réalités utiles, ce qui n'est autre chose que la technique, on constate que ses progrès, loin de simplifier les questions industrielles, les rendent plus complexes. La même opération comprend des facteurs de plus en plus nombreux, et chaque facteur est lui-même fonction d'un nombre de variables de plus en plus grand. L'abattage de la houille se faisait autrefois partout

tout œuvre d'économie nationale, c'est-à-dire qui veulent protéger l'avenir de leur pays contre l'âpreté au gain ou l'imprudence de quelques particuliers. Les motifs économiques invoqués sont les mêmes

---

de la même façon ; les fers de pics ne différaient guère de qualité ; on roulait uniquement à bras et à chevaux ; les machines d'extraction n'avaient pas des rendements très différents. On pouvait donc, en comparant une couche à des couches d'allure semblable, évaluer avec une assez grande précision le prix de revient : on pouvait sans trop de crainte d'erreur affirmer qu'une couche était exploitable ou non. Aujourd'hui on ne peut aller dans deux fosses quelconques sans tomber immédiatement sur des différences profondes : ici, des machines d'extraction électriques, là des machines à vapeur ; la traction souterraine se fera ici par locomotive électrique, là par locomotive à benzine, là encore par chevaux, etc., et si certaines de ces différences sont motivées par des différences dans les conditions d'exploitation, la plupart ne le sont point ; elles n'ont de raison d'être que dans la difficulté qu'on éprouve à apprécier à leur juste valeur les avantages et les inconvénients de chacun des systèmes employés. Celui-ci aura l'avantage d'un bas prix de revient, mais nécessitera de grosses dépenses d'entretien ; tel autre présentera un bas prix de revient et peu de dépenses d'entretien, mais son installation sera coûteuse. Je sais bien que la science, d'après M. Denis, doit être à même par une application saine et rationnelle de résoudre tous ces problèmes : à même oui, mais en fait elle ne les résout point, ou plutôt elle ne les résout souvent que longtemps après qu'ils se sont posés et alors que d'autres déjà les ont remplacés. On peut rappeler à ce propos que les mathématiciens les plus illustres ne purent de longtemps expliquer comment un chat pouvait se retourner en tombant. Que de chats seraient morts s'ils avaient attendu la solution du problème pour se retourner. . c'est pourtant là un problème moins complexe que le problème de l'exploitation d'une mine.

que ceux que nous avons signalés à propos de l'Allemagne (1) : nécessité de limiter la puissance des cartels ; nécessité d'assurer à un prix suffisamment bas le charbon demandé par les chemins de fer et la marine (2) ; nécessité de se garder du charbon pour l'avenir (3).

Mais en dehors de ces raisons purement économiques sur lesquelles nous ne nous appesantirons pas, car encore une fois elles sont du même ordre que celles qui se sont présentées en Allemagne, une autre idée semble aussi avoir influencé les auteurs des projets que nous venons d'étudier ; cette idée est une idée démocratique. M. Hanrez trouve que les charbonnages font trop de bénéfices, et qu'ils permettent trop la spéculation. M. Hanrez estime que les bénéfices des charbonnages belges ont été de 1 franc à la tonne de 1885 à 1894, de 0,45 en 1895, de 0,55 en 1887-1896, de 1 franc en 1897, de 1,15 en

---

1. L'exemple de l'Allemagne revient d'ailleurs à chaque instant dans les discussions ou rapports parlementaires sur la loi belge.

2. On parlait beaucoup à l'époque de reconstituer la marine marchande belge, or le bassin de la Campine, situé tout près d'Anvers, était admirablement placé pour faciliter cette reconstitution.

3. L'importation de charbon en Belgique croissait continuellement : elle était de 1 million de tonnes en 1890, et de 3.700.000 tonnes en 1900. La réserve de charbon par habitant, d'autre part, n'était avec l'ancien bassin que de 350 tonnes (Harzé), alors que la réserve allemande est de 3.400 tonnes (Frech) et la réserve anglaise de 750 tonnes (Lozé).

1898, de 1,90 en 1899, 4,70 en 1900, de 2,60 en 1901 ; eh bien, il pense que de tels bénéfices sont exagérés ; un bénéfice de 40 à 50 centimes à la tonne lui semble suffisant. Ce n'est pas le juste prix, c'est le bénéfice permis qu'il veut régler par la loi. De même pour éviter l'agiotage, pour éviter les brasseurs d'affaires il propose que toutes les actions soient nominatives.

Toutes ces préoccupations mettent bien en évidence le caractère des propositions de M. Hanrez, caractère que nous avons déjà indiqué à propos de sa première proposition concernant l'ancien bassin houiller. La lutte de M. Hanrez contre les charbonnages est un épisode de la lutte entre la bourgeoisie industrielle d'une part et l'aristocratie foncière et financière d'autre part. C'est la même lutte que celle que signalait Marx lors de la Révolution de 1848. « Sous Louis-Philippe, seule une fraction de la bourgeoisie française régnait. C'étaient les banquiers, les rois de la Bourse et des chemins de fer, les possesseurs de mines de charbon et de fer, les propriétaires de forêts, une partie de la féodalité foncière s'était en effet ralliée aux premiers. Tous ensemble, ils constituaient ce que l'on a appelé *l'aristocratie financière*... La bourgeoisie industrielle proprement dite formait une partie de l'opposition. » (1).

---

1. Cf. Karl Marx. *La lutte des classes en France*, p. 2.

*Mutatis mutandis*, les paroles de Marx s'appliquent à la lutte menée par les partisans des concessions temporaires, et des réserves de l'Etat ; ils sont les représentants de la bourgeoisie industrielle contre l'aristocratie financière. Ils demandent à l'Etat de protéger les profits qu'ils tirent de leur travail allié à leurs capitaux, contre les bénéfices que font les grandes Compagnies par la spéculation et l'accaparement.

Les projets que nous venons d'étudier tendent à modifier les rapports existant entre deux catégories de bourgeois ; ceux que nous allons maintenant exposer ont pour idée directrice de modifier les rapports existant entre les deux classes sociales que le capitalisme met en présence, les patrons et les ouvriers.

La paix sociale, telle est en effet la préoccupation maîtresse de M. Denis. Dans ses nombreux rapports, notes et discours, M. Denis reprend bien les arguments invoqués par M. Hanrez ; il les reprend, mais il est évident que ce ne sont pour lui que des hors-d'œuvre. Dans sa note à la Commission de la Chambre il s'exprime en effet ainsi : « l'aspect *le plus important* de la révision du régime légal des mines, c'est l'aspect social, et par-dessus tout les rapports du capital et du travail ». Au début d'un de ses discours à la Chambre, le 21 décembre 1906, il dit

de même : « Je regrette que dans ce débat mes honorables adversaires de la Droite ne se soient élevés dans aucun de leurs discours à la considération *maîtresse* qui a *dominé* et ma proposition et mes paroles, celle de faire accomplir à la fois un pas décisif aux travailleurs dans la voie de leur émancipation, et de contribuer d'une façon énergique, puissante, générale à la *pacification des rapports entre le capital et le travail* entre les différentes classes de la société. » On pourrait multiplier les citations de ce genre.

Modifier à propos des mines, et avec l'Etat comme instrument, les rapports juridiques existant entre le capital et le travail, telle est l'œuvre à laquelle M. Denis convie le Gouvernement et les Chambres. Pour la réaliser il propose d'incorporer toutes les mines non encore concédées au domaine public de l'Etat.

M. Denis considère la société comme une machine dont il s'agit d'améliorer le rendement. Il a constaté que les grèves, les lock-out, les conflits de toute sorte entre le capital et le travail causaient des pertes à l'industrie et au commerce et amenaient des perturbations profondes dans la vie publique. Il ne s'est pas préoccupé de savoir si cette pesée continue des ouvriers sur les patrons pour l'amélioration de leurs conditions de vie ne constituait pas un stimulant pour le perfectionnement de la technique ; il ne s'est

pas demandé si de cet antagonisme ne résultait point pour le prolétariat la formation d'une conscience et d'une solidarité de classe, facteurs indispensables pour amener la suppression des classes, seul moyen de réaliser la paix sociale.

M. Denis s'est contenté de mesurer les profits que les grèves faisaient perdre aux patrons, et les salaires qu'elles faisaient perdre aux ouvriers ; les résultats l'ont effrayé et il a résolu d'améliorer le rendement de cette déplorable machine. Pour ce faire, il a cherché les vices de construction et il a cru les découvrir ou plutôt les redécouvrir. Sa découverte est tout simplement, en effet, celle qu'avaient faite avant lui des économistes fort orthodoxes, comme M. Yves Guyot. Le vice, c'est le contrat individuel de travail ; le remède, c'est le contrat collectif. L'idéal de M. Denis est la société en commandite qui imprime le *Journal Officiel* de la République Française. Mais qui appliquera ce remède, qui pourra le rendre efficace ? Ce ne peut être que le constructeur de la société lui-même, l'Etat, aussi est-ce vers lui que M. Denis se tourne comme M. Hanrez. L'Etat est le grand maître, l'Etat crée selon son bon plaisir les rapports sociaux (1), il doit donc s'emparer des

---

1. Par une singulière ironie, M. Denis met sa théorie de l'Etat sous le patronage du rapporteur de la loi de 1810, Stanislas de Girardin qui avait dit : « Les auteurs du projet soumis aujourd'hui à votre délibération paraissent aussi

mines pour y faire les « expérimentations sociales » nécessaires au changement de ces rapports (1).

M. Denis rencontra un appui très sérieux auprès

---

avoir reconnu, avec votre Commission, que la Société *crée seule la propriété* dont elle seule assure l'exercice : qu'elle peut la régler ou la restreindre suivant son plus grand avantage. »

1. Il est inutile d'insister sur le caractère nullement socialiste de la conception que M. Denis se fait de l'Etat et du contrat de travail. D'ailleurs ce n'est ni Marx, ni Proudhon qu'il invoque à l'appui de sa thèse ; ses auteurs sont Ant. Menger et Ad. Wäagner. S'il lui était arrivé, en effet, de chercher des autorités dans la littérature socialiste plutôt que chez les professeurs d'Universités allemandes, il aurait vu notamment que la « Science du Droit » qui, d'après Menger, qu'il cite en approuvant, est « une science créatrice qui touche aux plus hauts problèmes de l'humanité », n'est pour Engels qu'une conception bourgeoise dont le prolétariat socialiste doit au plus tôt se défaire. Engels dit, en effet, à propos de M. Menger précisément :

« Le drapeau religieux flotta pour la dernière fois au xv<sup>e</sup> siècle en Angleterre et à peine cinquante ans plus tard en France se produit ouvertement la nouvelle conception qui devait devenir classique pour la bourgeoisie, *la conception juridique*.

« C'était une sécularisation de la conception théologique. Au dogme, au droit divin, se substituait le droit humain, à l'Eglise, l'Etat.

« De même que la bourgeoisie au cours de sa lutte contre la noblesse avait conservé pendant un certain temps, par tradition, la conception théologique, le prolétariat emprunta au début la conception juridique à ses adversaires et y chercha des armes contre la bourgeoisie...

« La classe ouvrière ne peut prendre elle-même une connaissance complète de sa situation que quand elle considère les choses dans leur réalité, sans leur donner une valeur

de M. Finet, sénateur libéral. Celui-ci ne se place pas au point de vue général et légèrement métaphysique où se place M. Denis, il reste dans des considérations plus précises et plus étroitement politiques, mais celles-ci l'amènent à peu près au même point que M. Denis.

La Campine est une région agricole et catholique. Le jour où cette région sera devenue industrielle, où elle sera couverte de puits et peut-être d'usines, le jour où ses paysans seront transformés en mineurs, où son territoire sera envahi par les grands courants d'immigration ouvrière venus des pays déjà conquis et façonnés par l'industrie, qu'arrivera-t-il ? N'y a-t-il pas à craindre que ce foyer de conservation sociale ne se révèle à un moment donné comme un foyer de révolution (1) ?

---

juridique. Au manque de propriété ne pouvait correspondre chez l'ouvrier que le manque d'illusion...

« En somme l'ancienne conception est défendue par des politiciens ordinaires à l'aide d'arguments vulgaires. »

1. Dans une lettre adressée à M. Denis, M. Finet s'exprime ainsi :

« Si catholique que soit le Limbourg, l'octroi de concessions sous le régime actuel y amènera fatalement les mêmes résultats au point de vue ouvrier, que dans tous nos bassins actuels.

« Au contraire, ces coopératives d'ouvriers patrons seraient composées inévitablement *d'hommes d'ordre*, quelles que soient d'ailleurs leurs opinions politiques, catholiques, libéraux ou socialistes. *Ils ne se mettraient jamais en grève* puisqu'ils nommeraient eux-mêmes tout le personnel de leur

Pour parer à ce danger, il y a deux remèdes : ne pousser que lentement la mise en exploitation de façon à éviter un envahissement trop brusque du pays par les étrangers, mais alors il faut que l'Etat intervienne, car la caractéristique des propriétaires privés c'est de vouloir faire vite ; en second lieu, établir des modes de propriété qui soient l'adaptation la plus approchée possible de la propriété du paysan ou de l'artisan au mode de travail qu'exige aujourd'hui la technique des mines : séparer le moins possible l'ouvrier mineur de son instrument de travail, et organiser pourtant un travail et une discipline collectifs, tel est le but à poursuivre ; on essaiera de l'atteindre par les coopératives.

Mais M. Finet sent bien quelles difficultés, si ce n'est quelles impossibilités, les coopératives trouvent devant elles lorsqu'elles veulent se substituer aux sociétés anonymes dans la grande industrie. Aussi a-t-il besoin là encore de faire appel à l'Etat. C'est l'Etat qui établirait l'installation des fosses : puits, outillage, etc., et les coopératives, choisies par un système d'adjudication (1), n'auraient plus qu'à exploitation, y compris l'Ingénieur-directeur, et fixeront eux-mêmes, les prix de vente, les salaires et les conditions de leur travail. »

1. Il est vrai que des entreprises capitalistes peuvent prendre part aussi, dans le système de M. Finet, aux adjudications ; mais ce n'est là qu'une concession ; le désir de M. Finet est évidemment d'éliminer le plus possible les capitalistes.

diriger l'exploitation au jour le jour. C'est la vieille conception lassallienne.

Nous ne discuterons pas la question de savoir si de tels systèmes, aussi bien celui de M. Denis que celui plus radical de M. Finet, sont praticables, et quels avantages ils pourraient présenter sur le système qui régit actuellement les rapports du capital et du travail. Ceci est une question trop générale qui sortirait du cadre de notre étude, mais avant de conclure il nous semble bon d'indiquer, comme nous l'avons fait au sujet de M. Harrez, quelle catégorie sociale représentent, à notre avis, les hommes qui ont imaginé ces systèmes. Cette catégorie sociale est celle du petit bourgeois, de l'homme qui n'est ni capitaliste, ni prolétaire. Sa situation n'est pas suffisamment brillante pour l'aveugler sur les tares de la société capitaliste et pour ne pas lui faire désirer des améliorations à son sort, mais ses conditions de vie ne sont pas suffisamment distinctes de celle de la classe bourgeoise pour lui faire concevoir et créer un régime social nouveau.

Et ici encore pour préciser ce qui caractérise ces hommes, il nous semble ne pouvoir mieux faire que de citer Marx qui a dépeint ainsi les représentants idéologiques de la petite bourgeoisie dans sa réponse à Proudhon :

« Vient ensuite l'école *humanitaire*, qui prend à cœur le mauvais côté des rapports de production

actuels ; celle-ci cherche, par acquit de conscience, à pallier tant soit peu les contrastes réels ; elle déplore sincèrement la détresse du prolétariat, la concurrence effrénée des bourgeois entre eux-mêmes : elle conseille aux ouvriers d'être sobres, de bien travailler et de faire peu d'enfants ; elle recommande aux bourgeois de mettre dans la production une ardeur réfléchie...

« L'école *philanthrope* est l'école humanitaire perfectionnée. Elle nie la nécessité de l'antagonisme, elle veut faire de tous les hommes des bourgeois ; elle veut réaliser la théorie en tant qu'elle se distingue de la pratique et qu'elle ne renferme pas d'antagonismes... Les philanthropes veulent donc conserver les catégories qui expriment les rapports bourgeois, sans avoir l'antagonisme qui les constitue et qui en est inséparable. *Ils s'imaginent combattre sérieusement la pratique bourgeoise et ils sont plus bourgeois que les autres* » (1).

M. Finet est le représentant assez pur de l'école humanitaire, M. Denis de l'école philanthrope.

### *Le Projet et les Actes du Gouvernement.*

Ainsi donc, de deux côtés on invitait le Gouvernement à intervenir dans le bassin de la Campine :

---

1. K. Marx. *Misère de la Philosophie*. Introduction française, p. 122 et 123.

du côté des industriels dans le but de protéger l'industrie nationale et du côté des constructeurs sociaux dans le but de permettre une expérimentation de leurs systèmes.

Nous allons voir maintenant, dans quelle mesure le Gouvernement belge a subi l'influence de ces deux ordres de considérations. Pour ce qui est des considérations du second ordre, on peut dire que le Gouvernement n'en a été touché en quoi que ce soit ; le projet ne contient rien à ce sujet, car l'article qui stipule l'inscription de certaines clauses dans les cahiers des charges, telle que l'affiliation des ouvriers à la Caisse des Retraites, l'obligation pour les compagnies de se soumettre à certaines prescriptions concernant l'hygiène dans les travaux, ne dérivent que du pouvoir de police générale de l'Etat. Au lieu de mettre ces obligations dans le cahier des charges on pourrait très légitimement les imposer par une loi alors même que les concessions seraient déjà données.

En ce qui concerne au contraire les sommations de la bourgeoisie industrielle, on peut soutenir que celle-ci a eu gain de cause en principe, l'assimilation entre la propriété des mines et la propriété de droit commun fut détruite, mais les modifications de fait que le Gouvernement consentit à tirer de ce changement de principe furent loin d'être aussi con-

sidérables que le réclamaient les plus modérés des interventionnistes.

Les anciennes concessions ne perdent leur caractère qu'en un seul point, et encore cette modification est-elle à l'avantage des concessionnaires : le concessionnaire aura la faculté de renoncer à la propriété de sa mine « lorsqu'il aura été reconnu qu'il n'existe aucun gîte exploitable de la substance qui a fait l'objet de la concession ou que, le gîte concédé a cessé d'être industriellement exploitable » (Art. 5).

Les modifications qui ne visent que les nouvelles concessions sont au nombre de trois : les mines ne peuvent être vendues ou louées sans une autorisation du Gouvernement donnée dans les mêmes formes que l'octroi d'une concession (Art. 13). Le concessionnaire sera tenu, sous peine de déchéance, de ne pas interrompre l'exploitation pendant plus de cinq ans (Art. 14 et 15), si ce n'est en cas de force majeure. Si cette interruption a lieu il sera adressé au concessionnaire une sommation de reprendre les travaux ; si cette sommation n'est pas suivie d'effet, dans les six mois, le ministère public pourra, sur l'ordre du ministre du Commerce, et après avis conforme du Conseil des mines, poursuivre l'action en déchéance devant les tribunaux civils ; lorsque ceux-ci auront proclamé la déchéance, la révocation sera prononcée par arrêté royal. En troisième lieu le concessionnaire sera tenu à des rede-

vances spéciales qui s'ajouteront à celles prévues par la loi de 1810 (Art. 21) (1).

Ces modifications ne semblent que renforcer la contradiction qui paraît exister dans la loi de 1810 entre le principe fondamental d'où est sortie sa rédaction et certaines des dispositions qu'elle prescrit. Le principe de la loi de 1810 est de faire de la propriété des mines une propriété identique à la propriété foncière ordinaire. En contradiction avec ce principe on cite deux choses : la fin de l'article 7 qui interdit la vente par lots ou le partage, et l'article 49 qui exige que l'exploitation soit suffisamment active pour ne pas inquiéter la sûreté publique ou les besoins des consommateurs. Cette contradiction ne me semble être qu'apparente. L'article 49 n'est en effet que l'application au cas particulier des mines de la mesure de police générale qui vise l'accaparement ; de même que l'article 419 du Code pénal punit les accapareurs en général d'une amende de 500 francs à 10.000 francs et de un mois à un an, la loi de 1810 punit les propriétaires de mines, dont les manœuvres menacent d'inquiéter les consommateurs, d'une amende de 100 francs à 500 francs et d'un emprisonnement. — Quant à la disposition visant la vente par lots, on peut soutenir

---

1. La Commission de la Chambre proposa la suppression de cette troisième disposition.

qu'il n'y a pas là une restriction du *jus abutendi*, mais simplement que la loi a voulu déclarer indivisible la mine telle qu'elle a été créée par l'acte de concession ; de même que la loi déclare immeubles des objets qui sont en réalité mobiliers, elle peut bien déclarer indivisibles des propriétés qui sont en fait divisibles sans pour cela attenter au droit de propriété.

Les dispositions du projet de loi du Gouvernement belge, au contraire, vont directement à l'encontre de ce que nous considérons comme le principe fondamental de la loi de 1810 ; elles sont d'ailleurs en partie l'équivalent des modifications introduites en France à la loi de 1810 soit par la jurisprudence, soit par des décrets. Elles sont comme celles-ci la preuve des difficultés qui se sont rencontrées dans la pratique lorsqu'on a voulu appliquer ce régime qui identifiait les mines avec les autres biens.

#### *Renonciation.*

La renonciation a été considérée comme valable par la jurisprudence française ; la jurisprudence belge, au contraire, avec raison d'après M. Aguillon, s'est refusée à la considérer comme conforme à la loi de 1810.

Le propriétaire foncier ne peut en effet renoncer à sa propriété, d'après le droit civil, qu'au profit de la commune (art. 66 de la loi du 3 frimaire an VII).

Une telle renonciation n'est donc pas une véritable renonciation, mais bien plutôt un transfert de propriété, une donation. La renonciation à une mine, au contraire, telle qu'elle est comprise par la jurisprudence française, et telle qu'elle est instituée par le projet belge, ne s'opère au profit de personne : ce n'est plus un transfert de propriété, c'est une suppression de propriété. La renonciation est donc bien une disposition spéciale à la propriété minière.

La renonciation pourrait néanmoins être autorisée, sans qu'on abandonnât pour cela le principe de 1810, dans le premier cas qu'indique l'article 5 du projet belge, c'est-à-dire dans le cas où il n'existe pas de gîte de la substance concédée. On peut soutenir alors avec raison que la concession n'ayant pas eu d'objet, n'a pas eu réellement lieu, et que la renonciation n'est simplement que la constatation d'un fait, à savoir que le propriétaire d'une chose qui n'existe pas n'en est pas propriétaire, mais pour le cas où la renonciation a lieu parce que le gîte n'est pas industriellement exploitable, il est difficile de soutenir la même thèse. Une mine, pourrait-on dire cependant, n'est une mine que lorsqu'elle est exploitable ; un caillou ferrugineux perdu dans une masse calcaire ne constitue point un gisement de fer ; dans ce cas encore la concession étant sans objet, la propriété n'a pas existé. Mais la loi n'indique pas comme condition à la renonciation une certaine teneur en

mineral au-dessous de laquelle on pourrait abandonner la propriété, elle demande seulement à ce que le mineral ne soit pas industriellement exploitable. Or le mineral peut souvent ne pas se trouver en quantité suffisante pour être « payant », et cependant constituer réellement un gisement ; cela est si vrai qu'il se peut que quelques années plus tard, par suite d'un changement dans les prix ou d'un perfectionnement dans la technique, ce gîte demeure utilement exploitable.

Si donc l'on continue à admettre que la propriété des mines, telle qu'elle est comprise par le projet belge, est une propriété ordinaire, il n'y a pas de raison pour faire payer l'impôt foncier à une terre qui n'est pas suffisamment fertile pour être cultivée alors que l'on exonère des redevances minières une concession qui n'est pas assez riche pour être exploitée.

### *Vente.*

L'exposé des motifs du projet belge considère que la disposition visant la vente des concessions n'est qu'une simple extension de l'article 7 de la loi de 1810.

« On a fréquemment signalé, y est-il dit, la bizarrerie qu'offre l'article 5 de la loi de 1810 en n'imposant pas l'autorisation préalable du Gouver-

nement pour la vente intégrale d'une mine, alors qu'il l'exige lorsque cette mine est vendue par lots ou partagée. Le même disparate se montre entre l'octroi de la concession et la transmission par le concessionnaire à des tiers. L'intérêt public est évidemment le même dans ces diverses conjectures : il commande de réparer *l'omission* indiquée. »

On peut en effet soutenir que les raisons qui ont fait interdire en 1810 la vente par lots des concessions sans autorisation du Gouvernement, militent aussi pour que toute espèce de vente soit interdite sans cette même autorisation. En se réservant le droit de choisir en toute liberté le concessionnaire, et le droit de fixer comme bon lui semblerait les limites de la concession, l'Etat a en effet voulu créer un domaine dont l'exploitation puisse être profitable, et le livrer à un propriétaire qui soit capable de l'exploiter utilement. Pour être sûr que cette œuvre ne serait pas détruite, il fallait être sûr que la mine ne serait pas modifiée dans sa configuration, d'où la nécessité d'interdire le partage sans autorisation ; il fallait être sûr aussi que la mine serait toujours entre les mains d'un concessionnaire capable, d'où la nécessité d'interdire la vente même en totalité sans autorisation. La loi de 1810 n'avait pris que la première précaution, le projet de loi belge complète la loi de 1810 en prenant la seconde.

Mais si les motifs qui ont dicté l'article 7 de la loi de 1810 et l'article 13 du projet belge, sont peut-être les mêmes, il nous semble qu'au point de vue de leur nature juridique ces deux articles sont très différents. Si on admet en effet l'interprétation que nous avons donnée plus haut de l'article 7 par laquelle cet article ne toucherait pas au *jus abutendi* du concessionnaire, on voit que cet article 7 ne légitime pas l'article 13 du projet belge, qui lui, sans contestation possible, supprime le droit de disposer de la mine.

### *Obligation d'exploiter.*

L'obligation d'exploiter sous peine de déchéance (1), édictée par les articles 14 et 15 du projet, peut encore moins être assimilée à l'article 49 de la loi de 1810. Si l'article 14 était une mesure de police, *tous* ceux qui contreviendraient à cette mesure commettraient un délit, ils *devraient* être punis. Or, d'une part, on

---

1. Il est bon de remarquer que la déchéance, telle qu'elle est instituée dans le projet belge, est un épouvantail qui ne parviendra pas à effrayer même les plustimides. La déchéance ne pourra en effet être poursuivie que cinq ans et six mois au minimum après la cessation de l'exploitation, or le Gouvernement prussien s'est déclaré impuissant à appliquer pratiquement la déchéance, avec la seule loi de 1865, parce que celle-ci ne permettait de commencer la procédure de déchéance que six mois et quatre semaines après que l'exploitation était arrêtée.

ne frappe que les nouveaux concessionnaires ; d'autre part, le Gouvernement a la faculté ou non d'appliquer la peine.

### *Mesures fiscales.*

L'article 21 du projet gouvernemental stipule qu'il sera opéré au profit de l'Etat, indépendamment des redevances fixées par la loi de 1810, un prélèvement sur le produit net de la mine qui ira de 10/o à 50/o du produit net lorsque celui-ci ira de 2 francs à 6 francs par tonne.

Est-ce un impôt ? Est-ce la représentation d'un prix d'achat de la concession ? Tel est le dilemme qui se pose. Il ne semble pas pouvoir être résolu dans un sens ou dans l'autre. Ces redevances ne peuvent être considérées comme un impôt puisqu'elles ne s'appliquent qu'aux concessions nouvelles, alors que le propre de l'impôt est de s'appliquer indistinctement à tous ceux qui sont dans la même situation à quelque époque que remonte cette situation. Mais cette redevance est progressive ; or, si la progressivité peut être facilement considérée comme un caractère de l'impôt, il est difficile de comprendre comment on peut l'introduire dans un prix d'achat. Que l'Etat se considère comme le propriétaire originel de la mine, qu'il considère par conséquent l'acte de concession comme un acte de

vente, et qu'il fixe comme prix de vente un prix qui se détermine au fur et à mesure que la valeur de la mine se découvre, rien de plus compréhensible ; mais qu'il fixe un prix de vente croissant plus que proportionnellement avec la richesse, cela l'est moins. On peut objecter que la vente de certains matériaux dans l'industrie se fait ainsi. On fixe un prix pour un produit qui satisfera à certaines conditions données, qui aura telle résistance par exemple, si la résistance est plus faible le prix sera diminué, si elle est plus forte le prix sera augmenté, et cette augmentation peut être plus que proportionnelle à l'augmentation de résistance.

Mais au fond il y a de grandes différences dans les deux opérations : si dans le second cas on délivre une récompense plus que proportionnelle à l'augmentation mathématique de la qualité, c'est que l'amélioration est en réalité plus grande que celle indiquée par les appareils de mesure, on tirera plus du double de profit par exemple avec un acier présentant une résistance double qu'avec un acier n'ayant qu'une résistance simple ; il est donc logique de faire payer plus du double. Au contraire, dans le produit net des mines, les francs de bénéfice sont tous comparables entre eux, on ne peut tirer plus de profit du franc venant en sus des 5 o/o que du premier franc de dividende.

Dira-t-on que si le produit net d'une mine est plus

élevé, c'est grâce aux améliorations faites par l'Etat dans les voies de communication, dans les institutions sociales, etc. ; mais alors on revient à l'idée que cette redevance est un impôt, « le prix de l'outillage national », et alors pourquoi l'appliquer seulement aux nouvelles concessions ?

Le caractère de cette disposition fiscale est donc très confus et ne peut guère éclairer sur les idées que professait le gouvernement belge sur la nature de l'acte de concession. Cette redevance semble avoir été une simple mesure d'opportunité pour satisfaire ceux que scandalisaient les bénéfices réalisés dans les derniers temps par les compagnies de charbonnages ; toute idée de droit semble lui être étrangère.

Voilà ce qui était resté dans le projet du Gouvernement de toutes les propositions et de toutes les idées émises sur la transformation du régime des mines. Il nous reste à indiquer quelle attitude en fait le Gouvernement avait prise en ce qui concerne les réserves. Car s'il s'était refusé à proposer en cette matière des mesures législatives, il n'en avait pas moins omis intentionnellement de concéder certaines parties du bassin, et il avait fait connaître très nettement sa volonté ne pas les concéder avant longtemps.

Ces réserves sont constituées par trois zones couvrant en tout 20.000 hectares, c'est-à-dire un peu

plus du tiers de ce qui fut concédé. Deux de ces zones sont dirigées nord-sud, dans la partie orientale du bassin ; la troisième est dirigée est-ouest et est située dans la partie nord de la Campine ; cette dernière zone comprend le domaine de Beverloo. Quatre sondages productifs seulement sur soixante-cinq que compte le bassin avaient été faits dans ces régions.

Il est sans doute difficile de dire quelles étaient les intentions du gouvernement en faisant ces réserves, puisque celui-ci s'est refusé à faire des déclarations précises, mais d'après l'esprit qui a régné dans les discussions parlementaires et d'après le choix des zones, on peut supposer avec assez de vraisemblance que si l'Etat n'a pas concédé ces trois zones ce n'est pas parce qu'il comptait les exploiter lui-même un jour ; l'intention du Gouvernement était de les concéder, et s'il ne l'a pas fait immédiatement c'était uniquement dans la crainte que la mise en exploitation simultanée de tout le bassin n'amène des perturbations trop considérables et dans la vie économique et dans la vie sociale : il s'agissait de protéger les propriétaires de l'ancien bassin, et d'éviter une immigration ouvrière trop soudaine. Le Gouvernement belge voulait seulement que le bassin ne soit mis en exploitation que progressivement ; n'étant guidé que par cette seule considération, il fut amené à choisir comme réserves les zones où il y avait le moins de sondages, elles étaient

les moins bien connues, c'était donc pour elles qu'il y avait le plus d'intérêt à retarder la mise en exploitation.

En somme on peut dire qu'il s'est produit en Belgique ceci : un grand nombre de personnes venues des différents points de l'horizon politique voulait empêcher la constitution d'une aristocratie financière dans le bassin de la Campine ; pour cela, on demandait au Gouvernement de changer la nature juridique de la propriété des mines. Le Gouvernement répondit ainsi à cet appel : d'une part il proposa de modifier, profondément, à notre avis, la nature juridique de la propriété des mines en proposant des modifications législatives qui vont à l'encontre des principes de la loi de 1810 : d'autre part, en instituant en fait des réserves, il se constituait le régulateur de la production minière, ce qui est contraire à l'esprit de la loi de 1810. Mais ces modifications de droit et de fait sont de telle sorte qu'elles ne peuvent ni empêcher ni même gêner en rien la formation d'une aristocratie financière dans la Campine ; certaines de ces modifications même la facilitent.

Aujourd'hui que le projet est retiré et que le cabinet qui l'avait présenté n'est plus au pouvoir, il est impossible de dire ce qui restera dans la législation belge de toute cette agitation. Mais celle-ci fut trop intense, nous semble-t-il, pour qu'un nouveau

gouvernement veuille assumer la responsabilité de concéder ce qui reste de la Campine sans que des modifications soient apportées auparavant à la loi de 1810. D'autre part, le projet du cabinet Smet de Næyer ayant été approuvé par la majorité de la Chambre des Représentants pour tout ce qui concernait la propriété des mines, il est vraisemblable que si de nouveaux projets sont présentés par les ministères futurs, ils s'inspireront de près du projet que nous venons d'étudier.

## CHAPITRE V

### L'exploitation par l'Etat en Hollande

---

C'est la Hollande qui fut le premier pays à modifier sa législation minière et c'est aussi elle qui alla du premier coup aux solutions les plus radicales : par la loi du 24 juin 1901, l'Etat, en effet, se réserva tout le bassin minier découvert à l'époque et non encore concédé.

Ceci appelle quelques explications historiques. La Hollande, comme la Belgique, était depuis 1810 sous l'empire de la loi française du 21 avril, mais en ce qui concerne la métropole, cette loi n'avait guère eu l'occasion d'être appliquée car on ne connaissait en Hollande, jusqu'en ces derniers temps, aucun gîte important de substances concessibles si ce n'est un très petit bassin houiller sur la frontière allemande du Limbourg. Ce bassin ne comprenait qu'une seule mine, la mine de Kerkrade, dont la

superficie était de 690 hectares. Cette mine avait été concédée en 1723 par Marie-Thérèse à l'abbaye de Cloosterrade ; à la suite de la sécularisation des biens ecclésiastiques, elle revint à l'Etat qui l'exploita jusqu'en 1845, année où elle fut donnée à bail pour cent ans à la Société qui possédait le chemin de fer de Maastricht à Aix-la-Chapelle. Le tonnage annuel fut d'ailleurs très restreint jusqu'en ces toutes dernières années pendant lesquelles il augmenta assez rapidement ; il est actuellement de 240.000 tonnes environ.

On se rendit vite compte que le charbon ne s'arrêtait pas aux limites de la concession de Kerkrade, et en 1860 et 1861 il fut demandé deux concessions au sud de la mine domaniale ; néanmoins elles ne devaient commencer à être mises en exploitation qu'en 1899.

Durant la période 1870-1875, époque où les prix du charbon étaient élevés, où les charbonnages étaient prospères, une grande campagne de recherches s'organisa dans tout le Sud du Limbourg ; une trentaine de sondages furent effectués, et il en résulta huit nouvelles concessions entre 1875 et 1879. Mais, d'une part, à la période de prospérité charbonnière avait succédé une période de crise ; d'autre part, le terrain houiller étant recouvert dans le Limbourg par 100 à 200 mètres de morts-terrains aquifères, il était difficile de foncer les puits, car le procédé

Poetsch n'existait pas encore. Aussi les travaux ne furent-ils commencés nulle part.

Le gouvernement aurait été sans armes contre cette inaction des concessionnaires s'il avait interprété la loi de 1810 comme l'interprétait la jurisprudence française, mais l'Administration hollandaise avait pris le droit d'insérer dans les cahiers des charges l'obligation pour le concessionnaire d'exploiter la mine, et de verser un cautionnement, le tout sous peine de déchéance. La plus grande partie du cautionnement était restituée au concessionnaire lorsqu'il avait effectué des travaux pour une certaine somme, et le reste servait à garantir le paiement des diverses redevances et indemnités dues à l'Etat ou aux tiers. Les concessionnaires du Limbourg auraient donc tous pu se voir priver de leurs concessions puisque aucun d'eux ne commença les travaux ; néanmoins, n'étant peut-être pas sûr de la légalité des clauses qu'il avait insérées dans le cahier des charges, le Gouvernement hollandais n'appliqua pas la déchéance aux concessionnaires qui se contentaient de ne pas exploiter, il la réserva seulement pour ceux qui ne versèrent pas le cautionnement exigé, et c'est ainsi que de 1890 à 1892 six concessions furent retirées. L'une de ces concessions fut conservée par l'Etat dans le but de servir à agrandir la mine domaniale de Kerkrade ; les autres constituèrent en 1893 la concession d'Oranje-Nassau que le gouvernement

n'accorda qu'après s'être assuré que les demandeurs avaient la volonté et les moyens de commencer immédiatement l'exploitation.

Malgré ces concessions successives, la moitié à peine de ce que l'on considérait à l'époque comme la totalité du bassin était concédée ; que ferait-on de ce qui restait ? Le Gouvernement décida en 1889 de former une commission extra-parlementaire de cinq membres : celle-ci devait se livrer à une enquête générale sur les mines tant en Hollande qu'à l'étranger, et elle devait donner ensuite son avis sur les deux points principaux suivants : 1° Convenait-il de mettre en exploitation immédiatement tout ou partie de ce qui restait du bassin limbourgeois ? 2° Quel mode d'exploitation était-il préférable d'employer ? L'enquête de la commission à l'étranger porta surtout sur les mines prussiennes, sur les mines privées de Westphalie, et sur les mines fiscales de Saarbruck. Ses conclusions furent qu'il convenait de commencer immédiatement l'exploitation du Limbourg, et que le bassin devait être concédé selon le régime de 1810 sauf 4.515 hectares qu'elle proposait de réserver pour l'exploitation de l'Etat. A la suite des travaux de cette commission, le Gouvernement proposa au Parlement de garder pour le domaine public, non pas 4.515 hectares, mais les 14.500 hectares qui constituaient la partie encore disponible du Limbourg ; c'est cette proposition qui acquit force de loi le 24 juin 1901.

Le but principal de la commission extra-parlementaire, en proposant de réserver à l'Etat un domaine à peu près égal à celui d'une concession privée, était de faire de cette exploitation une entreprise modèle. Celle-ci servirait, d'une part, à montrer le chemin aux compagnies privées tant au point de vue technique qu'au point de vue des institutions ouvrières ; elle offrirait, d'autre part, aux ingénieurs de l'Etat un champ de manœuvres admirable qui leur permettrait d'acquérir la capacité technique nécessaire pour assurer d'une façon efficace et pratique le contrôle de l'industrie privée. Accessoirement, cette exploitation d'Etat, selon la commission, présenterait l'avantage de donner des bénéfices supérieurs à ce que l'on pourrait attendre des redevances minières, si élevées soient-elles, et elle permettrait au Gouvernement d'éviter des hausses trop considérables dans le prix du charbon lorsque celles-ci seraient dues à la coalition des charbonnages privés.

En même temps qu'il agrandissait le domaine réservé à l'Etat, le ministre du Commerce et de l'Industrie, M. Lévy, élargissait la question : « Aussi le soussigné est-il convaincu, disait-il dans sa réponse au rapport de la commission parlementaire chargée d'examiner le projet de loi, qu'il ne sera possible de créer réellement dans notre pays *une industrie charbonnière nationale*, que si l'Etat prend l'exploitation en main. » C'est cette thèse qui prévalut ;

c'est en vertu d'une idée nationaliste que l'Etat hollandais parla loi de 1901 s'est réservé un domaine minier et nous verrons que c'est dans cette même idée nationaliste que la mise en exploitation de ce domaine a été poursuivie dans tous ses détails.

Le Limbourg, en effet, était tout prêt pour une invasion étrangère, invasion de capitaux, invasion d'hommes, invasion de produits.

I. — La Hollande est un pays commerçant, ce n'est pas un pays industriel ; les capitalistes hollandais peu entraînés à placer leurs capitaux dans l'industrie et surtout dans les mines avaient été rendus encore plus prudents pour ces sortes d'affaires par les entreprises minières des colonies hollandaises dont beaucoup n'avaient pas réussi. On ne pouvait donc raisonnablement espérer trouver en Hollande les capitaux nécessaires pour l'exploitation des mines du Limbourg : et de fait, des quatre compagnies privées actuellement concessionnaires ou locataires, deux sont formées de capitaux allemands et les deux autres sont belges. Voir la richesse de son sous-sol passer sous forme de dividendes entre les mains des capitalistes belges, ou entre les mains des capitalistes allemands, telle était la seule alternative qui se posait pour la Hollande avec le régime des exploitations privées.

II. — Le bassin houiller, tel qu'il était connu en 1901 tout au moins, se trouve tout entier dans la

partie sud de la province du Limbourg, c'est-à-dire dans ce triangle enclavé entre la Belgique et la Prusse, véritable presqu'île qui n'est reliée au reste de la Hollande que par un isthme d'une lieue de large à peine. Au sud-est il est contigu au bassin allemand d'Aix-la-Chapelle, au sud-ouest, il n'est qu'à 40 kilomètres du bassin houiller de Liège, et au nord-est enfin il est à moins de 100 kilomètres du grand bassin westphalien. Abandonner cette région à l'industrie privée, c'était être sûr qu'à la première période de hausse, à la première époque de prospérité pour les charbonnages, une fièvre de gain s'emparerait des capitalistes. On mettrait simultanément, avec la célérité des méthodes actuelles, toutes les parties du bassin en exploitation immédiate ; les puits surgiraient de toutes parts, et comme ces travaux demanderaient des ouvriers, des ouvriers expérimentés qui n'aient pas peur *d'aller sous terre*, on n'essaierait naturellement pas de transformer les paysans hollandais en mineurs, ce qui serait trop long, mais on irait chercher la main-d'œuvre là où on saurait en trouver, c'est-à-dire dans les vieux pays miniers, en Belgique et en Westphalie. Et comme ces pays, la Westphalie tout au moins, sont eux-mêmes à court de main-d'œuvre indigène, ce ne serait même pas des Prussiens ou des Belges qui envahiraient le Limbourg, mais bien des Polonais, des Croates et des Roumains. En Westphalie, où la

population prussienne est pourtant très dense, où une main-d'œuvre indigène considérable a eu le temps d'être formée, l'invasion des éléments étrangers est telle qu'elle a maintes fois inquiété l'administration prussienne et qu'elle a souvent causé de grosses difficultés au point de vue politique (1) : qu'aurait-ce été dans le Limbourg, où la population indigène est peu dense et où la main-d'œuvre hollandaise est à peu près nulle ?

III. — Enfin la source indirecte de revenus qu'un pays tire d'une exploitation charbonnière, par l'activité que cette exploitation imprime à son industrie et à son commerce, aurait été aussi à peu près tarie par la concurrence étrangère. L'industrie métallurgique et mécanique en Hollande n'était pas assez développée pour pouvoir concurrencer à conditions égales les maisons de constructions étrangères, pour l'équipement des puits ou l'aménagement des industries annexes ; quant au commerce proprement dit lui-même, il aurait eu à soutenir à plein la concurrence de l'Allemagne et de la Belgique, puisqu'en Hollande les droits de douane sont presque inexistants.

C'est donc la crainte de l'invasion étrangère, sous ces trois formes, qui a été la cause de la loi de 1901.

---

1. Certains villages de Westphalie ont des municipalités entièrement composées de Polonais.

Nous allons maintenant essayer de montrer de quelle façon l'Etat a conduit son exploitation, et quels moyens notamment il a employés pour parer au danger de l'invasion.

Le domaine que s'était réservé l'Etat se composait de deux parties : une immense région contournant toute la zone déjà concédée, et la petite enclave de 575 hectares de superficie qu'il avait retirée en 1891 au concessionnaire originel dans le but d'agrandir la mine de Kerkrade. C'est cette enclave que l'on décida d'abord de mettre en exploitation. Au début de 1903, les études préliminaires furent commencées, au mois d'octobre de la même année on se mit à foncer les puits ; ceux-ci sont aujourd'hui finis et l'on est en train de les équiper. La production quotidienne était, fin mars 1907, de 40 tonnes, et le nombre d'ouvriers occupés était de deux cents. On peut donc compter que l'exploitation commencera à être régulière vers la fin de 1907. D'autre part, on vient de se mettre aux études et aux travaux préliminaires pour l'installation d'une seconde fosse qui, elle, est située dans la grande zone des réserves.

Il est assez difficile de donner beaucoup d'indications sur la façon dont l'Etat hollandais a conduit ses travaux, d'une part parce que l'on est encore tout à fait au début de l'exploitation, d'autre part parce que les seuls travaux importants qui ont été faits jusqu'ici, les sondages, les fonçages, et la cons-

truction des bâtiments ont été faits par entreprise. Cependant la direction qui a été imprimée à ces travaux semble bien mettre en évidence quelques caractères distinctifs de l'exploitation par l'Etat.

Tandis que les compagnies particulières avaient en général placé leurs puits presque au hasard, certaines compagnies n'ayant fait aucun sondage préliminaire et toutes les autres s'étant contentées d'un seul sondage, l'Etat vient d'opérer afin de déterminer l'emplacement le plus convenable pour sa seconde fosse cinq sondages successifs, et ces sondages au lieu d'avoir été arrêtés dès la première couche de houille rencontrée, comme la plupart des sondages privés, ont été poussés très profondément ; l'un d'eux a atteint 1.150 mètres (1).

La fosse qu'on est en train d'équiper, comportera des machines d'extraction électriques (2), ce seront les seules du bassin. L'électricité sera produite par des turbines à vapeur. Les venues d'eau qui se pro-

---

1. Pour le fonçage de la première fosse on ne fit qu'un seul sondage, mais c'est parce que tout autour étaient d'autres concessions où les travaux avaient déjà été commencés. Les travaux fournissaient sur l'allure du gîte des indications plus nombreuses et plus précises, que celles qu'on aurait pu obtenir avec des sondages :

2. La première machine d'extraction électrique date de 1902 où elle fut exposée à Dusseldorf. Il n'y en a encore dans les différents bassins houillers d'Europe qu'un très petit nombre.

duisaient dans le puits après la pose du cuvelage ont été arrêtées par des injections de ciment, procédé récent, et celles-ci ont même été pratiquées derrière le muraillement ce qui n'avait encore jamais été fait. Ces opérations ont été faites directement par les ingénieurs de la mine et ont très bien réussi. Le béton armé a été très largement employé dans les constructions ; un réservoir d'eau de 300 mètres cubes de capacité notamment, est construit tout entier en béton armé.

Cette fosse aura donc une installation très moderne, on ne pourra pas la donner comme un modèle de l'esprit retardataire de l'Etat en fait d'industrie. Inversement on peut se demander si l'Etat hollandais, n'ayant guère à se soucier de l'amortissement de son capital mais préoccupé d'établir une installation modèle, n'a pas fait trop beau et s'il n'a pas recherché dans ses installations plutôt le luxe et la nouveauté que l'utilité. Il ne le semble point. C'est ainsi qu'à l'inverse de ce qu'a fait pour ses nouveaux sièges, l'une des plus puissantes compagnies de mines françaises, compagnie privée pourtant, on n'installera pas dans la fosse de l'Etat hollandais, le chargement automatique des berlines dans les cages, ou le transport automatique au triage, toutes choses qui d'après beaucoup d'ingénieurs coûtent plus cher à entretenir que n'aurait coûté la main-d'œuvre qu'elles permettent d'économiser. On ne voit pas

non plus dans les installations de l'Etat hollandais comme dans cette même compagnie de salle d'opération si luxueuse qu'on la montre aux visiteurs mais qu'on n'y opère jamais.

Ce même esprit de hardiesse prudente semble avoir régné dans les encouragements que la direction des mines a donnés à l'industrie nationale. Il n'y avait naturellement pas en Hollande de maisons de constructions pour le matériel de mines, cependant il existe un certain nombre de fabricants de machines hollandais, il pouvait donc être intéressant de leur donner l'occasion de se mettre à cette fabrication, plutôt que de s'adresser à des industriels étrangers. C'est pourquoi l'administration des mines hollandaises commanda tout le chevalement, toute la partie mécanique de la machine d'extraction et la turbine à vapeur à des constructeurs hollandais, mais elle exigea que ces travaux fussent faits sur les plans donnés par une maison allemande ; la turbine ainsi construite fut la première turbine construite en Hollande. Néanmoins ce protectionnisme se maintint dans des limites convenables, et là où on ne pouvait espérer de bons résultats avec l'industrie nationale, on s'adressa résolument ailleurs : c'est ainsi que toute la partie électrique, sauf cependant les petits moteurs qui sont hollandais, vient de la maison Siemens-Schuckert.

En ce qui concerne la main-d'œuvre, la direction

des mines de l'Etat s'est préoccupée dès le début d'assurer le recrutement et la formation d'une population ouvrière stable et capable. Elle a estimé que seuls, les nationaux présenteraient les garanties de fixité désirables. Alors donc que dans les mines privées il y a à peu près la moitié des ouvriers qui sont étrangers, les mines de l'Etat n'embauchent que des Hollandais, soit que ceux-ci viennent de Hollande même, soit qu'on les ait fait revenir de Westphalie où il y a, à l'heure actuelle encore quelques milliers de Hollandais qui travaillent dans les mines.

D'autre part l'administration des mines a fondé à Heerlen, au centre du bassin, une école de porions, où les jeunes gens venus de toutes les parties du pays reçoivent pendant cinq ans un enseignement technique très complet en même temps qu'ils travaillent à la « veine. » Cette école est prévue pour recevoir chaque année douze élèves nouveaux. On voit qu'à ce point de vue encore, l'Etat hollandais ne veut pas construire sur le sable.

Si maintenant nous passons aux résultats qui furent obtenus par ces méthodes, on constate qu'ils sont au moins aussi bons que ceux auxquels est arrivée l'industrie privée dans le reste du bassin.

Il est difficile de savoir même approximativement ce qu'ont coûté les puits et les premières installations, mais en ce qui concerne la durée et les incidents des travaux, la comparaison semble être de

beaucoup à l'avantage de l'Etat. La situation des mines privées n'est pas très brillante en effet. La mine Wilhelm commença à creuser ses puits en 1899, elle n'a encore qu'une exploitation très restreinte, elle extrait 300 tonnes par jour. La mine Laura commença ses puits en 1900 ; elle fut à deux reprises envahie par les eaux ; fin mars 1907 il y avait sept mois que le second envahissement avait eu lieu, et l'épuisement n'était pas encore achevé. La compagnie d'Oranje-Nassau qui possède aussi la concession Carl et est la plus importante des compagnies à l'heure actuelle, a une extraction annuelle de 240.000 tonnes environ ; elle possède deux sièges d'extraction distincts : les travaux commencèrent dans l'un en 1893, dans l'autre en 1895 ; le fonçage des puits demanda six ans alors que le fonçage de ceux de l'Etat, n'exigea que trois ans (1).

Mais il ne faut pas dissimuler que si en 1901, l'Etat hollandais au lieu de se réserver toute cette partie du Limbourg l'avait distribuée, la mise en exploitation générale aurait été beaucoup plus rapide, car on n'était plus au point de vue de la technique ou

---

1. Le fonçage des puits de Oranje-Nassau et de Carl a eu lieu par un procédé spécial dû à l'invention du directeur de ces mines, et dont c'était les premières applications. Le fonçage des puits de l'Etat eut lieu au contraire, par le procédé Poetsch, qui était déjà tout à fait au point. C'est une circonstance atténuante en faveur de la compagnie privée.

au point de vue de la situation commerciale dans les mauvaises conditions où l'on se trouvait dans la période 1875-1890. Si on avait découpé les 14.000 hectares disponibles en concessions de 2 à 3.000 hectares, il est probable que chacune de ces concessions aurait donné lieu immédiatement à l'installation d'une fosse double au moins, et au lieu de deux puits seulement, on en aurait à l'heure actuelle vraisemblablement huit ou dix. Ce n'est pas 2 ou 300.000 tonnes que produirait cette partie du bassin dans quelques années, ce serait 1 million de tonnes, et le progrès économique de la Hollande en aurait peut-être été sérieusement accéléré. Mais nous avons vu que c'était précisément pour éviter les inconvénients qu'on prévoyait par suite d'une mise en exploitation trop rapide que le Gouvernement avait fait voter la loi de 1901 ; la lenteur avec laquelle l'Etat met donc en valeur successivement les différentes parties du bassin est voulue et ne peut être par conséquent regardée comme un signe d'impuissance.

Ce qui en 1901 était considéré comme tout le bassin houiller du Limbourg et qui, en conséquence, fut réservé à l'Etat, n'est plus aujourd'hui tout le bassin houiller ; au nord-ouest et au nord de ce bassin les sondages ont recoupé des couches de houille. Tout à fait au nord c'est l'Etat qui a entrepris les sondages, mais au nord-ouest dans les régions contiguës

au domaine de l'Etat ce sont des compagnies privées, et celles-ci ont demandé des concessions (1). Or il est à peu près certain que ces concessions seront accordées ; le Gouvernement ne proposera pas au Parlement de réserver à l'Etat cette nouvelle partie du bassin.

Les raisons de ce changement d'attitude ne sont pas très évidentes. Est-ce que l'Etat pense que grâce à son exemple et à son action les dangers d'invasion entrevus en 1901 n'existent plus (2) ? Ou bien l'Etat recule-t-il devant l'extension considérable que prendrait son domaine industriel s'il se réservait tout le bassin houiller (3) ? Aucun fait ou document ne peut donner d'indications précises à ce sujet, mais il n'en reste pas moins que l'exploitation de l'Etat semble devoir actuellement se limiter au domaine prévu en 1901 et non point devenir la règle générale de l'industrie minière en Hollande.

Ces nouvelles concessions ne seront cependant pas données sous l'empire de la loi de 1810 seule, car le Gouvernement a eu soin de faire voter en

---

1. Par une loi du 24 juillet 1903 l'Etat se réservait le droit de recherches dans toutes les parties de la Hollande où l'on pouvait espérer trouver soit de la houille, soit des sels. Les sondages qui ont motivé les nouvelles demandes en concession avaient été commencés avant cette loi.

2. Sur six compagnies qui demandent des concessions, trois seraient, paraît-il, formées essentiellement de capitaux hollandais.

3. Les nouvelles recherches font prévoir une extension presque indéfinie du charbon vers le Nord.

avril 1904 une loi qui établit la déchéance pour les concessions futures dans le cas où l'exploitation ne serait pas commencée ou serait interrompue, ainsi que pour toute infraction à l'une des clauses du cahier des charges. Ce n'est en somme que la légalisation de ce que le gouvernement avait essayé d'appliquer en fait sous le régime antérieur.

Il serait évidemment très imprudent de vouloir s'appuyer sur la façon dont l'Etat hollandais a conduit ses premiers travaux dans le Limbourg pour donner des conclusions générales sur la capacité industrielle de l'Etat ou même simplement sur la capacité de l'Etat comme exploitant de mines (1). Les travaux d'exploitation proprement dits n'étant pas encore commencés, les résultats ne peuvent se préciser sous la forme mathématique du bénéfice

---

1. Il faut se garder de toute généralisation qui tendrait à prétendre que si l'Etat obtient de bons résultats avec les mines, il est capable d'en obtenir d'aussi bons dans les autres industries. Comme l'a en effet très bien fait remarquer la commission extra-parlementaire hollandaise, l'industrie extractive occupe une place à part parmi les autres industries par suite de sa simplicité : simplicité de technique, car l'abattage du charbon est une chose relativement simple, simplicité commerciale, car étant donné le poids du charbon, les débouchés de celui-ci sont déterminés presque uniquement par l'emplacement de la mine. Il n'y a donc guère besoin dans l'industrie minière de lutter contre les concurrents ni par la supériorité de ses organismes de vente, ni par la supériorité de ses produits.

et du prix de revient. L'entreprise ne datant que de quelques années, a été dirigée presque tout le temps par les mêmes hommes : les qualités personnelles de ces hommes prennent dans ces conditions une importance capitale. Enfin la situation juridique de cette exploitation n'est elle-même encore que provisoire : la direction de cette mine a en effet été incorporée purement et simplement à l'Administration générale, or il est à prévoir que très prochainement, dès qu'on sera entré dans la phase commerciale, cette forme d'organisation n'aura pas assez de souplesse, et il est probable qu'on érigea alors le service de la mine en un service presque complètement autonome, comme le recommande M. Weiss dans son étude sur les mines de Saarbrück.

Néanmoins, il semble bien que cette exploitation de l'Etat hollandais met en lumière la différence essentielle qui distingue les entreprises de l'Etat des entreprises des particuliers : les premières sont conduites d'une façon scientifique, les secondes d'une manière empirique. Ce que l'Etat recherche avant tout dans ses entreprises industrielles, c'est la sécurité et un bon rendement : il n'a pas besoin de réaliser des bénéfices considérables, mais il se refuse à courir la chance de subir de grosses pertes : il n'est pas pressé de jouir des richesses dont il a la disposition, il a l'éternité devant lui, mais il demande que le bénéfice total soit le plus grand possible. Le par-

ticulier au contraire cherche les gros bénéfices et les bénéfices immédiats : il lui importe peu de produire économiquement s'il produit beaucoup. Qu'il importe de perdre du métal si à cette condition on peut produire davantage, dit en substance, dans son Traité de métallurgie, l'un des auteurs classiques de l'Amérique, le pays où les caractères de l'industrie privée sont les plus tranchés (1). En effet qu'il importe que le bénéfice à la tonne soit un peu diminué, si le nombre de tonnes par lequel ce bénéfice doit être multiplié est considérablement augmenté !

Le capitaliste privé est toujours plus ou moins un joueur, il risque une certaine somme dans une entreprise, il la perd si l'entreprise échoue, il la gagne si l'entreprise réussit, mais alors il faut qu'il touche plusieurs fois sa mise.

Or ces résultats que demande à l'industrie le capitaliste privé ne peuvent être obtenus que par l'empirisme, de même que ceux que demande l'Etat ne peuvent l'être que par la pratique des méthodes scientifiques (2). L'empirisme seul donne des résultats immédiats, car la science est une chose

---

1. Peters. *Modern Copper Smelting*, p. 234.

2. Lorsque des Sociétés anonymes sont démocratisées, lorsqu'elles comprennent un grand nombre de petits actionnaires, le caractère de leurs exploitations tend à se rapprocher de celui des exploitations de l'Etat, car, elles tendent alors à chercher avant tout, comme celui-ci, la sécurité.

longue et difficile ; seul il peut donner des résultats considérables car n'étant que fort peu guidé par les règles de la raison, ne se servant pas du connu pour aller progressivement à l'inconnu, il peut d'un bond atteindre des procédés qui ne sont pas de simples perfectionnements mais de véritables révolutions. Il est donc logique que l'empirisme soit ce qui tende à dominer dans l'industrie privée, que les méthodes scientifiques soient ce qui tende à dominer dans les services de l'Etat (1). L'étude comparée des exploitations privées et de l'exploitation fiscale du Limbourg, lorsqu'elles seront en pleine activité, sera un élément d'appréciation de tout premier ordre pour confirmer ou infirmer cette hypothèse.

---

1. En 1877 M. Ribot disait à propos des ports français construits par l'Etat : « Les ingénieurs y apportent une perfection et un fini admirables. »

## CONCLUSION

### Le Recul de l'Economie Libérale.

---

Un fait ressort avant tout de l'étude à laquelle nous venons de nous livrer, c'est que l'Etat se désintéresse de moins en moins de la façon dont les industries extractives sont conduites techniquement et commercialement. De plus en plus tendent à se traduire dans la législation les idées de ceux qui prétendent que les richesses du sous-sol sont des richesses nationales, qu'il importe par conséquent de les préserver du gaspillage et d'en régler l'utilisation au mieux des intérêts de tous plutôt que d'en abandonner l'exploitation et les profits au bon plaisir et à l'égoïsme des particuliers. Les récents débats qui ont eu lieu sur la question de la propriété des mines sont un des signes du progrès que font les doctrines de l'économie nationale, et du recul corrélatif des doctrines de l'économie libérale.

Deux idées principales semblent avoir été les causes de cette nouvelle orientation : une idée démocratique et une idée d'économie nationale proprement dite. L'idée démocratique, c'est que la richesse doit appartenir le plus possible à celui qui la produit. Or la richesse des mines est une richesse naturelle, comme l'air, comme le sol ; il n'y a point lieu d'en donner la jouissance exclusive à certains individus ; c'est la vieille question de la rente du sol, mais qui se présente à propos des mines sous une forme beaucoup plus irritante car la rente intervient dans le bénéfice total pour une bien plus grande part dans les exploitations de mines que dans celles de la terre. De ce point de vue, l'attribution de cette richesse au gré de l'Etat, sans règles et sans recours possible, comme dans l'ancien système belge ou hollandais, est indéfendable ; l'attribution à l'inventeur comme dans la loi prussienne de 1865 ne l'est guère moins, le bénéfice que donne une mine étant hors de proportion avec le travail employé à la découvrir.

On connaît l'augmentation considérable qu'éprouvèrent au cours du xix<sup>e</sup> siècle les actions des compagnies de charbonnages, et cependant les progrès techniques dans l'exploitation des mines ont été fort restreints. Il n'y eut rien de comparable aux découvertes de Bessemer et de Siemens en métallurgie ou à l'emploi de l'électricité pour les transports de force. Les seules améliorations survenues dans

l'extraction du charbon viennent non point des progrès de l'art des mines, mais de ceux des autres industries, construction des machines, fabrication des explosifs, etc. Si les bénéfices ont augmenté ce n'est pas du fait de l'ingéniosité des exploitants ; ce phénomène est dû tout entier à une cause indépendante de leur volonté, à l'accroissement des débouchés. On comprend qu'une industrie, où l'intervention des propriétaires et des directeurs compte pour si peu, devait être la première en butte aux attaques de tous ceux qui réclament plus ou moins radicalement la proportionnalité du gain avec le travail ou le talent.

Le second point de vue qui, semble-t-il, a amené les nouvelles législations, c'est celui de l'économie nationale. La houille est à l'époque actuelle une des richesses les plus précieuses que puisse posséder un pays, non point tant peut-être à cause de l'universalité de son emploi qu'à cause de l'élévation de son prix de transport. Il est donc nécessaire de l'avoir à proximité si l'on veut posséder une industrie puissante et prospère.

En même temps, l'industrie joue un rôle de plus en plus important dans la vie des nations européennes. Le temps n'est plus où l'Angleterre était la fabrique du monde, l'agriculture et la petite manufacture étant les seuls domaines abandonnés à l'activité des autres pays. La grande industrie s'est développée dans tous

les pays de l'Europe, et les autres branches de la production, même l'agriculture, sont devenues plus ou moins ses tributaires. La bonne utilisation des gisements de houille, les bas prix du charbon sont utiles non plus seulement à un petit groupe de producteurs, mais à toute la population. Il était donc naturel que le représentant de la population, l'Etat, se préoccupe de prendre les mesures nécessaires pour obtenir ce double résultat.

Ce sont ces deux préoccupations de démocratie et d'économie nationale qui semblent avoir inspiré plus ou moins les législateurs des trois pays que nous avons étudiés. Ces idées ont trouvé de sérieux adversaires, triomphants en Belgique, qui ont maintenu avec force la nécessité de permettre à des individus ou à des groupes d'individus de tirer de gros bénéfices des richesses du sous-sol ; et peut-être est-ce en effet une nécessité pour une société de posséder une forte aristocratie éloignée de la timidité et des scrupules des classes moyennes, capable à la fois de mener les classes dominantes à de nouvelles conquêtes, et de repousser les attaques des classes dominées. C'est là l'aspect social du problème, c'est là ce qui lui donne une importance de premier ordre.

Le capitalisme a été grand parce qu'il a eu à sa tête une classe hardie et indépendante qui sans souci des désastres qu'elle semait aussi bien dans son sein qu'en dehors d'elle est allée toujours de l'avant.

L'erreur des théoriciens et des apologistes de notre époque a été de croire que cela durerait toujours : ils ont négligé de voir qu'à mesure que le capitalisme grandissait, il créait, selon la forte expression du Manifeste communiste, « ses propres fossoyeurs ». Un beau jour, le prolétariat s'est trouvé de force à lutter contre la bourgeoisie non plus seulement pour conquérir des améliorations à son sort, mais pour lui disputer la direction même de la société, c'est-à-dire le pouvoir politique. La lutte des classes est un fait indiscutable, fait redoutable aux privilégiés. Pour parer aux conséquences désastreuses de cette lutte, il se dessine sous les aspects de l'interventionnisme et du socialisme d'Etat, un mouvement qui tend à supprimer cette guerre du prolétariat et de la bourgeoisie, en absorbant les deux ennemis au sein d'une troisième classe, la classe des fonctionnaires. C'est là un nouveau Tiers-Etat, recruté à la fois parmi les bourgeois vaincus dans la dure lutte de la concurrence et qui ne veulent pas déchoir dans le prolétariat, et parmi les fils d'ouvriers ou de paysans que l'instruction primaire dispensée largement incite à s'évader de leur classe ; c'est là la classe tampon, qui est la classe médiatrice toujours, arbitre souvent dans le conflit des autres classes. La nationalisation des mines est un signe de cette évolution.

Ce phénomène est général, il se produit avec une telle force que ce serait presque folie de vouloir

l'entraver. Mais peut-être est-il permis pour conclure d'envisager quels résultats on peut en prévoir au point de vue de l'avenir de la production. Si les efforts de l'Etat réussissent, si ce Tiers-ordre arrive à se constituer en un groupe bien homogène, si on peut arriver à mettre en œuvre les moyens de production modernes avec cette nouvelle classe moyenne où une médiocrité plus ou moins dorée (1) étant la règle générale, aucun antagonisme sérieux ne saurait naître, peut-être peut-on redouter une décadence prochaine. Quelques qualités de mesure, de prudence, scientifique que puisse présenter l'exploitation de l'Etat, il est à craindre que privée d'une part de la hardiesse créatrice, des coups de génie de l'empirisme, attributs d'une classe capitaliste forte et indépendante, privée d'autre part des ressources d'énergie et de travail que peut fournir une classe ouvrière entièrement dépendante, la civilisation européenne ne soit menacée de déchéance. Il convient peut-être d'y prendre garde.

---

1. Le Président de la Direction des mines fiscales de Saarbruck qui ont une extraction annuelle de 10 millions de tonnes, a, d'après M. Weiss, un traitement de 9.300 marks. Dans nombre de mines privées françaises au contraire, dont les plus importantes n'ont pourtant qu'un tonnage de 3 millions de tonnes, les émoluments du Directeur atteignent facilement 100.000 francs.



## BIBLIOGRAPHIE

Aguillon. Législation des Mines.

Comité Central des Houillères de France. Circulaires.

### *Prusse*

Annales des Mines. Loi Prussienne de 1865. Partie Administrative : 1868.

AGUILLON. — Note sur la loi Gamp. Annales des Mines.  
Année 1906. T. IX.

ENGELS. — Preussisches Bergrecht.

ESKENS. — La loi Gamp. Zeitschrift für Bergrecht. 1905.

Comptes rendus de la Chambre des députés Prussienne :  
7 avril et 30 mai 1905.

Zeitschrift für das Berg-Hütten und Salinen-Wesen.

WEISS. — L'Exploitation des Mines par l'Etat.

### *Belgique*

Revue de Législation des Mines et statistiques des Houillères  
de France et de Belgique.

CHICORA et DUPONT. — Jurisprudence du Conseil des Mines de  
Belgique.

CHICORA et DUPONT. — Code des Mines.

DE LEENER, WODON, WAXWEILER. — Le Charbon dans le Nord de la Belgique.

DUPONT. — Rapport des Commissions du Sénat.

HARZÉ. — Des mines domaniales en perspective dans le Nord de la Belgique et de leur exploitation.

TRASENSTER. — L'exploitation des charbonnages par l'Etat.

VANDERVELDE. — L'Etat et les Charbonnages en Belgique.  
Mouvement Socialiste. Année 1902.

VERSTEYLEN. — Rapport de la Commissions de la Chambre des Représentants.

Annales Parlementaires.

*Hollande*

Annales des Mines de Belgique, 1901-1905.

BOUSQUET — Note sur la Législation Minière des Pays-Bas.

Annales des Mines Année 1905. T. VII.

DUPONT. — Documents annexés au Rapport de la Commission du Sénat Belge.

---

Vu : le Président de la thèse,

PERREAU

Vu : le Doyen,  
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer,  
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,  
L. LIARD

## TABLE DES MATIÈRES

|                                                                         | Pages |
|-------------------------------------------------------------------------|-------|
| INTRODUCTION.....                                                       | 5     |
| CHAPITRE I. — La situation juridique des mines prussiennes en 1905..... | 14    |
| CHAPITRE II. — Les causes de la nouvelle législation.                   | 19    |
| CHAPITRE III. — La loi Gamp et le projet du Gouvernement.....           | 62    |
| CHAPITRE IV. — Les projets belges.....                                  | 89    |
| CHAPITRE V. — L'exploitation par l'Etat en Hollande.                    | 151   |
| CONCLUSION. — Le recul de l'Economie libérale.....                      | 171   |
| BIBLIOGRAPHIE.....                                                      | 178   |



